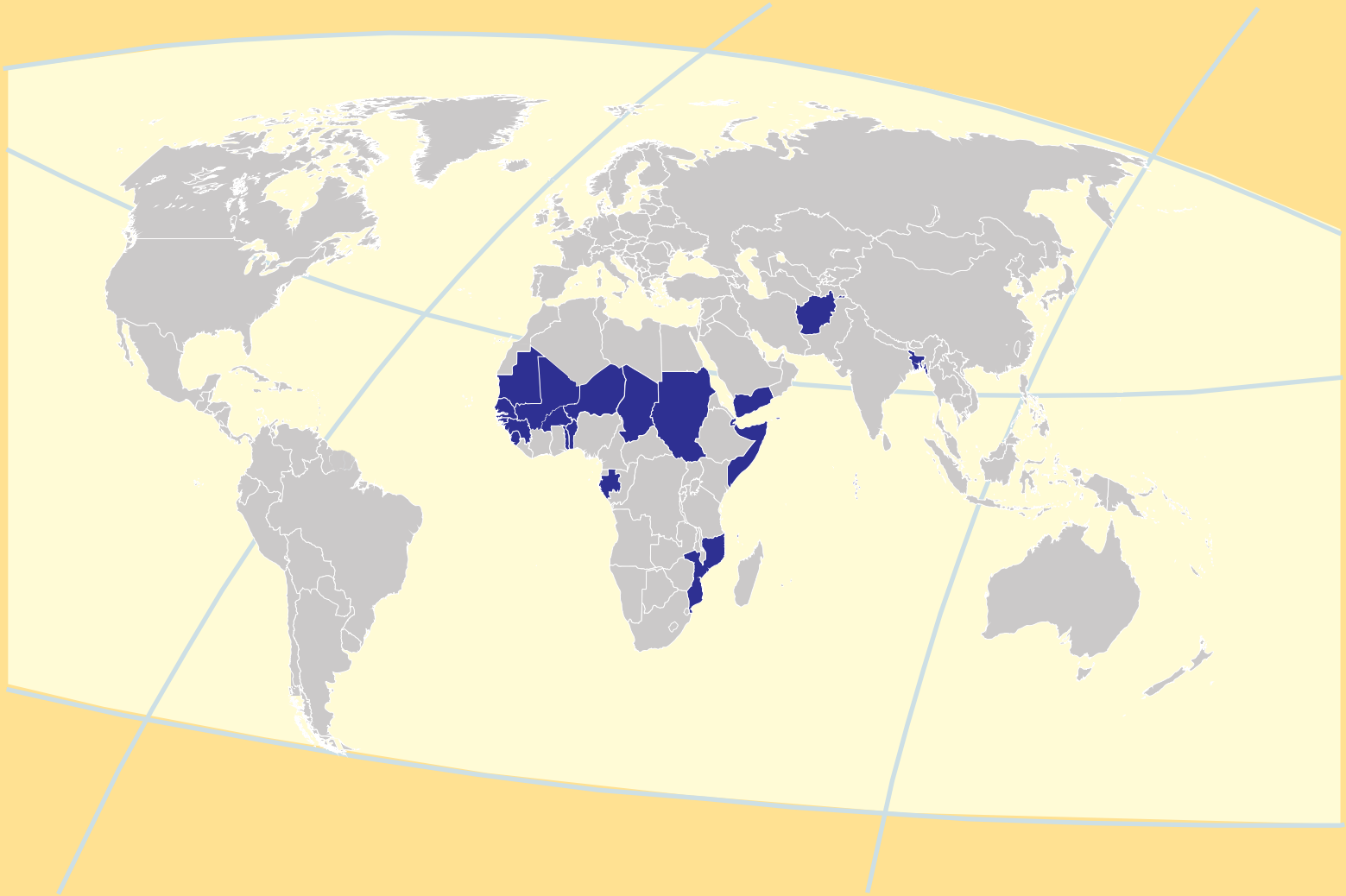
PROBLEMES ECONOMIQUES DES PAYS LES MOINS AVANCES ET DES PAYS ENCLAVES DE L'OCI 2008



L'Organisation de la Conférence Islamique

Centre de Recherches Stastistiques, Economiques et Sociales et de Formation Pour Les Pays Islamiques (SESRIC)

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET DES PAYS ENCLAVÉS DE L'OCI, 2008

Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)

© 2009 Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)
Attar Sokak, No. 4, G.O.P., 06700
Ankara, Turquie

Téléphone +90 312 468 61 72
Internet www.sesric.org
E-Poste pubs@sesric.org

Tous droits réservés

C'est un travail du personnel du Département de Recherches Économiques et Sociales /SESRIC. Les résultats, les interprétations et les conclusions soumis dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques.

Bien que des standards élevés aient été appliqués pendant l'étape de traitement et de préparation, SESRIC ne garantit pas l'exactitude des données comprises dans ce travail. Les dénominations et toute autre information montrées sur n'importe quelle section ou figure d'illustration n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC au sujet du statut juridique d'aucune entité. Sans compter qu'il ne sera pas pris responsable de n'importe quelle responsabilité de n'importe quel genre de discussion politique qui peut surgir employant les données présentées dans cette publication.

Droits et Permissions
Le matériel présenté dans cette publication est garanti les droits d'auteur. Par la vertu de des droits d'auteur qu'il réclame et pendant qu'il encourage la diffusion de ses publications pour les États Membres de l'OCI, SESRIC donne la permission de regarder, copier, télécharger, et imprimer le matériel présenté à condition que ces matériaux n'aillent pas être réutilisés, à n'importe quelle condition, pour des buts commerciaux.

Pour que la permission de photocopier ou réimprimer une partie de ce livre, veuillez envoyer une demande avec l'information complète au département de recherches économiques et sociales à Attar Sokak, No 4, G.O.P, 06700, Ankara, Turquie.

Toutes les questions sur le droit et les licences devraient être adressées au département de publications, SESRIC, à l'adresse ci-dessus.

ISBN: 978-975-6427-19-4

Par ceci, le SESRIC exprime sa satisfaction profonde à l'Institut de la Statistique Turque (TurkStat) pour avoir fourni les équipements d'impression

Conception de Couverture du Département de Publications, SESRIC

Pour des informations supplémentaires, contactez
Le Département de Recherches Économiques et Sociales, SESRIC à travers : research@sesric.org

Tables de Matières

1. PMA de l'OCI: Tendances Économiques Récentes 1

1.2. Structure de l'Économie 3

1.3. Production et Croissance 4

1.4. Inflation 8

1.5. Exportations et Importations 10

2.6. Position de la Balance Commerciale, des Comptes Courants et des Réserves de Change ... 15

2. Les Tendances dans des Flux Financiers Extérieurs 17

3. Dette Extérieure 25

4. Développement Humain et Éradication de la Pauvreté 34

4.1. Indicateur de Développement Humain (IDH) pour les PMA de l'OCI 34

4.2. Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) pour les PMA de l'OCI 35

4.3. Progrès des PMA de l'OCI vers l'Accomplissement des Objectifs de Millénaire pour le Développement (OMD) 36

5. Conclusion et Recommandations 42

Références 47

Annexe Statistique 49

Fenêtres

Fenêtre 1: Les Pays Enclavés Moins Avancés que Peuvent-ils Faire? 12
Fenêtre 2: Comment Peut l'Aide Étrangère Potentiellement Aider les PMA à Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) 22
Fenêtre 3: Crise Financière Globale et les PMA : Incidences Prévues 30

Tableaux

Tableau 1: Population et PIB Cumulatifs des PMA de l'OCI 6
Tableau 2: Balance Commerciale, Comptes Courants et Réserves de Change (Milliard de dollars) 16

Schémas

Schéma 1: Structure de la Production (Valeur ajoutée en % du PIB, moyenne 2002-2007) 3
Schéma 2: Structure de la Production (Valeur ajoutée en % du PIB, moyenne 2002-2007) 4
Schéma 3: PIB des PMA de l'OCI 5
Schéma 4: Taux de Croissance Moyens du PIB, PIB par habitant et Population 7
Schéma 5: Croissance de PIB sur la Croissance Démographique (%) 8
Schéma 6: Indice des Prix à la Consommation (pourcentage de changement annuel) 9
Schéma 7: Indice des Prix à la Consommation (pourcentage de changement annuel) 9
Schéma 8: Exportations de Marchandises 10
Schéma 9: Taux de Croissance des Exportations et du Changement des Cours de Matières Premières (%) 11
Schéma 10: Exportations de Marchandises / PIB (%) 11
Schéma 11: Importations de Marchandises 14
Schéma 12: Croissance des Importations (%) 14
Schéma 13: Importations de Marchandises / PIB (%) 15

Schéma 14: Formation Brute de Capital, Épargnes Domestiques Brutes et Écart des Ressources (% du PIB) 17
Schéma 15: Flux Nets des Ressources 18
Schéma 16: Aide Publique au Développement 19
Schéma 17: APD Nette par habitant 20
Schéma 18: APD par habitant and APD comme % de PIB 21
Schéma 19: Investissement Étranger Direct (Apports Nets) 21
Schéma 20: FDI comme % de PIB 24
Schéma 21: Stock de la Dette Extérieure (DET) 25
Schéma 22: Service Total de la Dette (STD) 26
Schéma 23: Composition de la Dette Extérieure 26
Schéma 24: Ratios d'Endettement 28
Schéma 25: Ratios de la Charge de Remboursement de la Dette 32
Schéma 26: PMA de l'OCI qui se sont déplacés du niveau DHF au DHM 2000-2005 34
Schéma 27: Personnes Souffrant de la Pauvreté Humaine dans les PMA de l'OCI 35
Schéma 28: Enfants de moins de 5 ans souffrant d'Insuffisance Pondérale (%) 36
Schéma 29: Rapport Net Total d'Inscription (NER) dans l'éducation primaire, les deux sexes 37
Schéma 30: IPG dans l'Inscription de Niveau Secondaire 38
Schéma 31: Taux de Mortalité d'Enfants Moins de Cinq Ans (C5MR) par 1.000 Nouveau-nés 39
Schéma 32: Naissances Assistées par le Personnel de Santé Habile, (%) 39
Schéma 33: Taux de Prédominance de Tuberculose par 100.000 Populations 40
Schéma 34: Proportion de la Population Employant des Sources Améliorées d'Eau Potable, Totale 40
Schéma 35: Internautes par 100 populations 41

Annexe Statistique

Tableau A.1: Distribution Régionale des PMA du Monde 51
Tableau A.2: Population Totale 52
Tableau A.3: PIB à Prix Courants 53
Tableau A.4: PIB par Habitant (en dollars à prix courants) 54
Tableau A.5: Structure de la Production (en % du PIB, moyenne 2000-2005) 55
Tableau A.6: Taux de Croissance Réelle du PIB (en Pourcentage) 56
Tableau A.7: Taux Moyens d'Inflation Annuelle (Variation annuelle en % des prix à la consommation) 57
Tableau A.8: Exportations de Marchandises (FAB, en millions de dollars) 58
Tableau A.9: Importations de Marchandises (CAF, en millions de dollars) 59
Tableau A.10: Balance des Comptes Courants (en millions de dollars) 60
Tableau A.11: Réserves à l'Exclusion de l'Or (en millions de dollars) 61
Tableau A.12: Formation Brute de Capital (% de PIB) 62
Tableau A.13: Épargnes Intérieures Brutes (En % des EIB) 63
Tableau A.14: Flux Nets des Ressources (en millions de dollars nets) 64
Tableau A.15: Assistance Publique au Développement (en millions de dollars nets) 65
Tableau A.16: Flux d'Investissement Étrangers Directs (en millions de dollars) 66
Tableau A.17: Dette Extérieure Totale (en millions de dollars) 67
Tableau A.18: Service Total de la Dette (STD) (en millions de dollars) 68
Tableau A.19: Dette à Long Terme (DLT) (en millions de dollars) 69
Tableau A.20: Dette à Court Terme (DCT) (en millions de dollars) 70
Tableau A.21: Utilisation de Crédits du FMI (CR FMI) (en millions de dollars) 71
Tableau A.22: Dette Publique ou Garantie par l'État (en millions de dollars) 72
Tableau A.23: Ratio Dette-RNB 73
Tableau A.24: Ratio Dette-Exportation 74
Tableau A.25: Ratio Service de la Dette 75
Tableau A.26: Ratio Service de l'Intérêt 76
Tableau A.27: Indicateur de Développement Humain du PNUD 77
Tableau A.28: Indicateur de Pauvreté Humaine du PNUD 78
Tableau A.29: Progrès des PMA de l'OCI vers l'accomplissement
des Objectifs de Millénaire pour le Développement (OMD) 79

1 PMA de l'OCI: TENDANCES ÉCONOMIQUES RÉCENTES

Les pays les moins avancés (PMA) sont un groupe de pays qui ont été officiellement identifiés par les Nations Unies comme "moins développés" en raison de la faiblesse de leur Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant et de leurs ressources humaines, et leur forte vulnérabilité économique. En 1971, l'Assemblée Générale des Nations Unies a approuvé la première liste des PMA qui, à l'époque, comprenait 24 pays. On espérait bien sûr qu'à mesure que les efforts de développement produisaient leurs effets, les pays allaient, un par un, réussir à se détacher du groupe des PMA. Néanmoins, jusqu'en 1994, un seul pays a réussi à le faire (le Botswana en 1994). D'ailleurs, le nombre de pays compris dans la liste a augmenté excessivement pour atteindre 48 en 1994. L'inclusion officielle du Sénégal à la liste des PMA en 2001 et du Timor-Leste en 2003 a porté le nombre total de ces pays à 50[1]. Cependant, le détachement du Cap Vert de la liste des PMA à la fin de 2007 a porté le nombre de ces pays à 49[2].

La liste initiale des PMA en 1971 comprenait 8 pays membres de l'OCI[3]. Plus tard, Ce nombre a graduellement augmenté pour atteindre 21 en 1997, en raison à la fois des pays qui étaient des PMA et qui ont adhéré à l'OCI (6 pays)[4], et des pays qui étaient membres de l'OCI et sont devenus des PMA (7 pays)[5]. L'inclusion officielle du Sénégal dans la catégorie des PMA en 2001 a porté le total des PMA de l'OCI à 22 pays.

Avec une population réunie de presque 781 millions en 2007, ou 12 pour cent de la population mondiale, les 50 PMA représentent le segment le plus pauvre et le plus faible de la communauté internationale. Le caractère distinctif de ce groupe de pays se manifeste, entre autres, dans l'insuffisance de leurs ressources économiques, institutionnelles et humaines, à laquelle s'ajoutent souvent des handicaps géophysiques. Leur répartition régionale aurait aussi un impact considérable sur leur croissance économique et leur performance en matière de développement. En effet, la majorité d'entre eux (34 pays) se situe en Afrique, notamment dans la région de l'Afrique subsaharienne, 16 pays sont enclavés et 11 sont insulaires (pour la plupart des petites îles). De plus, 34 PMA ont été récemment classés comme pays pauvres très endettés (PPTE) et 12 comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers (pour la plupart agricoles) (voir Tableau A.1 en Annexe).

Compte tenu de cet état de fait, les besoins en développement des PMA dépassent de loin les capacités de leurs économies et ressources locales. Par conséquent, leur développement économique et social représente un défi majeur non seulement pour eux-mêmes mais également pour leurs partenaires de développement, et pour toute la communauté internationale. En fait, une attention particulière leur est accordée par les Nations Unies dans leurs efforts pour le développement. Ainsi, au cours des trois dernières décennies, les Nations Unies ont régulièrement suivi les développements dans ces pays, tout en soulignant par là le besoin de concessions spéciales en leur faveur, notamment dans les domaines des finances, du commerce et de la coopération technique. Ces efforts ont conduit à une prise de conscience par la communauté internationale des besoins spéciaux et spécifiques des PMA pour rompre le cercle vicieux du sous-développement qui cause la stagnation économique et la pauvreté.

---

[1] Pour plus de détails sur les critères et les seuils nécessaires pour l'inclusion et l'exclusion de la liste des PMA, voir
[2] Depuis 2007 c'est la dernière année couverte dans ce rapport, Cap Vert est considérée être toujours comprise dans le groupe des PMA dans ce rapport.
[3] Afghanistan, Tchad, Guinée, Mali, Niger, Somalie, Soudan et Yémen.
[4] Bénin, Burkina Faso, Maldives, Mozambique, Togo et Ouganda.
[5] Bangladesh, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie et Sierra Leone.

Les 22 PMA de l'OCI courants représentent une grande partie de la performance de tous les PMA à bien des égards. Avec une population totale de 397.1 millions en 2007, ou 50.9 pour cent de la population totale de tous les PMA, ils ont justifié de 53.5 pour cent de la production totale des produits intérieurs bruts (PIB) de tous les PMA et de 38 pour cent de leurs exportations totales de marchandises[6]. Cependant, comme c'est le cas pour les autres PMA, la faiblesse structurelle des économies de la majorité des PMA de l'OCI et l'insuffisance de leur capacité en matière de croissance et de développement entravent leurs efforts pour améliorer concrètement le niveau de vie de la majorité de leurs populations.

La répartition régionale des PMA de l'OCI, qui est généralement aggravée par des désavantages géophysiques, peut être considérée comme un facteur ayant un grand rapport avec leur croissance économique et leur performance en matière de développement. Dans ce contexte, il y a lieu de noter que la majorité des PMA de l'OCI (18 pays) sont situés en Afrique subsaharienne, 4 en Asie; 6 sont des pays enclavés et 2 sont des petits pays insulaires (Tableau A.1 en annexe). Dans ce contexte, il vaut mieux de mentionner que les pays enclavés des PMA sont parmi les pays les plus désavantagés où l'éloignement et l'isolement de ces pays des marchés mondiaux et de la dépendance élevée à l'égard le commerce de passage augmente leurs coûts de transactions et réduit ainsi leur compétitivité commerciale sur les marchés mondiaux.

Les PMA de l'OCI, notamment ceux de l'Afrique subsaharienne, sont particulièrement mal dotés pour développer leurs économies locales et assurer à leurs populations un niveau de vie soutenable et adéquat. Leurs économies sont aussi extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs et aux catastrophes naturelles car 7 d'entre eux sont encore classés comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers et dépendent ainsi pour leur croissance et leur développement de la production et de l'exportation d'un nombre limité de produits agricoles pour la plupart. De plus, 18 des PMA de l'OCI sont classés comme pays pauvres très endettés (PPTE) (Tableau A.17 en annexe).

Dans ce contexte, comme pour les autres PMA, le développement économique et social des pays les moins avancés de l'OCI (PMA de l'OCI) représente un défi majeur pour eux-mêmes, leurs partenaires de développement ainsi que pour l'ensemble de la communauté de l'OCI. En Conséquence, le groupe des PMA de l'OCI constitue le segment le plus pauvre et le plus faible de la communauté de l'OCI. Avec une part de 27.9 pour cent dans la population totale en 2007, les 21 PMA de l'OCI ont justifié de seulement 6.1 pour cent de la production totale des pays de l'OCI et de 3.2 pour cent de leurs exportations totales, exprimés en dollars des États-Unis courants. Leur PIB moyen par habitant (565 dollars des États-Unis) était moins du tiers de celui du groupe des pays de l'OCI (2595 dollars des États-Unis)

Ce Rapport vise à suivre les développements dans les économies de ce groupe des pays membres de l'OCI et à mettre en évidence leurs problèmes spécifiques, faisant ainsi valoir la nécessité d'actions spéciales en leur faveur, notamment dans les domaines de la coopération financière, commerciale et technique. Il étudie les tendances de leurs principaux indicateurs économiques au cours des cinq dernières années pour lesquelles les données sont disponibles et les compare à celles prévalant dans les groupes de tous les PMA, des pays de l'OCI et des pays en développement. Le Rapport jette également la lumière sur certains sujets de développement présentant un intérêt pour ces pays tels que les flux financiers extérieurs,

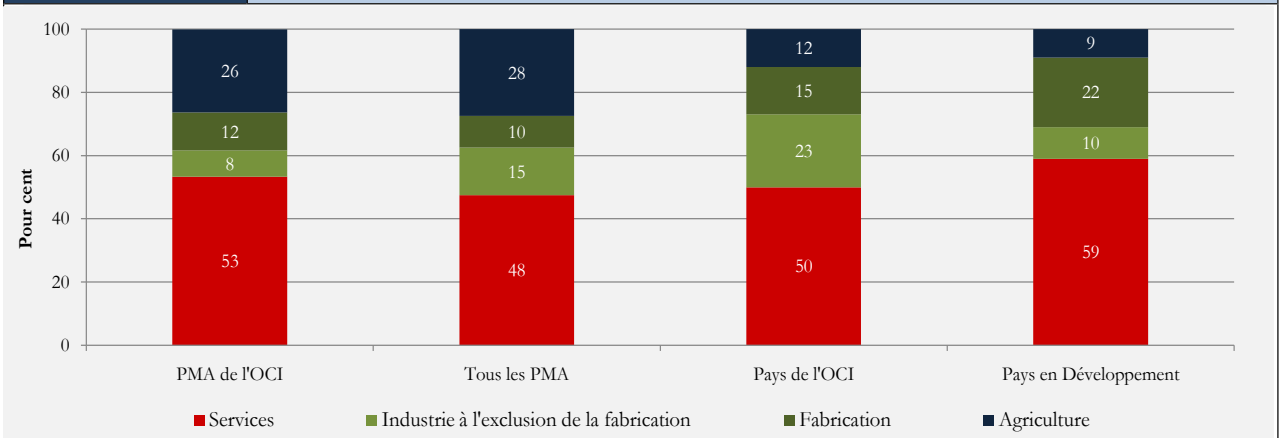
[6] Voir Tableaux A.2, A.3 et A.8 respectivement en annexe.

l'assistance publique au développement, la dette extérieure, le développement humain et l'éradication de la pauvreté.

1.1. Structure de l'Économie

Cette section au-dessous jette la lumière sur la structure globale des économies des PMA de l'OCI en termes de parts des principaux secteurs économiques dans leur production totale (PIB). Le Tableau 1 ci-dessous, établi à l'aide de données répertoriées dans le Tableau A.5 en annexe, montre les parts moyennes des principaux secteurs économiques dans le PIB du groupe des PMA de l'OCI. La moyenne de la période de cinq ans (2002-2007) a été calculée afin d'éviter les problèmes dus au manque de données pour certains pays et aux effets des fluctuations cycliques pour d'autres.

Schéma 1 **Structure de la Production (Valeur ajoutée en % du PIB, moyenne 2002-2007)**



Source: Tableau A.5 en Annexe. * Les Chiffres ne peuvent pas additionner à 100% dû à l'arrondissage.

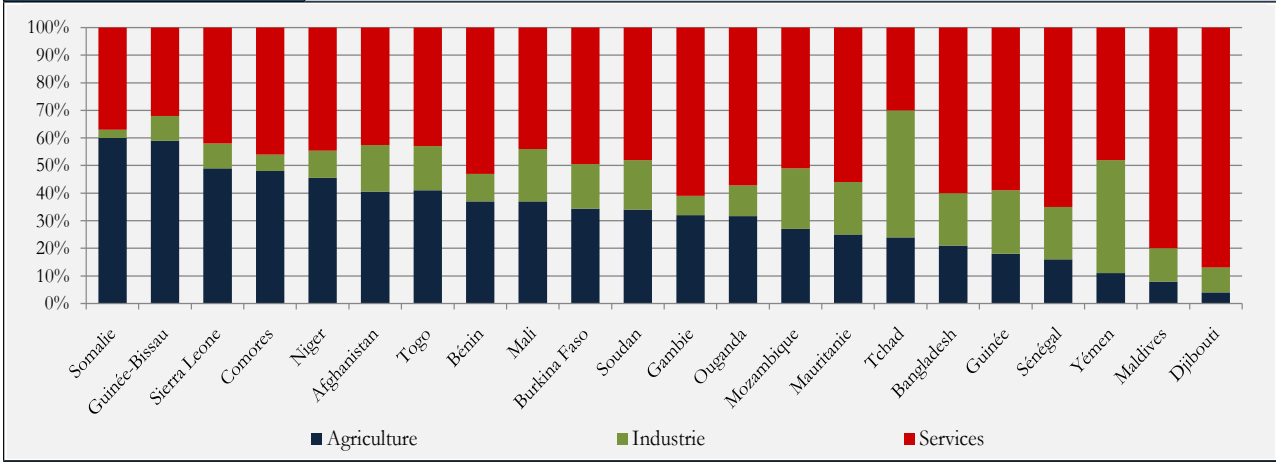
Comme c'est le cas dans tous les PMA, le secteur des services, avec l'action la plus élevée en PIB (53 pour cent), joue un rôle majeur et constitue une source importante de revenus dans le groupe des PMA de l'OCI. Ceci est aussi valable pour les pays de l'OCI et les pays en développement en tant que groupes, où les services comptent, respectivement, pour 50 pour cent et 59 pour cent du rendement. Au niveau individuel des pays, le secteur des services varie de 30 pour cent au Tchad à 87 pour cent à Djibouti et il domine l'économie dans 16 des PMA de l'OCI (voir schéma 2).

L'agriculture constitue la deuxième activité économique majeure des PMA de l'OCI. L'action moyenne de ce secteur en PIB (26 pour cent) est presque égale à celle dans le cas de tous les PMA (28 pour cent), mais elle est considérablement supérieure à celle des pays de l'OCI (12 pour cent) et des pays en développement (9 pour cent). L'agriculture demeure l'activité économique principale et est supposée jouer un rôle majeur dans les économies de nombreux PMA de l'OCI. Au niveau individuel des pays, elle souscrit plus de 30 pour cent du PIB dans 13 PMA de l'OCI (voir Schéma 2). Malgré cette importance, la production agricole dans la plupart des PMA de l'OCI reste largement sous-développée pour satisfaire à la fois le marché local et le marché de l'exportation.

Par ailleurs, avec une part moyenne de 20 pour cent dans le PIB, l'industrie constitue la troisième activité économique majeure dans les PMA de l'OCI en tant que groupe. Cependant, cette part est légèrement inférieure à celle dans tous les PMA (25 pour cent), où le rôle de l'industrie gagne de l'importance dans seulement quelques PMA de l'OCI, à savoir Tchad avec 46 pour cent (le seul pays où l'industrie domine) et Yémen avec 41 pour cent. Bien que l'action de l'industrie en PIB représente 22 et 23 pour cent,

respectivement la Guinée et le Mozambique, elle représente moins que 20 pour cent dans le reste des PMA de l'OCI (Tableau A.5 en Annexe). Cependant, cette importance du secteur vient la plupart du temps de la production pétrolière et minéralière. Puisque la part de l'industrie en PIB d'aucune économie ne reflète pas entièrement le niveau de son industrialisation, la performance de l'industrie manufacturière dans les PMA de l'OCI doit également être prise en compte.

Schéma 2 **Structure de la Production (Valeur ajoutée en % du PIB, moyenne 2002-2007)**



Source: Tableau A.5 en Annexe

Avec une part moyenne de 12 pour cent du PIB, le secteur manufacturier constitue une activité économique mineure dans les PMA de l'OCI. Bien que cette part soit légèrement plus élevée que celle de tous les PMA (10 pour cent), elle indique toutefois la faible performance et le rôle limité du secteur manufacturier dans les économies de presque tous les PMA de l'OCI, particulièrement une fois comparé à la moyenne de pays en développement (22 pourcent). Au niveau de pays individuel, la part de la fabrication en PIB varie moins qu' 1 pour cent en Guinée-Bissau à 17 pourcent au Bangladesh (Tableau A.5 en annexe).

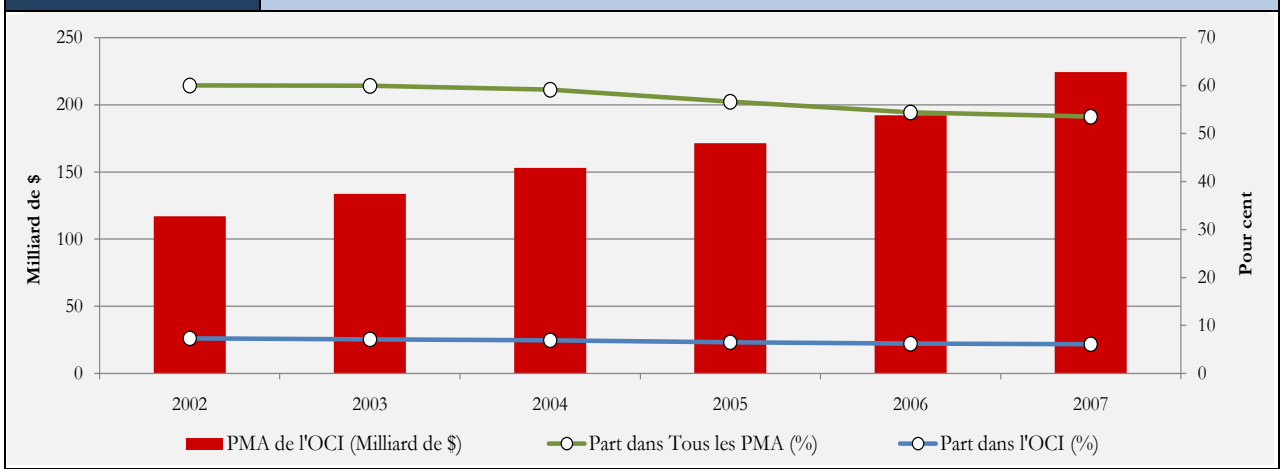
Dans l'ensemble, la structure des économies des PMA de l'OCI, en termes de composition de leur production (PIB), reflète la structure de leurs revenus d'exportation. Dans ce contexte, 7 PMA de l'OCI sont classés comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers. En outre, deux pays (Yémen et Soudan) sont classés comme pays exportateurs de pétrole (voir Tableau A.5 en Annexe). Il est ainsi clair que les économies de la majorité des PMA de l'OCI sont dépendantes de produits de base, agricoles pour la plupart et que les exportations de ces produits jouent un rôle critique dans les perspectives de croissance et de développement de ces pays. Cependant, la grande part des produits de base dans la production et les exportations rend l'économie plus exposée aux risques des chocs extérieurs, tels que les fluctuations des prix internationaux et/ou les facteurs saisonniers défavorables. Ceci, alternativement, entrave la croissance économique et l'élaboration de politiques à long terme.

1.2. Production et Croissance

Suivant les indications du Schéma 3, le PIB réuni des PMA de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles (21 pays), était de 224.4 milliards de dollars des États-Unis en 2007, par rapport à 53.5 pour cent de celui de tous les PMA. Après une tendance de réduction légère au cours de la période

pour cent de celui de tous les PMA. Après une tendance de réduction légère au cours de la période 2002-2007, en moyenne, le PIB total des PMA de l'OCI représentait 57.3 pourcent de celui de tous les PMA, avec un niveau maximum de 60 pour cent en 2002. Cependant, Compte tenu de la part moyenne des PMA de l'OCI dans la population totale de tous les PMA (50.9 pour cent) au cours de la même période, il apparaît que, en tant que groupe, ils ont enregistré une meilleure performance que le groupe de tous les PMA.

Schéma 3 **PIB des PMA de l'OCI**



Source: Tableau A.3 en Annexe

Au cours de la même période, la part des PMA de l'OCI dans le total du PIB des pays de l'OCI a suivi un modèle semblable de la tendance toujours décroissante (de 7.3 pour cent en 2002 à 6.1 pour cent en 2007) faisant la moyenne de seulement 6.7 pour cent. Néanmoins, compte tenu de la part moyenne des PMA de l'OCI dans la population totale des pays de l'OCI (27.9 pour cent) au cours du même période, il est clair qu'ils doivent déployer davantage d'efforts pour réaliser un plus grand progrès économique. Le PIB total des PMA de l'OCI est même inférieur à celui de certains pays de l'OCI, tels que la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Indonésie et l'Iran. Ceci se reflète bien sûr dans les niveaux peu élevés de leur PIB moyen par habitant.

De plus, on observe que la plus grande partie de la production totale, en termes de PIB, des PMA de l'OCI est toujours concentrée dans seulement quelques pays. En 2007, seuls 3 pays (Bangladesh, Soudan et Yémen) ont produit 62.5 pour cent du PIB total des PMA de l'OCI (calculé à partir des données répertoriées dans le Tableau A.3 en Annexe). Comme on l'observe dans le Tableau 1, à l'exclusion du Yémen, du Soudan et du Bangladesh, le reste des PMA de l'OCI, qui expliquent environ 13.6% de la population totale de l'OCI, contribuent seulement 2.55 pour cent de tout le PIB de l'OCI

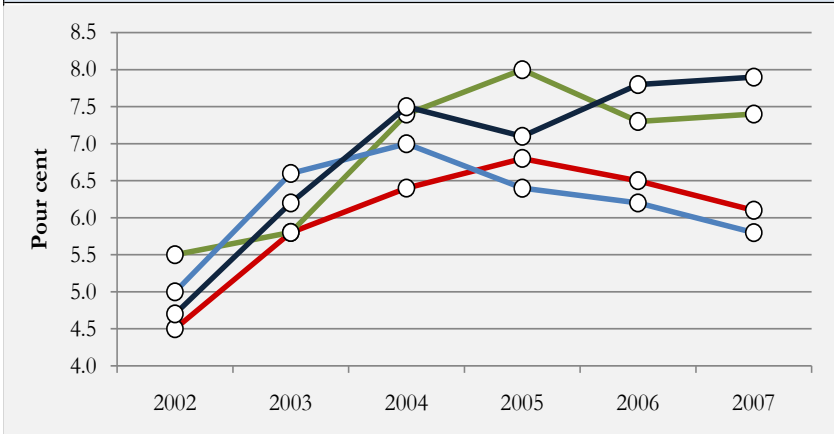
Au cours de la période à l'étude, le PIB moyen par habitant des PMA de l'OCI, en termes de dollars des États-Unis courants, était plus élevé que celui de tous les PMA, reflétant une meilleure performance que les autres PMA. Au cours de cette période, les PMA de l'OCI ont maintenu un PIB moyen par habitant souvent en croissance avec un niveau élevé de 565 dollars des États-Unis enregistrés en 2007 comparés à 537 dollars des États-Unis dans Tous les PMA, à 2595 dollars des États-Unis dans les pays de l'OCI et à 2752 dollars des États-Unis dans les pays en développement (voir le Tableau A.4 en Annexe).

Tableau 1	Population et PIB Cumulatifs des PMA de l'OCI					
Pays	**Population (millions)**	**PIB (Milliard de Dollars)**	**Population Cumulative**	**% de la Population de l'OCI**	**PIB Cumulatif (Milliard de Dollars)**	**% de PIB de l'OCI**
Guinée-Bissau	1.67	0.34	1.67	0.1	0.34	0.01
Comores	0.64	0.44	2.31	0.2	0.79	0.02
Gambie	1.59	0.65	3.90	0.3	1.44	0.04
Djibouti	0.77	0.84	4.66	0.3	2.28	0.06
Maldives	0.35	1.05	5.01	0.4	3.33	0.09
Cape Verde	0.49	1.43	5.50	0.4	4.76	0.13
Sierra Leone	5.74	1.66	11.24	0.8	6.42	0.17
Togo	6.46	2.50	17.70	1.2	8.92	0.24
Mauritanie	2.96	2.76	20.66	1.5	11.67	0.32
Niger	13.35	4.17	34.01	2.4	15.85	0.43
Guinée	9.96	4.71	43.97	3.1	20.56	0.56
Bénin	7.86	5.43	51.83	3.6	25.99	0.70
Mali	13.06	6.75	64.88	4.6	32.74	0.89
Burkina Faso	13.73	6.98	78.61	5.5	39.72	1.08
Tchad	9.49	7.10	88.10	6.2	46.81	1.27
Mozambique	20.50	7.56	108.61	7.6	54.37	1.47
Cambodia	14.34	8.60	122.95	8.6	62.97	1.71
Rep. d'Afghanistan.	27.41	8.84	150.35	10.6	71.82	1.94
Sénégal	12.23	11.12	162.58	11.4	82.94	2.25
Ouganda	30.93	11.23	193.51	13.6	94.17	2.55
République du Yémen,	22.29	21.66	215.80	15.2	115.83	3.14
Soudan	37.16	46.16	252.95	17.8	161.99	4.39
Bangladesh	159.01	72.42	411.96	29.0	234.41	6.35
Source: Tableaux A.2 et A.3 en Annexe						

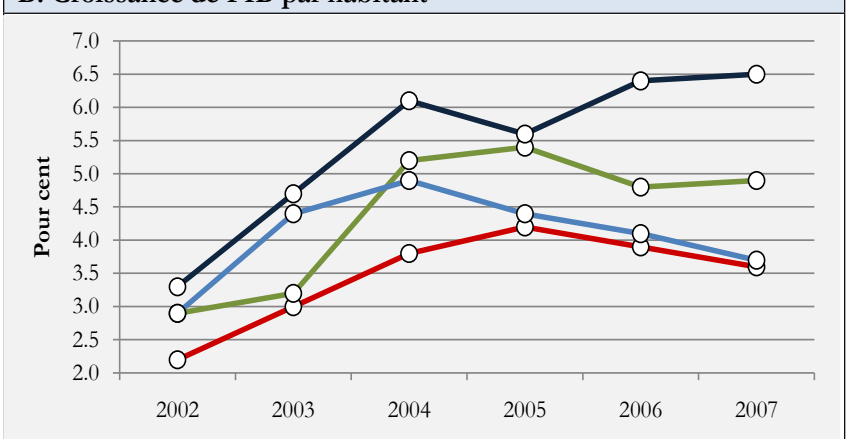
Cependant, pour qu'un pays puisse maintenir le même niveau de vie pour sa population, l'économie de ce pays doit pouvoir croître (en termes du PIB réel) au moins au même taux de croissance que sa population totale. Afin d'analyser cette relation dans les PMA de l'OCI au cours de la période considérée, les chiffres sur le PIB réel moyen et le PIB réel par habitant ainsi que les taux de croissance de la population de ces pays sont étudiés, tels qu'indiqués dans le Schéma 4.

Schéma 4. Taux de Croissance Moyens du PIB, PIB par habitant et Population (Pour cent)

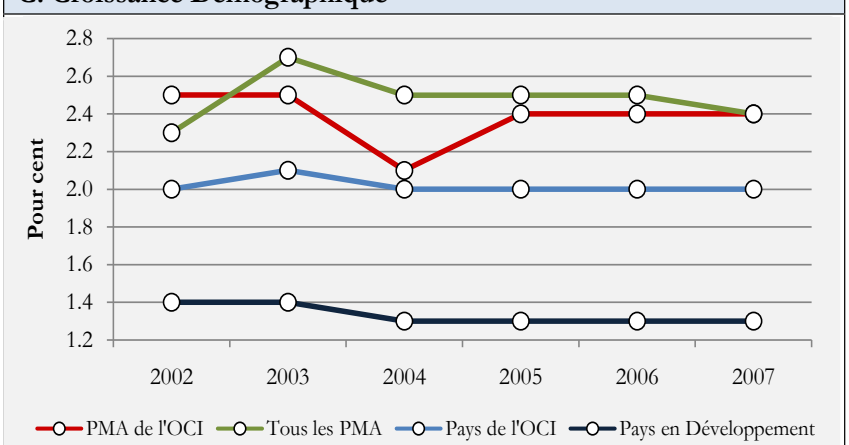
A. Croissance de PIB



B. Croissance de PIB par habitant



C. Croissance Démographique



Source: Tableaux A.2, et A.3 en Annexe

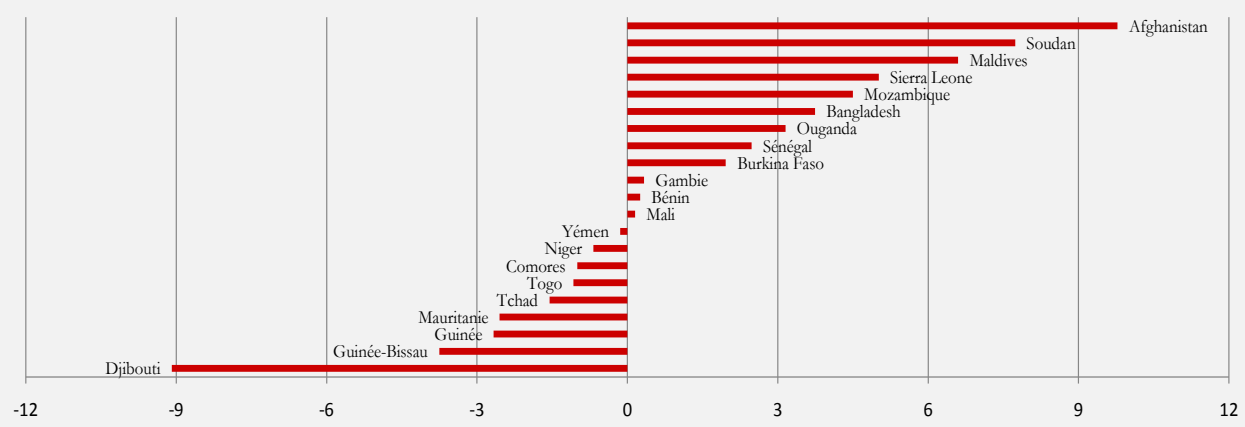
Au cours de la période à l'étude, tous les pays ont éprouvé une augmentation des taux de croissance moyens de PIB en termes réels après le ralentissement économique global en 2001 (Schéma 4.A). Cependant, bien qu'ils se soient développés par 5.6 pour cent en moyenne au cours de 2002-2004, les PMA de l'OCI ont enregistré des taux de croissance inférieurs a ceux de tous les autres groupes. Au cours des années suivantes, cependant les taux de croissance moyens du groupe des PMA de l'OCI diminuaient, ils étaient encore plus élevés que ceux du groupe des pays de l'OCI en général. Le taux moyen de croissance du PIB en termes réels des PMA de l'OCI a été enregistré à 6.1 pour cent en 2007. Les pays dont la performance la plus importante au cours de la même année étaient l'Afghanistan avec le taux de croissance du PIB en termes réels de 12.4 pour cent, le Soudan avec 10.5 pour cent et la Gambie et la Mozambique avec 7.0 pour cent.

La performance de la croissance économique des PMA de l'OCI et de tous les PMA, en termes de taux de croissance moyenne du PIB réel, s'est reflétée, en grande partie, dans leurs taux de croissance du PIB réel par habitant (Schéma 4B). Néanmoins, comme les taux de croissance moyens annuels de la population dans Tous les PMA, y compris les PMA de l'OCI, étaient plus élevés que ceux de l'OCI et des pays en développement (Schéma 4C), le chemin de croissance du PIB par habitant pour les PMA a été dégonflé plus que ceux des autres groupes. Par exemple, alors que les PMA de l'OCI ont marqué une performance légèrement meilleure que le groupe de l'OCI en ce qui concerne la performance du PIB de la période 2005-2007 (Schéma 4A), ils

enregistré une baisse considérable au-dessous de la performance de l'OCI en ce qui concerne la performance du PIB par habitant (Schéma 4B). De façon générale, Les PMA de l'OCI ont maintenu un taux de croissance élevé de 3.5 pour cent dans leur PIB réel par habitant au cours de la période à l'étude à l'exception, indiquant une performance inférieure que les autres groupes.

Il est alors évident que, pour qu'un pays améliore le niveau de vie global à sa population, l'économie de ce pays doit pouvoir se développer en termes de PIB réel par un taux plus élevé que le taux de croissance de la population, supposant que la répartition des revenus est équitable. Le Schéma 5, la différence entre les taux de croissance de PIB en termes réels et les taux de croissance de la population des PMA de l'OCI en 2007. Il est apparent que la majorité de ces pays aient pu réaliser la croissance significative dans leur croissance du PIB en termes réels en ce qui concerne les taux de croissance de population. Cela vaut particulièrement pour des pays tels que l'Afghanistan, le Soudan et les Maldives. Cependant, les économies de quelques PMA de l'OCI, tels que le Djibouti, la Guinée-Bissau, le Tchad, la Guinée et la Mauritanie, n'ont pas pu se développer par le même niveau de croissance de la population totale.

Schéma 5 **Croissance de PIB sur la Croissance Démographique (Points de %)**



Source: Tableaux A.2 et A.3 en Annexe

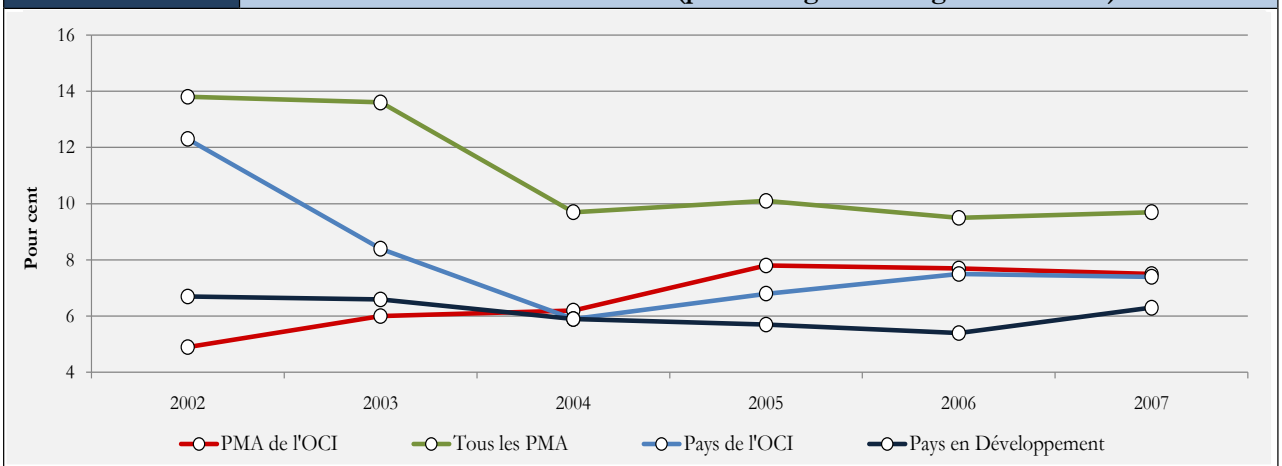
De façon générale, lorsqu'on considère les taux de croissance moyenne de la population au cours de la période étudiée, il est clair que le groupe des pays en développement a réalisé une meilleure performance que celui de tous les PMA, y compris les PMA de l'OCI. Cela signifie que, contrairement aux pays en développement, les PMA, y compris les PMA de l'OCI, n'ont pas pu enregistrer une croissance économique suffisante, dépassant la croissance de leur population et n'ont pas pu, par conséquent, atteindre le niveau de vie des pays en développement.

1.3. Inflation

La stabilité des prix et les faibles taux d'inflation sont essentiels pour et constituent des indicateurs importants de la stabilité macroéconomique d'une économie. Les gouvernements de nombreux pays en développement et des pays les moins avancés ont accordé une attention particulière à l'application de diverses politiques monétaires et fiscales afin de juguler l'inflation et maintenir une stabilité des prix dans leurs économies.

Tenant compte des taux moyens d'inflation dans les PMA de l'OCI. Le Schéma 6 montre que la performance de ces pays est bien meilleure que celle de tous les PMA et également meilleur que celui de l'OCI et des pays en développement en 2002 et 2003. En 2004, cependant, le taux d'inflation dans PMA de l'OCI a continué à augmenter tandis que, dans les autres groupes, il montrait un déclin significatif. Depuis lors, l'inflation dans les PMA de l'OCI a été légèrement plus élevé que celle dans l'OCI et encore plus que celle dans les pays en développement. D'une part, l'inflation dans Tous les PMA, en dépit du déclin sérieux en 2004, est demeurée toujours au-dessus de celle des PMA de l'OCI toute au cours de la période à l'étude. Ayant fait une pointe de 7.8 pour cent en 2005, l'inflation dans les PMA de l'OCI était de 7.5 pour cent en 2007, comparé à 4.9 pour cent en 2002.

Schéma 6 **Indice des Prix à la Consommation (pourcentage de changement annuel)**

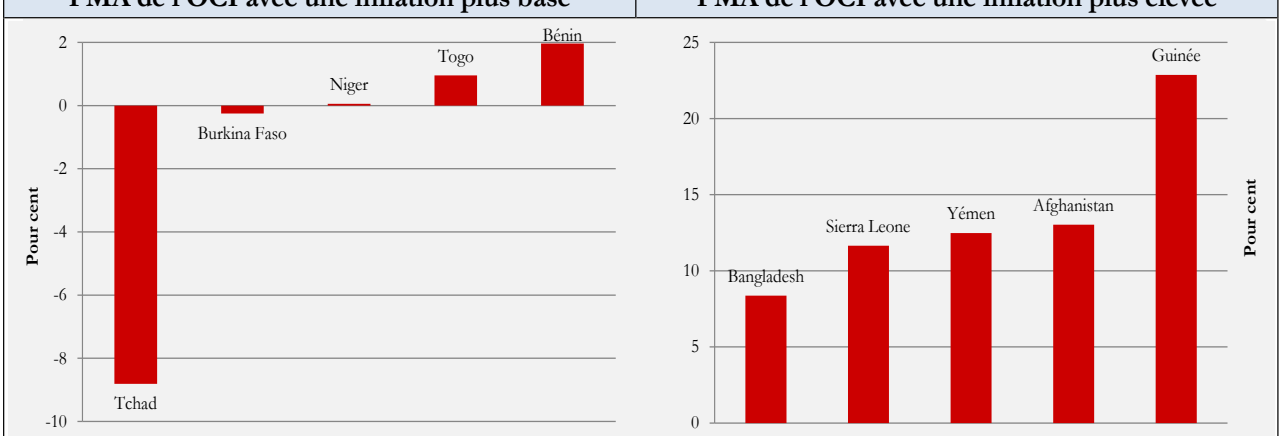


Source: Tableau A.7 en Annexe

Au niveau individuel de pays, tous les PMA de l'OCI à l'exception de Burkina Faso et le Tchad ont connu une augmentation des prix généraux en 2007 (Tableau A.7 en Annexe). La Guinée, le Yémen, et le Sierra Leone étaient les pays avec les taux d'inflation les plus élevés tandis que les plus bas taux étaient enregistrés au Niger, au Togo, et au Bénin aussi bien que le Burkina Faso et le Tchad, qui ont rapporté la déflation (Schéma 7).

Schéma 7 **Indice des Prix à la Consommation (Pourcentage de Changement Annuel, 2007)**

PMA de l'OCI avec une inflation plus base | **PMA de l'OCI avec une inflation plus élevée**

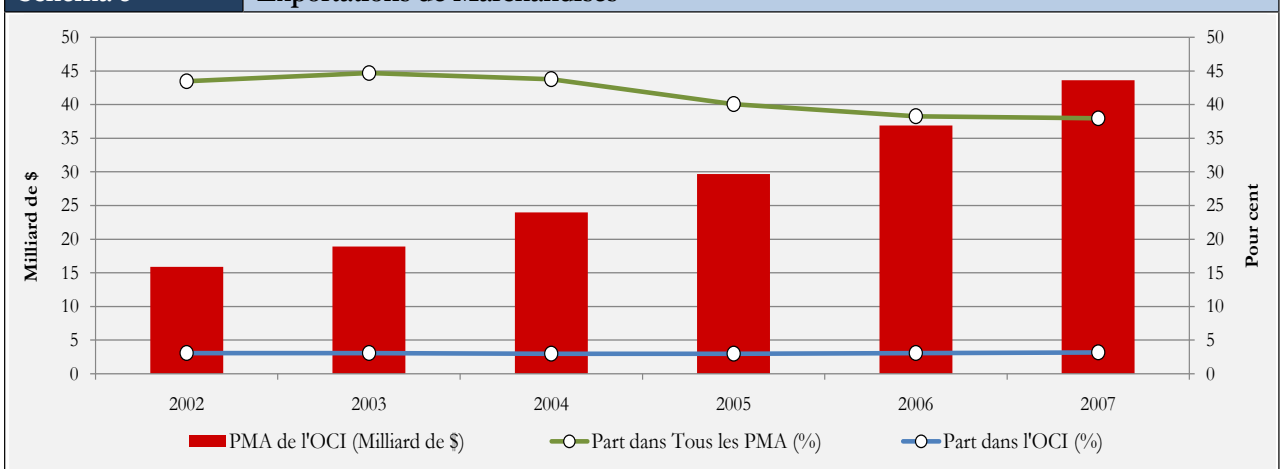


Source: Tableau A.7 en Annexe

1.4. Exportations et Importations

Les exportations totales de marchandises des PMA de l'OCI ont enregistré un niveau indicatif et surtout au cours de la période considérée pour être (43.6 milliards de dollars des États-Unis) en 2006 contre seulement 15.9 milliards de dollars des États-Unis en 2002. Bien que ce chiffre représente 38 pour cent des exportations totales de marchandises de tous les PMA, il représentait seulement 3.2 pour cent de celles des pays de l'OCI (Schéma 8). On observe aussi que tandis que la part des PMA de l'OCI dans les exportations totales des pays de l'OCI fluctuait autour de 3 pour cent, leur part dans celles de tous les PMA baissait légèrement au cours de la période considérée.

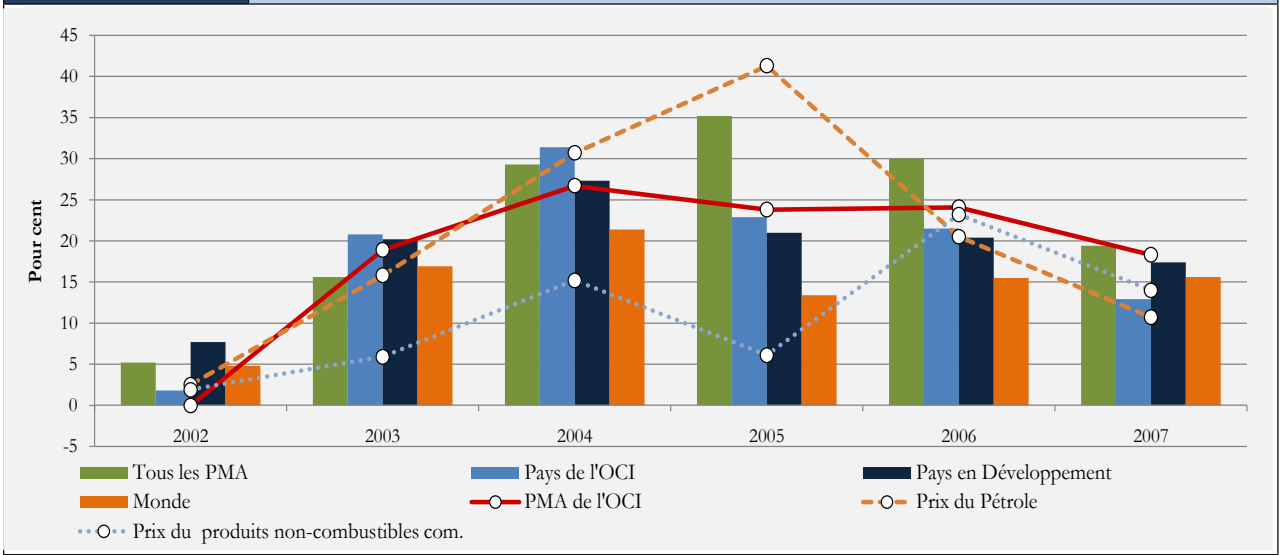
Schéma 8 **Exportations de Marchandises**



Source: Tableau A.8 en Annexe

Quand les taux moyens de changement des exportations de marchandises au cours de la période à l'étude sont considérés, le schéma 9 prouve que les résultats à l'exportation de tous les groupes ont commencé à récupérer en 2002 après le ralentissement global dans l'activité économique en 2001, et cette performance était beaucoup plus forte au cours des années suivantes, avec les PMA performant beaucoup mieux que le reste. Toutes les exportations des PMA de l'OCI se sont développées par une moyenne annuelle de 22 pour cent au cours des cinq dernières années, un peu inférieur a celle de tous les PMA mais plus élevée que celle des autres groupes. En plus des effets négatifs de la récession soudaine de l'activité économique mondiale en 2001, la détérioration de la performance à l'exportation des PMA de l'OCI et des autres groupes au début des années 2000 peut également s'expliquer, en particulier dans le cas des PMA comprenant les membres de l'OCI, par la chute des prix mondiaux des produits de base au cours de la même année.

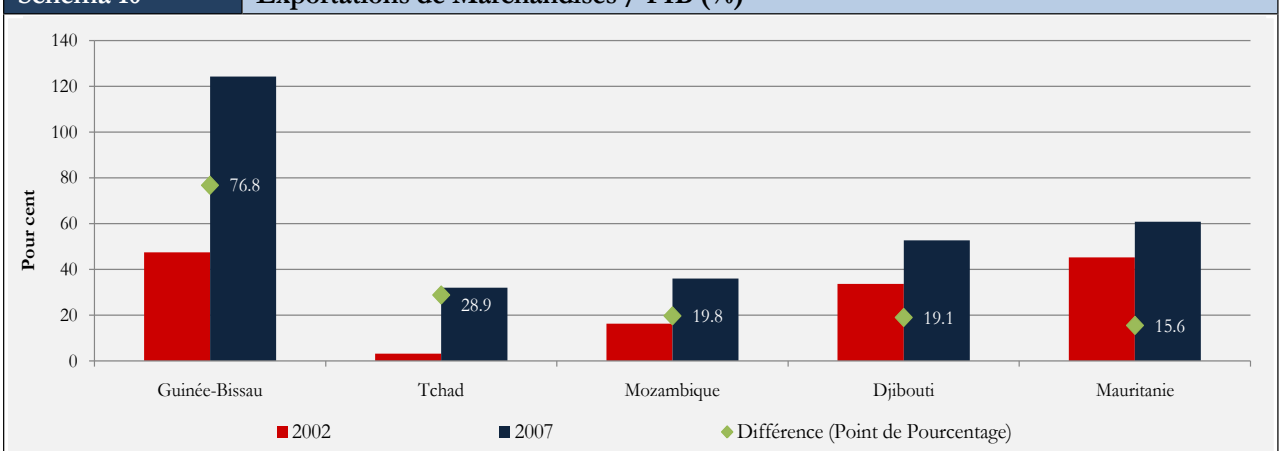
Schéma 9 | **Taux de Croissance des Exportations et du Changement des Cours de Matières Premières (%)**



Source: Tableau A.8 en Annexe. FMI, Perspectives Économiques Mondiales, avril 2008

Comme on peut l'observer sur le Schéma 9, Il semble que la performance de l'exportation du groupe PMA de l'OCI est plus vulnérable aux variations des prix de denrée du monde. Il semble aussi que les PMA de l'OCI n'ont pas, d'une manière générale, été en mesure de bénéficier suffisamment de l'expansion du commerce mondial, notamment dans l'année 2004, et n'ont pu, par conséquent, augmenter leur part dans les exportations totales de leurs groupes respectifs. De plus, on remarque aussi que les exportations des PMA de l'OCI sont toujours fortement concentrées dans quelques pays seulement. Par exemple, le Bangladesh, le Soudan et le Yémen ont justifié ensemble de 65.1 pour cent des exportations totales des PMA de l'OCI en 2007 (calculé à partir des données répertoriées dans le Tableau A.8 en Annexe).

Schéma 10 | **Exportations de Marchandises / PIB (%)**



Source: Tableaux A.3 et A.8 en Annexe

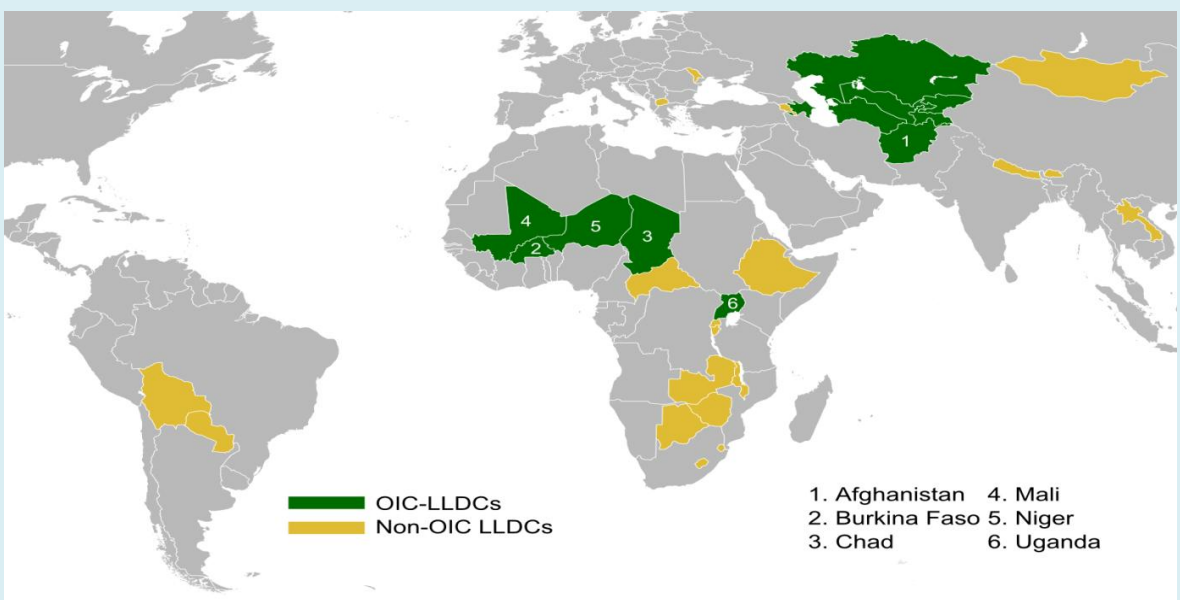
Fenêtre 1: Les Pays Enclavés Moins Avancés que Peuvent-ils Faire?

31 pays enclavés en développement (PED) ont dispersés sur une grande région géographique dans les quatre continents: 15 sont situés en Afrique, 12 en Asie, 2 en Amérique Latine et 2 en Europe Centrale et en Europe de l'Est. En dépit de leur endroit sur différents continents, les PED, comme un groupe, sont parmi les pays les plus désavantagés. Ils partagent des problèmes communs et des défis semblables à la croissance et au développement. Étant enclavés, tous ils partagent le problème commun de la distance géographique des marchés principaux mondiaux et de la dépendance à l'égard des systèmes du commerce et de transport dans les pays côtiers voisins et les plus proches.

En raison de leur endroit géographique à l'intérieur des continents, les exportations et les importations des PED marchandises voyagent de centaines et dans certains cas même des milliers de kilomètres et des ports maritimes des pays voisins côtiers les plus proches. La dépendance élevée à l'égard du commerce de passage augmente les coûts de transactions des PED et réduit leur compétitivité commerciale sur les marchés mondiaux. Ceci, alternativement, décourage les investisseurs étrangers et diminue la capacité des PMA pour tirer bénéfice de l'expansion du commerce mondial et de la répartition de main d'œuvre internationale.

D'ailleurs, plusieurs PED sont très pauvres où 16 d'entre eux sont des pays moins avancés (PMA) aussi loin pour atteindre la plupart des objectives millénaire pour le développement (OMD), en particulier ceux liés au but primaire de l'extirpation de pauvreté, telle que l'éducation primaire, la mortalité infantile, et l'accès à l'eau pur. En fait, la plupart des PMA, en particulier le moins avancés, relèvent toujours les défis de certains problèmes développementaux de base tels que l'infrastructure physique pauvre, les capacités institutionnelles et productives faibles, les petits marchés intérieurs, et la vulnérabilité élevée aux chocs externes.

Hors de 31 PED du monde, 12 sont les pays membres de l'OCI (PED de l'OCI) partageant le destin commun des autres PED autour du globe (voir la carte ci-dessous). En particulier, 6 pays membres de l'OCI, à savoir l'Afghanistan, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, le Niger et l'Ouganda relèvent le défi d'être les pays enclavés et moins avancés en même temps.



La communauté internationale a donné l'attention particulière aux contraintes spécifiques de développement des PED au cours des deux dernières décennies. En 1995, le cadre global pour la coopération de transport de passage entre les pays enclavés en développement et de passage et la Communauté de donation a été approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU en vue d'augmenter des systèmes de transport et de permettre aux PED de réduire leur marginalisation sur les marchés mondiaux. Invitant les associés de développement international à augmenter l'assistance technique financière et aux PED pour les aider a surmonter les empêchements de la géographie a été clairement souligné dans les déclarations sur le développement adoptées aux conférences importantes des Nations Unies.

Fenêtre 1: Les Pays Enclavés Moins Avancés que Peuvent-ils Faire? (Suite)

En particulier, la Conférence Ministérielle Internationale Almaty de l'ONU 2003 des Pays Enclavés en Développement et de Passage avec la participation des pays donateurs et des établissements internationaux financiers et de développement a visé à augmenter la coopération de transport de passage entre ces deux groupes de pays et formant un partenariat global pour aborder la marginalisation économique des PMA. Le Programme d'Action d'Almaty adopté par la Conférence se concentre sur les questions relatives aux problèmes de développement considérés par les PED tel que le développement et l'entretien d'infrastructure, les politiques de passage et les mesures commerciales de facilitation. Dans son mandat, la CNUCED participe à la mise en œuvre du Programme d'Action d'Almaty en fournissant l'assistance technique aux PED dans des secteurs relatifs tels que le transport de passage, la facilitation commerciale et le commerce électronique.

La Réunion Ministérielle Internationale des PED a adopté en août 2005, à l'Asunción, Paraguay, la plate-forme de l'Asunción pour harmoniser les positions des PED dans la Série de développement de Doha des négociations commerciales multilatérales. Le Sommet Mondiale de 2005 a également réaffirmé l'engagement de la communauté internationale pour relever instamment les besoins de et les défis spéciaux confrontés par les PED par la mise en œuvre intégrale, opportune et efficace des programmes et des objectifs relatifs internationalement convenus, en particulier la déclaration d'Almaty et le Programme d'Action.

En fait, relever les besoins et les défis spéciaux confrontés par les PMA exige un enclavement multidimensionnel d'approche. Ceci implique le développement à réseaux de transport nationaux proportionnés et systèmes de transport efficaces en collaboration et coopération avec les pays voisins de passage, favorisant l'intégration économique régionale et/ou sous-régionale et l'investissement direct étranger d'une manière encourageante dans les activités économiques qui sont basées sur les ressources locales.

Dans ce contexte, Paul Collier, dans son livre provocateur récent "The Bottom Billion" décrit l'enclavement comme piège développemental de géographie, que les PED sont piégés dedans. Selon Collier, être un « Enclavé avec de mauvais voisins » empêche les efforts de développement des pays enclavés, en particulier les moins avancés. Cependant, Paul Collier a souligné que ce piège n'est pas indéniable où les PED pourraient se placer librement de lui et se rattraper avec les autres par leurs efforts vers plus d'intégration dans les marchés mondiaux. Ceci est clair de l'expérience de certains pays enclavés avancés comme la Suisse.

En référence aux pays enclavés pauvres en Afrique, Collier a indiqué que « être enclavés et manquant de ressources dans un mauvais voisinage rend le développement encore plus dur ». Dans ce contexte, il a demandé si tels pays peuvent, néanmoins, se développer si leurs gouvernements font les bonnes choses. » En répondant à cette question, Collier a fourni quelques larges stratégies que les gouvernements des PED, en particulier les pauvres, peuvent suivre.

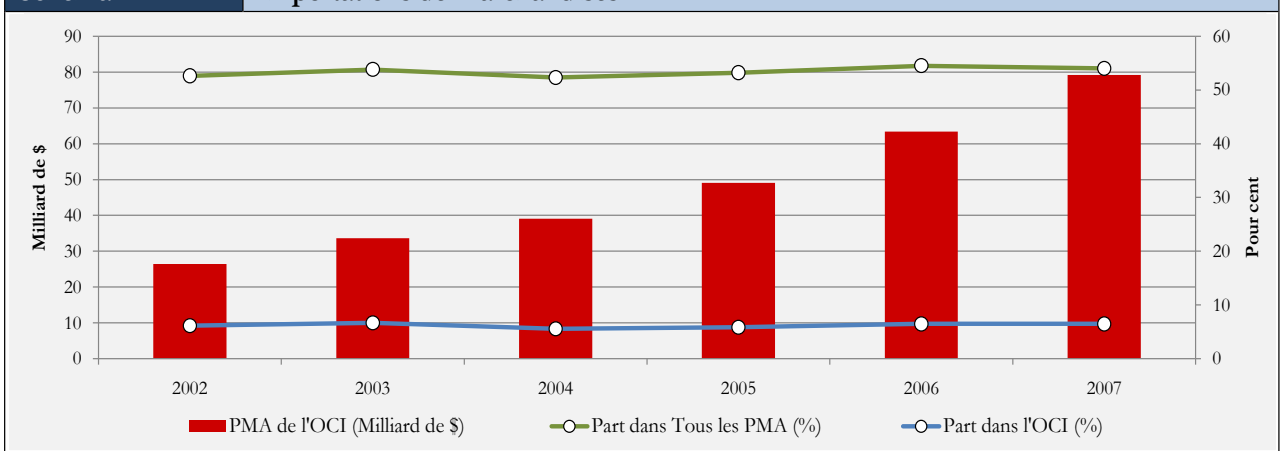
Les actions exigées pour la mise en œuvre de certaines de ces stratégies dépendent en grande partie des efforts de la coopération entre les pays enclavés et leurs voisins au niveau régional. Celles-ci comprennent des stratégies comme la croissance de débordements d'évolution de voisinage et l'amélioration des politiques économiques de voisins et d'accès côtier. D'une part, les pays enclavés devraient considérer quelques actions au niveau national pour mettre en application quelques autres stratégies telles qu'améliorer l'infrastructure de télécommunications et les e-services et le transport aérien. Les pays enclavés ne devraient pas être « enclavés en air et enclavés électroniquement ». Ils devraient également encourager des remises et créer l'environnement transparent et investisseur - amical pour la ressource prospectant et faire plus d'efforts vers le développement rural et attirant plus d'aide.

<u>Ressources</u>

1- Paul Collier (2007), *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford University Press.
2- UNCTAD (2007), "Regional Cooperation in Transit Transport: Solutions for Landlocked and Transit Developing Countries", Note by UNCTAD Secretariat (TD/B/COM.30/2).
3- UNCTAD (2005), "Effective Participation of Landlocked Developing Countries in the Multilateral trading System", International Ministerial Meeting of Landlocked Developing Countries, Paraguay, 9-10 August 2005 (UNCTAD/LDC/2005/3 (Part I)).
4- UNCTAD (2003), "Report of the International Ministerial Conference of Landlocked and Transit Developing Countries and Donor Countries and International Financial and Development Institutions on Transit Transport Cooperation", Almaty, Kazakhstan, 28-29 August 2003 (A/CONF.202/3).

Malgré la situation décrite au-dessus, le rapport des exportations de marchandises au des PMA de l'OCI sont parvenus à augmenter de 19.3 pour cent en 2007 comparé à 13.5 pour cent en 2000. Ceci implique que ces pays, en augmentant leurs capacités d'exportation, sont prêts à avoir des économies ouvertes dans cette période avec plus d'intégration dans l'économie mondiale. Seulement six des PMA de l'OCI ont éprouvé un déclin dans leurs exportations au rapport de PIB dans cette période par 2 points de pourcentage. Ceux-ci étaient le Sénégal, les Comores, le Mali, la Gambie, le Bénin, et l'Ouganda. Parmi les pays qui sont parvenus à augmenter ce rapport, la performance de la Guinée-Bissau, le Tchad, la Mozambique, le Djibouti, et la Mauritanie étaient les plus notables (Schéma 10).

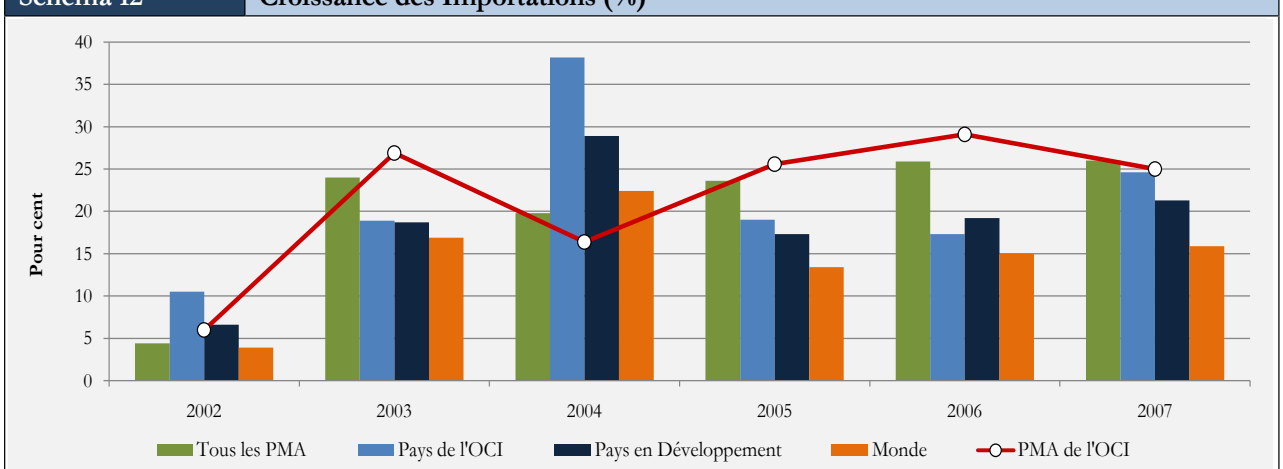
Schéma 11 **Importations de Marchandises**



Source: Tableau A.9 en Annexe

D'une part, toutes les importations de marchandises des PMA de l'OCI au cours de la période à l'étude ont été triplées, atteignant jusqu'à 79.2 milliards de dollars des États-Unis en 2007 comparés au niveau de 26.4 milliards de dollars des États-Unis en 2002. Tandis que ce chiffre représentait 54% de toutes les importations de marchandises de Tous les PMA, avec une petite augmentation de 1.4 point depuis 2002, il a composé seulement 6.5 pour cent de toutes les importations des pays de l'OCI, comparé à 6.2 pour cent en 2002 (Schéma 11).

Schéma 12 **Croissance des Importations (%)**



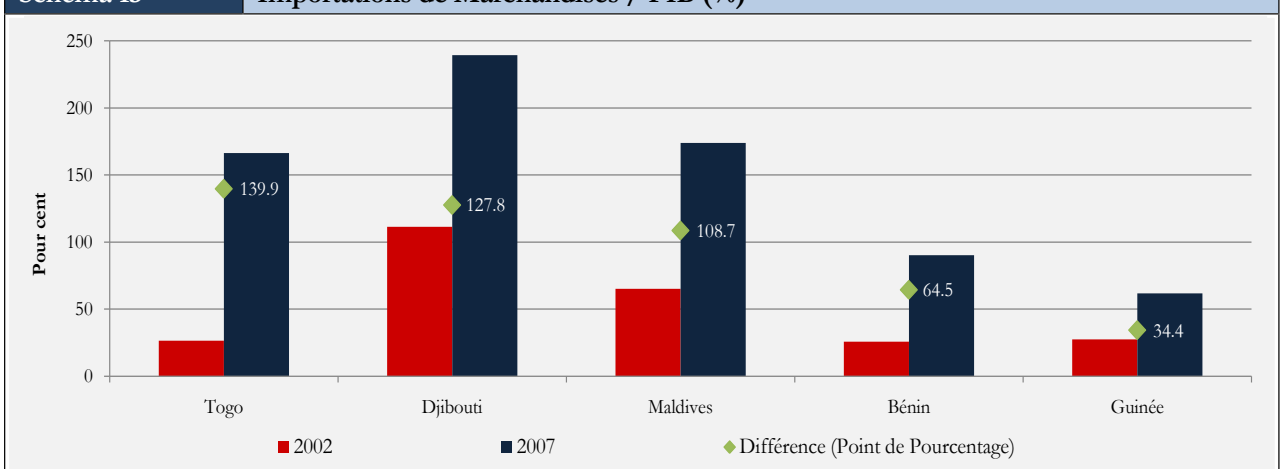
Source: Tableau A.9 en Annexe

Après le rétablissement du ralentissement des années 2000, les importations de tous les groupes ont

commencé à se développer rapidement (Schéma 12). Les PMA de l'OCI ont enregistré des taux de croissance annuels des importations au-dessus de 25 pour cent pendant les cinq dernières années sauf en 2004. En dépit du déclin dans leur taux de croissance des importations en 2004 quand les importations de tous autres groupes se sont développées par des taux plus élevés, leur taux de croissance moyen annuel des importations pendant les cinq dernières années s'est élevé à 24.6 pour cent, qui est plus élevé que les taux enregistrés dans les autres groupes.

Comme des exportations, les importations des PMA de l'OCI, quoiqu'à un moindre degré, sont également hautement concentrées dans quelques pays. Par exemple, seulement pour les pays, à savoir le Bangladesh, le Yémen, le Soudan, et le Sénégal ont représenté 52.1 pour cent de toutes les importations de marchandises des PMA de l'OCI en 2007 (calculé en utilisant les données dans le Tableau A.9 en Annexe). D'une part, le rapport des importations de marchandises au PIB pour les PMA de l'OCI a augmenté jusqu'à 34.9 pour cent en 2007 comparés à 22.3 pour cent en 2002. Bien que ce soit un indicateur de transformation vers des économies ouvertes, il peut également être considéré comme signe de dépendance croissante sur les importations. Seulement trois PMA de l'OCI, à savoir le Sierra Leone, le Tchad, et la Mauritanie, ont éprouvé un déclin dans leurs importations au rapport du PIB dans cette période. En revanche, le Togo, le Djibouti, les Maldives, le Bénin, et la Guinée étaient parmi les PMA de l'OCI qui ont enregistré l'augmentation la plus notable de ce rapport, (Schéma 13).

Schéma 13 **Importations de Marchandises / PIB (%)**



Source: Tableaux A.3 et A.9 en Annexe

2.6. Position de la Balance Commerciale, des Comptes Courants et des Réserves de Change

Comme les chiffres de la balance commerciale fournis dans le Tableau 7 montrent, le groupe des PMA de l'OCI ainsi que le groupe de tous les PMA ont enregistré des déficits de leur balance commerciale dans toutes les années de la période 2002-2007. Le déficit était toujours sur une tendance d'augmentation pour PMA de l'OCI tandis qu'il était environ 19-20 milliards de dollars des États-Unis stable pour tous les PMA au cours des années 2003-2006. Le déficit commercial le plus élevé des groupes des PMA de l'OCI (35.6 milliards de dollars des États-Unis) et de tous les PMA (31.6 milliards de dollars des États-Unis) a été enregistré en 2007. Il est évident que le volume de ces déficits reflète la performance à l'exportation ainsi qu'à l'importation de ces deux groupes. Par contre, les groupes des pays de l'OCI et des pays en développement ont enregistré une balance commerciale excédentaire dans toutes les années de la même période, dont la plus élevée a été réalisée en 2007.

De même, les chiffres de la balance des comptes courants montrent que les PMA de l'OCI et tous les PMA ont enregistré une balance des comptes courants déficitaire dans toutes les années de la période considérée, sauf en 2006 où le groupe de Tous les PMA a enregistré un excédent sérieux de 0.08 milliards dollars des États-Unis (tableau 2). C'était dû au plus de 10 milliards dollars des États-Unis en excédent de l'Angola au cours de cette année. La balance des paiements déficitaire des PMA de l'OCI s'est sans interruption développée au cours de cette période, atteignant 11.59 milliards dollars des États-Unis en 2007 comparés à 5.12 milliards dollars des États-Unis en 2002. Quant à tous les PMA, la balance des paiements déficitaire a atteint sa crête en 2003 avec 10.2 milliards dollars des États-Unis et puis a refusé de manière significative d'atteindre les seuls excédents mentionnés ci-dessus en 2006 avant de grimper encore jusqu'à 9.53 milliards dollars des États-Unis en 2007.

Tableau 2	**Balance Commerciale, Comptes Courants et Réserves de Change (Milliard de dollars)**					
	2002	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Balance Commerciale						
PMA de l'OCI	-10.5	-14.6	-15.1	-19.4	-26.5	-35.6
Tous les PMA	-13.7	-20.0	-19.9	-18.3	-20.0	-31.6
Pays de l'OCI	82.8	108.2	108.1	159.9	228.8	145.0
Pays en Développement	105.2	161.5	162.9	323.9	439.9	322.6
Balance de Comptes Courants						
PMA de l'OCI	**-5.1**	**-5.7**	**-5.8**	**-7.4**	**-8.0**	**11.6**
Tous les PMA	-8.1	-10.2	-9.0	-7.0	0.1	9.5
Pays de l'OCI	40.6	78.3	112.5	225.9	298.5	306.0
Pays en Développement	76.6	144.3	213.6	439.5	606.7	630.9
Réserves à l'exclusion de l'or						
PMA de l'OCI	**11.9**	**15.2**	**17.8**	**17.8**	**22.1**	**26.3**
Tous les PMA	20.0	24.5	30.6	33.5	44.1	51.6
Pays de l'OCI	252.7	310.0	387.8	454.5	595.2	771.3
Pays en Développement	1510.4	1934.3	2465.0	2893.0	3674.4	4933.3
Source: Tableaux A.8, A.9, A10 et A.11 en Annexe.						

En revanche, toutes les réserves en devises, à l'exclusion d'or, dans les PMA de l'OCI ont augmenté régulièrement au cours de la période considérée de 12.0 milliards dollars des États-Unis en 2002 à 26.4 milliards dollars des États-Unis en 2007. Des tendances similaires ont été aussi observées dans le cas de tous les autres groupes (Tableau 2). Bien que de nombreux PMA de l'OCI aient dû faire face à des déficits dans leur balance des comptes courants et qu'une détérioration soit donc prévue dans leurs réserves de change, la réalité ne correspondait pas à cette attente. Cela implique que de nombreux PMA de l'OCI sont parvenus à financer leurs déficits des comptes courants grâce au financement extérieur, un sujet que nous étudierons dans la prochaine section.

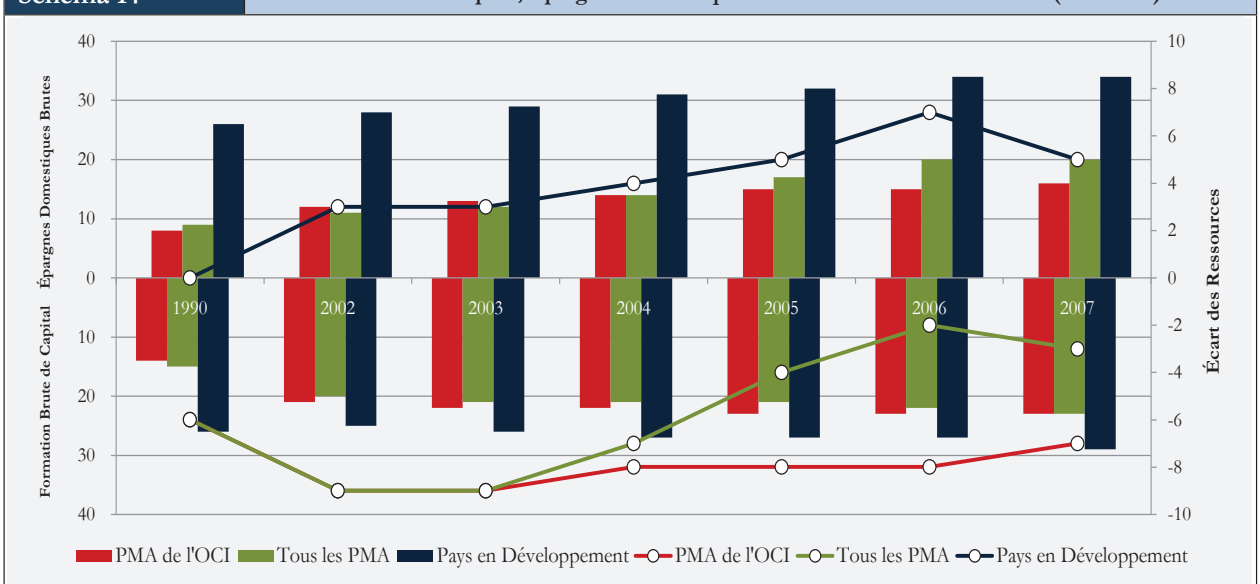
2 TENDANCES DANS DES FLUX FINANCIERS EXTÉRIEURS

Malgré le taux élevé de leurs taux de croissance du PIB réel des PMA, y compris ceux de l'OCI, il faut noter que la taille réduite des économies (en termes de PIB) de la majorité de ces pays et leurs taux élevés de croissance démographique et leur forte vulnérabilité aux chocs extérieurs se traduisent par des niveaux très bas de revenus et, par conséquent, par des bas niveaux d'épargne intérieure et d'investissements locaux.

Selon les indications du schéma 14, le Rapport des épargnes intérieures brutes (EIB) au PIB était de 9 pour cent pour le groupe de tous les PMA et de 8 pour cent pour les PMA de l'OCI en 1990. Pour les deux groupes, en dépit de la longue période écoulée, il est resté dans un niveau concentré de 12-13 pour cent en 2002 et 2003 mais a montré une légère augmentation à 16 pour cent les PMA de l'OCI et est 20 pour cent pour tous les PMA. Cependant, ni l'un ni l'autre de ces groupes ne pourraient rivaliser favorablement avec le groupe des pays en développement, pour lesquels ce rapport était plus de deux fois plus élevé que celui pour les PMA de l'OCI.

Le taux de Formation Brute de Capital (FBC) vers les PIB étaient aussi plus bas dans le groupe de tous les PMA que ceux des pays en développement, bien qu'à un moindre degré (Schéma 14). Ceci peut être attribué aux taux stagnés dans les pays en développement aussi bien que l'amélioration du groupe de tous les PMA. Comme peut être observé dans le schéma 14, le rapport du FBC au PIB pour les tous les PMA accrus de 14 pour cent en 1990 à 23 pour cent en 2007, alors que l'augmentation pour les pays en développement était seulement deux points de pourcentage, de 26 à 29 pour cent, respectivement. Une situation similaire a été aussi observée dans le cas des PMA de l'OCI. Le taux des épargnes intérieures brutes (EIB) vers les PIB pour le groupe des PMA de l'OCI a été de 21 pour cent en 2002 en comparaison avec 14 pour cent en 1990. Par ailleurs, ce taux a augmenté considérablement jusqu'à 23 pour cent en 2005 et resté constant depuis lors.

Schéma 14 **Formation Brute de Capital, Épargnes Domestiques Brutes et Écart des Ressources (% du PIB)**



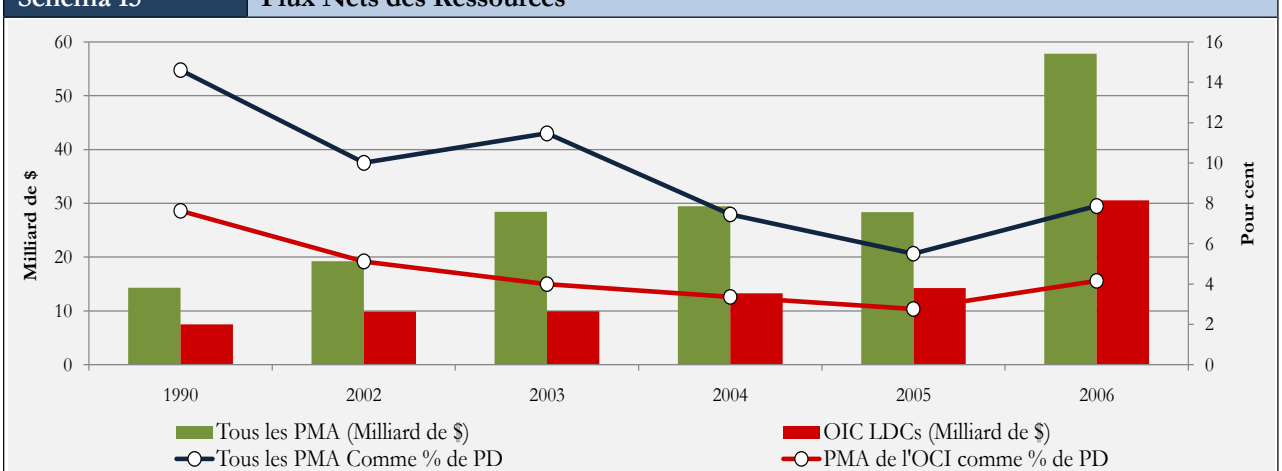
Source: Tableaux A.12 et A.13 en Annexe

Tenant compte la différence entre le EIB et le FBC, il est évident que les PMA de l'OCI et tous les PMA aient souffert un espace de ressource. Cependant le rapport de l'espace de ressource au PIB était de 6 pour cent en 1990 pour les deux groupes, on l'a réalisé à 9 pour cent au cours des années 2002-2003. Bien que les années suivantes aient été témoin les déclins dans la ressource entaillent pour ces groupes, le déclin pour les PMA de l'OCI est resté au-dessous de tous les PMA. En conséquence, l'espace a atteint jusqu'à 3 pour cent de bas pour tous les PMA et à 7 pour cent pour les PMA de l'OCI en 2007. D'une part, réalisant un équilibre en 1990, les pays en développement, en moyenne, ont éprouvé un excédent de ressource entre 2002 et 2007, avec un taux de 4.5 pour cent de leur PIB.

Avec telles ressources financières nationales limitées, il devient difficile pour la plupart des PMA de l'OCI à financer de nouveaux investissements où la provision nécessaire des infrastructures physiques et humaines pour aller à la même allure que la croissance démographique devient un problème constant. L'éducation, la santé et les autres services publics, qui forment les bases de développement économique moderne, sont retenus par les contraintes financières, intérieures et sérieuses. Dans les circonstances actuelles, la plupart des PMA de l'OCI sont emprisonnés en cercle vicieux de sous-développement dans lequel les ressources intérieures manquent les besoins de développement, et les taux de croissance démographique hauts et la pauvreté croissante se renforcent mutuellement.

Toutefois, bien que la plupart de ces pays soient sans cesse confrontés à des choix difficiles pour augmenter leurs maigres ressources financières intérieures, il y a sans doute place à l'amélioration par l'accès aux ressources financières extérieures, ce qui peut jouer un rôle clé dans la croissance économique et le développement de ces pays. En fait, les flux financiers extérieurs sont déjà d'une importance primordiale pour tous les PMA où les procédures budgétaires et financières sont encore dominées par des ressources extérieures. Dans ce contexte, l'utilisation efficace en particulier de l'aide étrangère financière de développement officiel a pu aider les PMA à se réaliser les Objectifs du Millénaires pour le Développement (OMD) ; une question qui est accentuée dans la fenêtre 2 ci-dessous.
À la lumière de cette situation, cette section essaye de jeter la lumière sur l'importance de finances extérieures aux PMA, y compris les membres de l'OCI, en examinant les tendances récentes dans leurs flux financiers externes.

Schéma 15 **Flux Nets des Ressources**



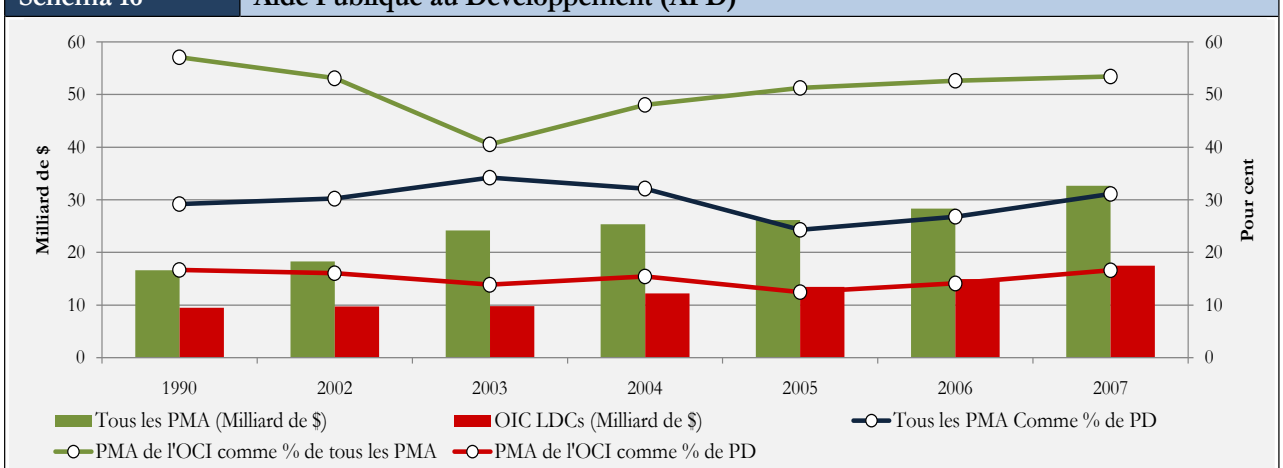
Source: Tableau A.14 en Annexe

Les flux financiers extérieurs nets vers tous les PMA s'élevaient à 19.2 milliards de dollars des États-Unis en 2002, correspondant à seulement 10 pour cent des flux totaux vers les pays en développement, par rapport à 14.3 milliard de dollars des États-Unis, ou 14.6 pour cent en 1990 (Schéma 15). Bien que les flux financiers vers tous les PMA aient augmenté dans les années suivantes pour atteindre 57.8 milliards de dollars des États-Unis en 2006, leur part dans le total de flux dans les pays en développement diminué jusqu'à 7.9 pour cent.

Une tendance similaire a été observée dans le cas des PMA de l'OCI. Leur part dans les flux financiers totaux vers les pays en développement a baissé de 7.6 pour cent en 1990 comparés à 4.2 pour cent en 2006. D'une part, ils sont restés environ 52 pour cent de tous les flux financiers à tous les PMA au cours de cette période en dépit du déclin en 2003 et 2004. D'ailleurs, les apports financiers aux PMA de l'OCI sont concentrés dans quelques unes. En 2006, par exemple, tous les apports financiers à seulement 5 PMA de l'OCI, à savoir le Soudan, l'Ouganda, le Mozambique, le Sénégal, et le Mali, a représenté 60.4 pour cent de tous les flux aux PMA de l'OCI (Tableau A.14 en Annexe).

D'autre part, les flux d'aide publique au développement (APD) vers les PMA constituent toujours une partie considérable des flux financiers nets vers ces pays et jouent un rôle clé dans leur croissance économique et leur développement. Le Schéma 16 montre que les versements nets de l'APD aux PMA par tous les donateurs, en termes nominaux, se montaient à 18.3 milliards de dollars des États-Unis en 2002, comparés à 16.6 milliards de dollars en 1990. A cet égard, l'APD nette par habitant dans tous les PMA a aussi baissé, passant à 30.2 dollars en 2002 avec seulement 1 pour cent d'augmentation depuis 1990. Ce niveau bas d'augmentation a eu comme conséquence la baisse nette de l'APD par habitant à 26 dollars des États-Unis en 2002 comparés à 31 dollars des États-Unis en 1990 (Schéma 17). Néanmoins, les flux nets d'APD vers tous les PMA, ainsi que leur APD par habitant ont connu une croissance solide après 2002 pour atteindre presque 32.7 milliards de dollars des États-Unis et 37 milliards de dollars des États-Unis, respectivement en 2007, mais la part de tous les PMA dans les flux nets d'APD vers les pays en développement ont augmenté de 31.1 pour cent.

Schéma 16 **Aide Publique au Développement (APD)**

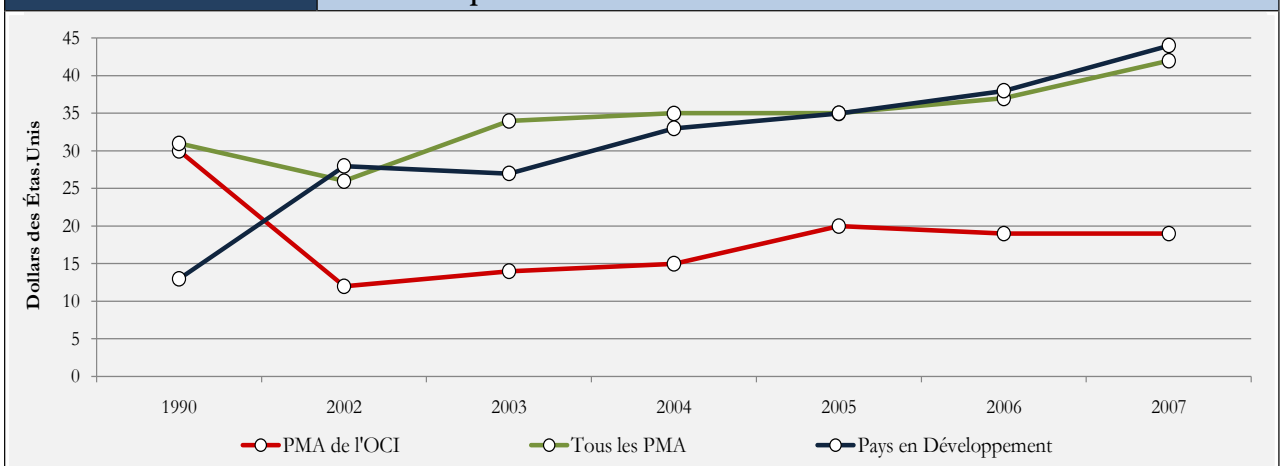


Source: Tableau A.15 en Annexe

Des tendances similaires ont été observées dans les PMA de l'OCI ou les versements nets d'APD vers ces pays représentaient 9.7 milliards de dollars des États-Unis en 2002, par rapport à 9.5 milliards de dollars en 1990. Prenant en compte des taux de croissance élevés de la population a comparé à ceci

équilibré dans les déboursements d'APD, leur APD nette par habitant a également baissé pour atteindre 12 dollars des États-Unis en 2002 contre 30 dollars en 1990 (Schéma 17). Au cours de cette période, la part des PMA de l'OCI dans les flux nets d'APD vers les pays en développement a baissé de 16.1 et 53.1 points de pourcentage respectivement. Cependant, bien que les flux d'APD vers les PMA de l'OCI ainsi que l'APD nette par habitant aient augmenté régulièrement après 2002 pour atteindre 17.5 et 19 milliards de dollars des États-Unis, respectivement, en 2007. Leur part de tous les PMA dans le total des flux nets d'APD au cours de cette année a atteint son niveau de 2002 après avoir diminué de manière significative en 2003. On observe également que les flux d'APD vers les PMA de l'OCI sont toujours concentrés dans quelques pays, où seulement 5 pays (Afghanistan, Soudan, Mozambique, Ouganda, et Bangladesh) ont reçu 63.4 pour cent du total de ces flux en 2007 comparés à 56.6 pour cent en 2002 (Tableau A.15 en Annexe).

Schéma 17 **APD Nette par habitant**

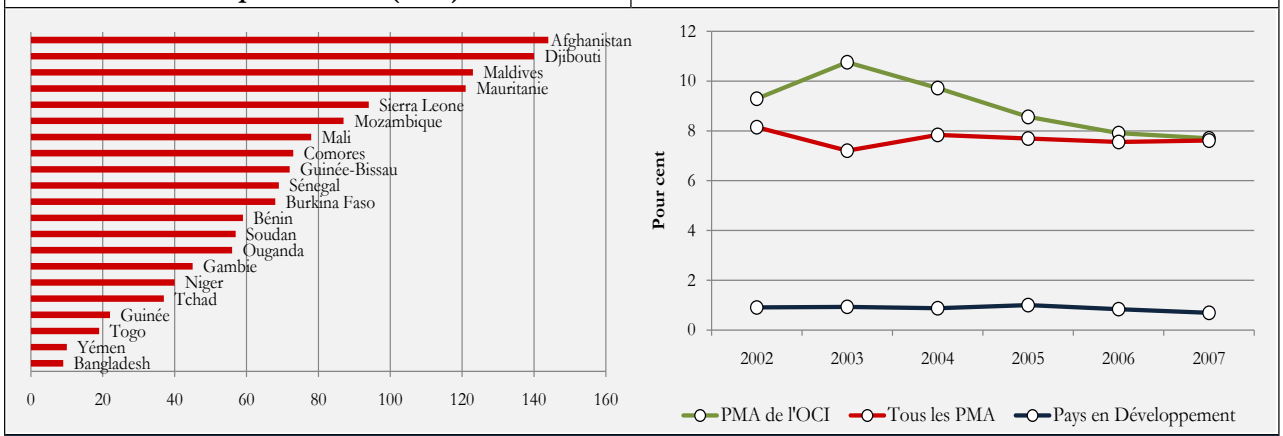


Source: Tableau A.15 en Annexe

Au niveau de pays individuel, l'APD par habitant dans les PMA de l'OCI était plus moins de 80 dollars des États-Unis dans 15 pays d'eux en 2007 tandis qu'il était au-dessus de 100 dollars des États-Unis dans 4 pays (Schéma 18). Dans cette gamme, les valeurs les plus basses ont été enregistrées au Bangladesh (9 dollars des États-Unis) et le Yémen (10 dollars des États-Unis) tandis que les valeurs les plus élevées étaient enregistrées en Afghanistan (144 dollars des États-Unis) et à Djibouti (140 dollars des États-Unis).

D'une part, le Schéma 18 prouve également que le total de tous les flux d'APD vers tous les PMA comme pourcentage de leur PIB total étaient plus élevés que ceux du groupe des PMA de l'OCI au cours de la période 2002-2007. Tandis que ce rapport diminuait dans le cas de tous les PMA particulièrement ces dernières années, il est demeuré constant dans le cas des PMA de l'OCI tels que leurs chiffres sont devenues presque égales en 2007 environ 7.7 pour cent. D'une part, tous les flux d'APD comme pourcentage du PIB pour le groupe des pays en développement étaient très diminués avec moins d' 1 pour cent au cours de cette période.

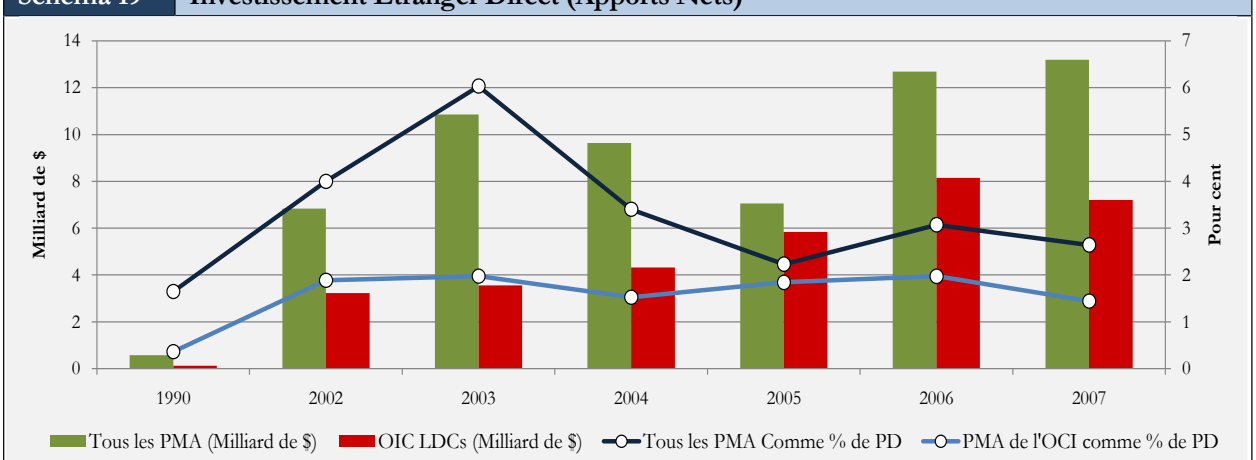
Schéma 18 **APD par habitant and APD comme % de PIB**



Source: Tableaux A.3 et A.15 en Annexe

En revanche, les flux d'investissements étrangers directs (IED) vers tous les PMA ont enregistré une hausse au cours de la dernière décennie. En termes nominaux, ils ont atteint 6.8 milliards de dollars des États-Unis en 2002, alors qu'ils n'étaient que de 578 millions de dollars en 1990 (Schéma 19). En dépit de leur déclin accentué en 2004-2005, les flux d'investissements étrangers directs (IED) vers tous les PMA ont augmenté de manière significative en 2006 pour atteindre 12.7 milliards de dollars. Cependant, ils ont représenté seulement 3.1 pour cent de tous les flux aux pays en développement au cours de cette année. Bien que la hausse en IED continu en 2007 pour atteindre 13.2 milliards de dollars, leur part dans les pays en développement ait diminué à 2.6 pour cent.

Schéma 19 **Investissement Étranger Direct (Apports Nets)**



Source: Tableau A.16 en Annexe

Fênetre2: Comment Peut l'Aide Étrangère Potentiellement Aider les PMA à Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

On a observé quelques vrais signes pour améliorer la performance économique des PMA depuis le tournant du siècle. L'évolution en accélération stable de beaucoup de ces pays et du nouveau commerce et des opportunités des investissements, particulièrement en raison de la demande croissante sur les marchés émergents tels que la Chine et l'Inde, donnent un certain espoir pour le contrat à terme plus soutenu. Le progrès réel a été également enregistré au niveau international sur des questions telles que la réduction de créance et la santé publique et l'éducation, qui auront un roulement direct sur les espérances de réduction de la pauvreté dans les PMA.

Dans ce contexte, peut-être la manière la plus encourageante de tous est que la communauté internationale a réaffirmé son engagement à l'Assistance Publique au Développement (APD) pour les PMA, en particulier ceux en Afrique. L'appel de la CNUCED, depuis le tournant du siècle, pour un doublement de l'aide en Afrique, a été amplifié plus tard par les foires internationaux divers tel que le panel supérieur sur le financement pour le développement, le consensus de Monterry, le plan pratique pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le Développement (le « Rapport de Sachs"), le Rapport de la Commission pour l'Afrique (RCA), établis par le Premier Ministre Britannique Tony Blair, et le Sommet Mondial. C'a été également évident par la Promesse des pays principaux de G8 pour redoubler l'aide en Afrique d'ici 2015.

Cependant, la réalité du défi est encore évidente où la plupart des PMA, en particulier ceux dans l'Afrique Subsaharienne sont très loin derrière la voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et même devenir beaucoup plus en arrières. Bien que les cours élevés de matières premières aient apporté de grandes recettes d'exportations à beaucoup de PMA, les taux de croissance moyens jusqu'ici réalisés ont eu peu d'impact en termes de réduire la pauvreté et augmenter l'emploi dans ces pays. Ceci implique le besoin de taux de croissance plus soutenables au cours de la décennie suivante qui devrait dépasser les 7.4 pour cent de niveau réalisés par tous les PMA en 2007.

En dépit de la promesse de l'aide multiplié, certaines questions au sujet de certaines émissions de souci y sont toujours à cet égard. Notamment, ces questions sont au sujet de l'inclusion de la réduction de créance en tant qu'élément de la hausse promise de l'aide, le vrai volume de l'aide réellement reçu et la concentration de l'aide coule dans un nombre de pays relativement petit. Il y a également de très clairs signaux que les problèmes de sécurité forment encore les discussions de politique sur l'aide et le développement. Par conséquent, la crédibilité des deux donateurs et destinataires exige former un modèle véritable du partenariat qui améliore la transparence et la responsabilité pour faire la source véritablement efficace d'aide pour le développement et l'atténuation de la pauvreté.

La qualité de l'aide fournie par des donateurs et les politiques poursuivies par des destinataires sont des facteurs critiques pour le succès et pour finir par la suite le besoin d'aide. La discussion sur l'aide au développement et l'atténuation de la pauvreté dans les PMA devraient, donc, se concentrer sur la mobilisation et l'investissement efficaces des ressources nationales, renforçant la capacité institutionnelle et améliorant la concordance de politique. Dans ce contexte, tout en doublant l'aide est conçu pour pousser des taux plus élevés de l'épargne, l'investissement dans les secteurs productifs pour la croissance économique soutenable est encore nécessaire pour une réduction permanente de la pauvreté dans ces pays. L'aide n'est pas, donc, la seule réponse aux problèmes et aux défis faisant face aux PMA, en particulier ceux liés à l'accomplissement des OMD. Cependant, l'aide fait partie de la solution plutôt qu'une partie du problème.

Parmi d'autres raisons, l'aide n'a pas toujours réussi à l'accélération du développement et de l'évolution étant donné que l'aide a été souvent guidée par une recherche des difficultés économiques rapides plutôt que tenant compte des besoins et des priorités à long terme des pays bénéficiaires. Les capacités institutionnelles faibles des pays de réception et la présence de nombreux corps tels que les ONG par lesquelles l'aide est souvent déboursée sans pleine surveillance par le gouvernement destinataire ou d'autres établissements nationaux, sont également des raisons de faire l'aide une source inefficace pour le développement et l'atténuation de la pauvreté dans beaucoup de PMA.

Fênetre2: Comment Peut l'Aide Étrangère Potentiellement Aider les PMA à Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) (Suite)

L'autre sujet lié à l'impact développemental à long terme de l'aide est que la distribution sectorielle de l'aide est habituellement influencée par différents critères appliqués par les donateurs. Avec l'augmentation de l'attention par la communauté internationale étant donnée aux indicateurs de pauvreté, il y a eu une variation importante dans l'attribution de l'aide de l'infrastructure, du développement agricole et de l'approvisionnement énergétique à la dépense sociale. C'est une question qui soulève la question sur la possibilité qu'une telle dépense puisse être soutenue dans l'absence de l'investissement favorisant la croissance et la rentabilité.

L'enjeu est à cet égard de compléter l'aide avec d'autres actions. L'impact final de développement de l'aide étrangère, en particulier l'APD ne peut pas être séparé du thème principal pour choisir les stratégies de développements relatifs pour réaliser les taux de croissance annuels qui sont nécessaires pour rencontrer les OMD dans les PMA. Dans ce contexte, les donateurs et les destinataires devraient entreprendre les actions nécessaires par l'engagement approprié de partenariat pour s'assurer que l'augmentation de l'aide promise aura une influence positive sur l'évolution, le développement, et la réduction de la pauvreté.

L'identification des points faibles sérieux de la manière que le système d'aide international avait jusqu'ici fonctionné a été reflétée dans certaines initiatives récentes telles que la déclaration de Paris 2005 sur l'efficacité d'aide. Les recommandations de la déclaration peuvent en effet être utiles en soulevant la qualité et l'efficacité de l'aide. Une plus grande propriété locale des programmes de secours, un plus grand espace de politique pour les destinataires de l'aide et des états moins intrusifs de politique sont habituellement considérés selon les besoins des conditions pour s'assurer que l'aide a comme conséquence des résultats plus positifs. Cependant, afin d'atteindre ces objectifs, il y a un besoin de plus multilatéral que l'aide bilatérale de sorte que l'influence de déformation du donateur individuel soit réduite. Une telle variation dans l'équilibre de l'aide bilatérale et multilatérale aidera également à simplifier la livraison en fournissant une plus grande concordance, une transparence et une responsabilité.

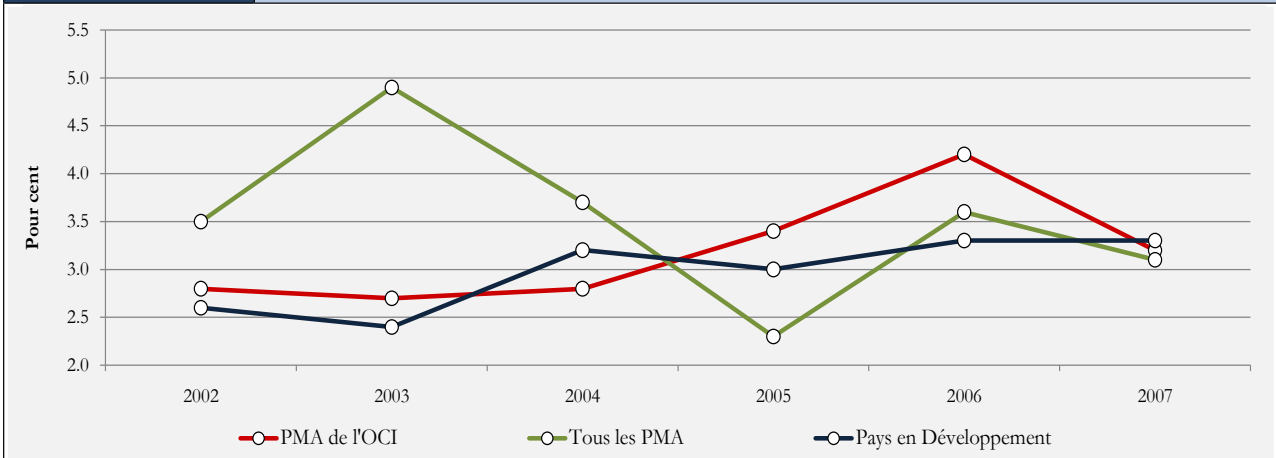
Somme toute, une nouvelle architecture internationale pour l'aide doit être assurée pour encourager et compléter la mobilisation nationale de ressource et pour combler la lacune entre les taux nationaux d'économie et les taux d'investissement exigés pour atteindre des buts de développement national, y compris le OMD. En Abordant plusieurs des problèmes et des questions s'est rapporté à la livraison et à l'impact d'aide, suggère un modèle bien mieux et plus logique qu'actuellement disponible. En ce contexte, Paul Collier, dans son livre provocateur récent « The Bottom Billion » croit que, seulement avec les bons changements complémentaires de la manière courante le système d'aide international fonctionne, l'aide pourrait graduellement cumuler pour contribuer sensiblement à l'évolution. Autrement, l'aide additionnelle n'aura pas de tels résultats prometteurs.

<u>Ressources</u>

1- Paul Collier (2007), *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford University Press.
2- UNCTAD (2006), *Economic Development in Africa: Doubling Aid: Making the "Big Push" Work*, United Nations, New York and Geneva.
3- UNCTAD (2005), Paris Declaration on Aid Effectiveness: Ownership, Harmonisation, Alignment' Results and Mutual Accountability", High-Level Forum on Joint Progress Toward Enhanced Aid Effectiveness, Paris, February 28- March 2, 2005.

Des tendances similaires ont été aussi observées dans les PMA de l'OCI. En termes nominaux, les flux nets d'IED vers les PMA de l'OCI en 2002 (3.2 milliard de dollars des États-Unis) étaient plus de 25 fois leur niveau en 1990 (128 millions de dollars des États-Unis) (Schéma 19). Avec cette somme, ils ont représenté 2 pour cent de tous les flux aux pays en développement et 47 pour cent des flux vers tous les PMA. Différemment au cas de tous les PMA, les flux d'IED vers les PMA de l'OCI ont augmenté sans interruption au cours des années suivantes pour atteindre 8.2 milliards dollars en 2006. En conséquence, la part des PMA de l'OCI au total des flux vers tous les PMA a augmenté de manière significative au cours des années de rétrécir des flux d'IED vers tous les PMA pour atteindre 83 pour cent en 2005. Après avoir atteindre une pointe en 2006, le total des flux vers tous les PMA a légèrement diminué en 2007 à 7.2 milliards dollars, représentant 64 pour cent des flux vers tous les PMA et 1.4 pour cent des flux aux pays en développement, comparé au niveau de 2002 de 47 pour cent et de 1.9 pour cent respectivement. En ce qui concerne le cas d'autres types de flux financiers, on observe également que les flux d'IED vers les PMA de l'OCI sont bien concentrés dans quelques pays. En 2007, seulement 4 pays (Soudan, Bangladesh, Tchad, et Burkina Faso) ont représenté 60 pour cent de tous les apports d'IED vers les PMA de l'OCI (Tableau A.16 en Annexe).

Schéma 20 **FDI comme % de PIB**



Source: Tableaux A.3 et A.16 en Annexe

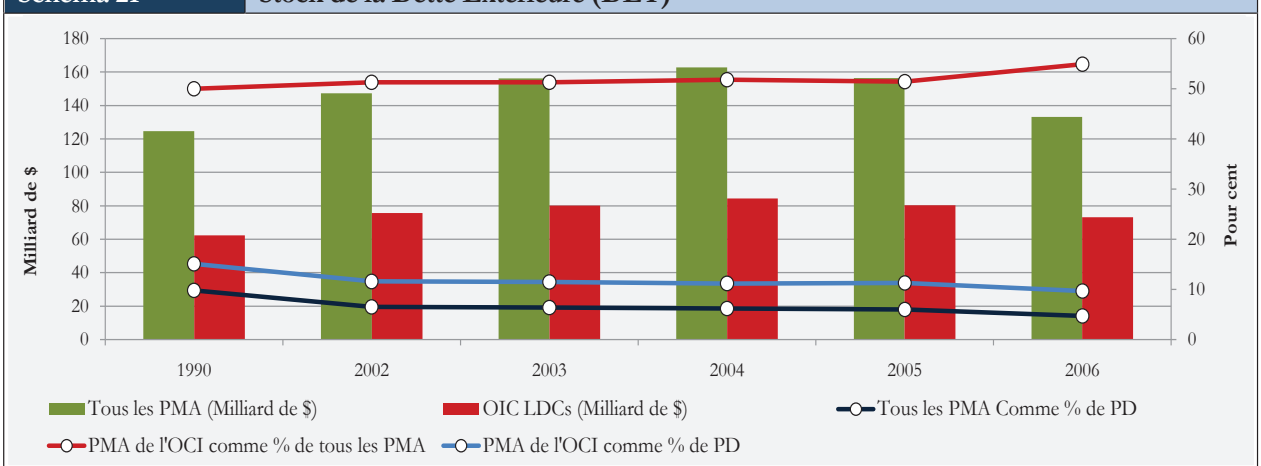
D'une part, le Schéma 20 prouve que tous les flux totaux nets d'IED comme pourcentage du PIB pour tous les PMA ont flotté au cours de la période à l'étude parallèlement aux changements des quantités d'apports vers ces pays illustrés sur le Schéma 19. En 2003, ce rapport était de 4.9 pour cent, pourtant il a diminué à 2.3 pour cent en 2005 en raison du déclin accentué dans les apports d'IED en 2004 et 2005. Bien que ces flux aient augmenté rapidement en 2006 et 2007 à un niveau très élevé que celui de 2003, les apports d'IED au rapport du PIB sont demeurés au-dessous de leur niveau en 2003 (environ 3 à 3.5 pour cent), indiquant l'évolution inférieure des apports d'IED qu'en leur PIB. D'une part, le rapport pour les PMA de l'OCI a suivi une tendance d'augmentation jusqu'en 2006, atteignant un valeur de 4.2 pour cent. Avec la diminution des flux d'IED en 2007, il a diminué à 3.2 pour cent. De façon générale, il a suivi une voie très élevée comparée aux pays en développement en général et même à tous les PMA au cours des trois dernières années.

3 DETTE EXTÉRIEURE

Malgré les efforts sérieux déployés jusqu'à présent par les PMA eux-mêmes et par la communauté internationale pour réduire le fardeau de la dette extérieure, l'endettement sévère a continué à entraver la performance économique de nombreux d'entre eux, y compris les PMA de l'OCI. Le service de la dette absorbe une grande partie des ressources budgétaires rares de ces pays qui, autrement, pourraient être allouées à des secteurs productifs et sociaux, et le surendettement nuit au climat interne et externe d'investissement. Cette situation est souvent aggravée davantage par les effets de l'instabilité des flux financiers extérieurs et des revenus des exportations ainsi que des augmentations de prix des principales importations, notamment les prix pétroliers.

Comme indiqué dans le Schéma 21, le stock de la dette extérieure totale (DET) de tous les PMA a augmenté, passant de 124.7 milliards dollars des États-Unis en 1990 à 147.3 milliards de dollars en 2002, ce qui correspond à une augmentation annuelle de 1.4 pour cent au cours de la période dite. La dette extérieure de tous les PMA a de nouveau augmenté au cours des quatre années suivantes, pour atteindre 162.8 milliards de dollars en 2004, et alors diminué à 133.1 milliards dollars des États-Unis en 2006. En dépit de ce mouvement en action, la part de tous les PMA dans toute la dette extérieure des pays en développement a suivi une tendance hautement décroissante au cours de la période à l'étude, de 9.8 pour cent en 1990 à 6.5 pour cent en 2002 et puis à 4.7 pour cent en 2006.

Schéma 21 **Stock de la Dette Extérieure (DET)**

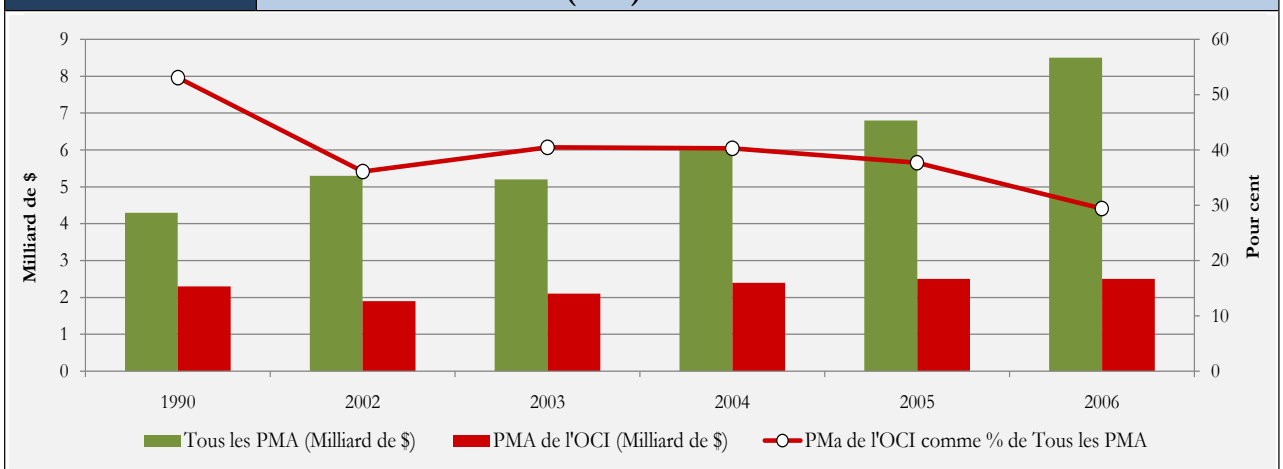


Source: Tableau A.17 en Annexe

Des tendances similaires ont été également observées dans les PMA de l'OCI où la dette extérieure totale est passée de 62,4 milliards de dollars des États-Unis en 1990 à 75.6 milliards de dollars des États-Unis en 2002, correspondant à une augmentation annuelle de 1.6 pour cent au cours de cette période (0.2 pour cent plus de haut que celle de tous les PMA). Bien que la dette extérieure totale des PMA de l'OCI ait augmenté au cours des deux années suivantes pour atteindre 84.3 milliards dollars des États-Unis en 2004, elle a légèrement diminué au cours des deux années suivantes pour atteindre 73.1 milliards dollars des États-Unis en 2006. La part tout le stock de la dette extérieure totale des PMA de l'OCI est demeurée constante à environ 50-51 pour cent au cours de la période à l'étude excepté en 2006 où elle a augmenté légèrement pour atteindre 54.9 pour cent. En revanche, la part des PMA de l'OCI dans toute la dette extérieure des pays de l'OCI a diminué solidement au cours de la période à l'étude, de 15.1 pour cent en 1990 et 11.6 pour cent en 2002 à 9.7 pour cent en 2006 (Schéma 21).

Le montant accumulé du stock de dette extérieure du groupe de tous les PMA a augmenté l'engagement en matière de paiements de service total de la dette (STD) au cours de la période à l'étude de 4.3 milliards de dollars des États-Unis en 1990 à 8.5 milliards de dollars des États-Unis en 2006 (Schéma 22). En revanche, les PMA de l'OCI ont réussi à réduire légèrement leurs engagements en matière de service de la dette presque au même niveau au cours de la même période où ils ont enregistré 2.5 milliards dollars des États-Unis dans 2006 comparés à 2.3 milliards dollars des États-Unis en 1990. En conséquence, la part des PMA de l'OCI dans le service total de la dette de tous les PMA a baissé de 53.1 pour cent en 1990 à 29.4 pour cent en 2006 (Schéma 22).

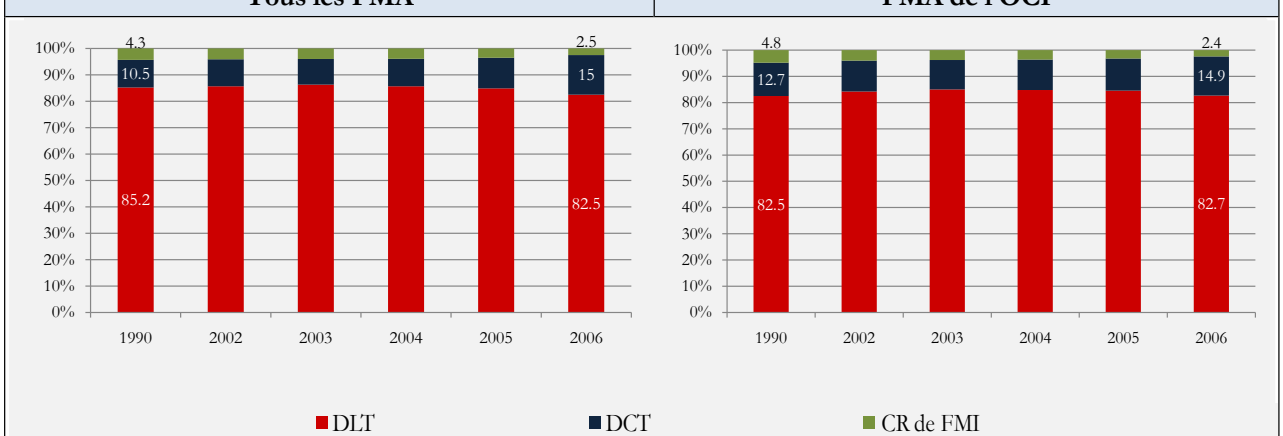
Schéma 22 **Service Total de la Dette (STD)**



Source: Tableau A.18 en Annexe

La composition du stock de la dette extérieure totale est un facteur important dans l'analyse de la dette, puisqu'elle a un impact direct sur le processus de remboursement, de rééchelonnement et d'allègement de la dette. Comme indiqué dans le Schéma 23, le stock de la dette extérieure totale est constitué, en général, de trois catégories de dette : la dette à long terme (DLT), la dette à court terme (DCT), et l'utilisation de crédits du FMI (CR FMI). Il est aussi utile de noter que la DLT est formée de la dette privée non-garantie et de la dette publique ou garantie par l'État.

Schéma 23 **Composition de la Dette Extérieure**



Source: Tableaux A.19, A20 et A.21 en Annexe

Les données du Schéma 23 indiquent que la dette à long terme est restée la plus grande composante de la dette extérieure dans le groupe de tous les PMA, y compris les PMA de l'OCI. En 2006, la part de la dette à long terme dans le stock de la dette extérieure totale était de 85.2 pour cent en 1990 à 82.5 pour cent en 2006 et de 85.2 pourcent à 82.5 pour cent dans le cas des PMA de l'OCI. Cependant, on peut observer qu'il y a une tendance dans ces pays vers le fait de diminuer l'action du CR de FMI en faveur de STD. Comme le montre le Schéma 23, alors que la part du CR de FMI dans la dette extérieure totale de tous les PMA diminuait de 4.3 pour cent en 1990 à 2.5 pour cent en 2006, la part du STD a montée de 10.5 pour cent jusqu'à 15 pour cent dans la même période. On a également observé une tendance semblable en ce qui concerne le cas des PMA de l'OCI où tandis que l'action du CR de FMI dans la dette extérieure totale a diminué de 4.8 pour cent en 1990 à 2.4 pour cent en 2006, la part du STD a augmenté de 12.7 pour cent à 14.9 pour cent dans la même période.

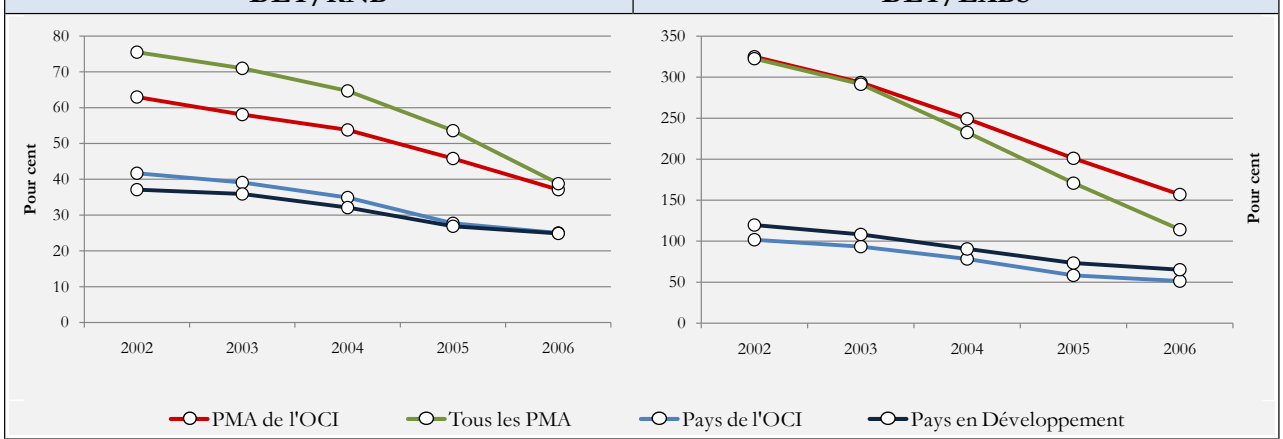
Cependant, il vaut mieux noter que plus de 80 pour cent de la part de dette à long terme des PMA, y compris les membres de l'OCI, sont toujours sous forme de public et de dette publiquement garantie. Ceci implique que la dette extérieure dans les PMA continue constitue toujours un obstacle sérieux aux efforts de développement de gouvernements où le service de la dette reprend une grande partie des ressources budgétaires rares de ces pays qui pourraient être dirigés vers les secteurs productifs et sociaux.

D'autre part, les niveaux d'endettement et de la charge de remboursement sont également des facteurs importants dans le suivi et l'analyse de la situation en matière de dette extérieure dans les PMA. En général, la capacité de remboursement de la dette extérieure et des obligations de service de la dette d'un pays débiteur dépend largement de sa propre capacité de production et, finalement, de ses recettes d'exportations en devises étrangères. Dans la littérature, une approche d'analyse de ratio est habituellement adoptée pour évaluer le niveau d'endettement et la capacité de service de la dette d'un pays. Ceci est généralement effectué en calculant les ratios qui fournissent une mesure du coût du service de la dette en devises étrangères ou de la production perdue, en associant le montant de la dette extérieure et du service de la dette au revenu national brut (RNB) et aux exportations de biens et services (EXBS). Dans ce contexte, les ratios utilisés habituellement, tels qu'indiqués dans les Tableaux 14 et 15, sont comme suit : le ratio dette/RNB (DET/RNB), le ratio dette/exportation (DET/EXBS), le ratio service de la dette (STD/EXBS), et le ratio service de l'intérêt (INT/EXBS). Le niveau d'endettement est mesuré par les ratios dette/RNB et dette-exportations alors que la charge de remboursement de la dette est mesurée par les ratios du service de la dette et service de l'intérêt.

Le ratio dette/RNB (DET/RNB) d'un pays mesure la charge de la dette extérieure de ce pays sur sa capacité productive et fournit une indication de son degré de solvabilité. Un ratio élevé signifie que le taux de croissance de sa dette extérieure est supérieur à son RNB, ce qui implique que la charge de la dette est élevée. Ceci suggère une détérioration de sa crédibilité puisque le pays est supposé sacrifier une part croissante de sa capacité totale de production pour rembourser sa dette. Par ailleurs, comme le remboursement de la dette extérieure est généralement financé par ses revenus d'exportations, la capacité de remboursement d'un pays débiteur est indiquée par le pourcentage de la dette extérieure dans les exportations totales de biens et services, c.-à-d. par le ratio dette/exportations (DET/EXBS). Ce ratio de dette-exportations fournit une estimation du nombre correspondant d'années d'exportations nécessaires pour rembourser l'encours de la dette extérieure totale.

Dans le cadre de cette interprétation, les données du Schéma 24 montrent que le ratio moyen dette/RNB du groupe des PMA y compris les membres de l'OCI dégage une tendance légèrement fléchissant depuis 2002, jusqu'en 2006. À cet égard, le rapport pour les tous les PMA a diminué de 75.5 pour cent à 38.8 pour cent, pourtant rester avec une position plus élevée que les autres groupes. Les PMA de l'OCI ont également suivi une tendance de réduction semblable, et sont parvenue à diminuer ce rapport de 63 pour cent à 37 pour cent. Cependant, les ratios moyens dette/RNB des deux groupes étaient significativement supérieurs à ceux enregistrés par les pays de l'OCI et les pays en développement au cours de la même période. On remarque que le ratio dette/RNB de 5 PMA de l'OCI, à savoir la Guinée-Bissau (241), la Gambie (145), le Sierra Leone (101), la Guinée (100), et le Togo (83), était toujours supérieur à la limite critique de 80 pour cent[7] (Tableau A.23 en Annexe).

Schéma 24 **Ratios d'Endettement**



Source: Tableaux A.23 et A.24 en Annexe

Le Schéma 24 prouve également que les moyennes les ratios dettes/exportations (DET/EXBS) de tous les PMA et les PMA de l'OCI diminués de manière significative pendant 2002-2006. En dépit de cette amélioration, ces rapports étaient encore plus hauts que ceux enregistrés par l'OCI et les pays en développement. À partir de 2005, le groupe de tous les PMA et les PMA de l'OCI sont parvenus à diminuer ce rapport au-dessous de la limite critique de 220 pour cent définis par la banque mondiale pour l'endettement sévère[8]. À partir de 2006, ces rapports ont été encore diminués pour atteindre 156.9 pour cent et 114.2 pour cent, respectivement. Au niveau de pays individuel des PMA de l'OCI, les ratios dettes/exportations supérieurs en 2006 ont été enregistrés à 35655 pour cent en Somalie et à 596 pour cent en Comores, alors que les plus bas taux de 47.9 et 61.3 pour cent étaient enregistrés au Tchad et en Maldives, respectivement (Tableau A.24 En Annexe).

En revanche, les rapports de fardeau de paiement de dette représentés sur le Schéma 25 indiquent une performance tout à fait meilleure des PMA, en particulier les membres de l'OCI, en comparaison avec celle de l'OCI et des pays en développement. Tandis que le ratio du service de la dette (STD/EXBS) de tous les PMA diminuait de 11.7 pour cent en 2002 à 7.3 pour cent en 2006, il a diminué de 13.1 pour cent à 8.7 pour cent dans les PMA de l'OCI au cours de la même période. Quoiqu'avec des rapports plus élevés, on a également observé une tendance décroissante semblable dans les pays de l'OCI et les pays en développement.

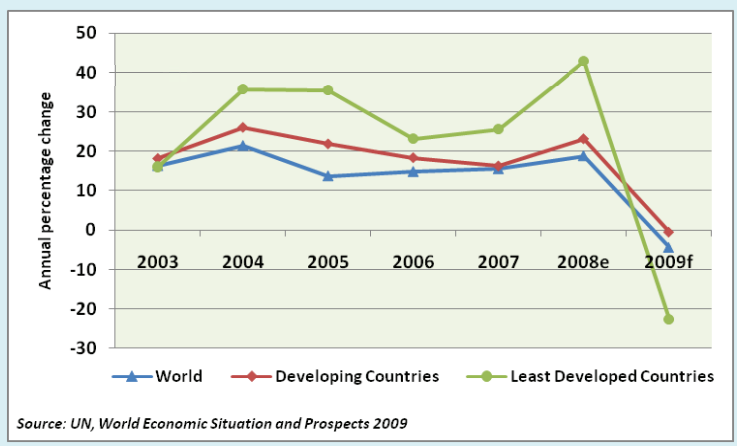
[7] Banque mondiale, finances de développement globales 2005, P. xxxi.
[8] Ibid, p. xxxi.

En fait, le ratio du service de la dette est un indicateur traditionnel de la solvabilité qui reflète la capacité d'un pays de continuer d'emprunter. Plus le ratio du service de la dette s'est élevée, le plus grand sera la probabilité que, en cas de déclin grave dans des recettes d'exportations, le pays ne pourra plus rencontrer ses engagements de service de la dette et il cherchera une remise de ses paiements de dette extérieure à plus tard. En soi, la tendance de réduction dans le rapport de dette-service des PMA représenté sur le schéma 25 implique que ces pays avaient récemment payé tout à fait moins de leurs recettes d'exportations pour couvrir leur service de la dette. Ceci, à son tour, laisserait la libération de plus de ressources pour améliorer des Services Sociaux tels que la santé et l'éducation et diminuer la probabilité du défaut sur les engagements de dette extérieure et/ou la remise à plus tard.

Fenêtre 3: Crise Financière Globale et les PMA : Incidences Prévues

Un ralentissement économique important est en cours à travers le globe particulièrement dans les pays avancés. Bien que la plupart des PMA ne soient pas bien intégrées dans les marchés financiers globaux, on s'attend à ce que la crise financière courante ait des effets profonds et probablement prolongés sur leurs économies particulièrement dans les pays avec une présence élevée de la banque étrangère. Il y a de divers canaux par lesquels la crise financière globale peut affecter les PMA. Ceux-ci comprennent, notamment, une évolution plus lente d'exportation, une diminution d'aide, un IDE bas, des remises en baisse et une contraction d'activité de secteur privé. En conséquence, les espérances d'évolution à moyen terme pour les PMA sont sinistres. Les PMA, qui sont comme un groupe enregistré plus hautement que les taux de croissance moyens du monde de plus de 7 pour cent en 2006 et 2007, sont susceptibles de voir un ralentissement au cours de deux prochaines années. On projette que l'évolution pour l'Afrique Subsaharienne ralentit de 5.4 pour cent en 2008 à 3.5 pour cent en 2009. On s'attend à ce qu'également le taux de croissance moyen parmi les pays Asiatiques en développement chute de 7.8 pour cent en 2008 à 5.5 pour cent en 2009 [*FMI, Janvier 2009*].

Pour les PMA, l'impact principal de la crise est susceptible de venir d'une baisse substantielle dans les produits d'exportation dus à une demande plus faible des produits exportables et des cours de matières premières en baisse. Selon un rapport récent de l'ONU, on s'attend à ce que le taux de croissance moyen des produits d'exportation des PMA tombe d'un taux record élevé de 43% en 2008 à 23% de 2009 (voir Schéma 1). Ceci a pu empirer le problème persistant des balances des paiements déficitaires commerciales et dans ces pays. Comme on lui montre dans la section 2 de ce rapport, au cours de 2003-07, Les PMA ont un déficit commercial d'environ 22 milliards de dollars des États-Unis. Tandis qu'au cours de la même période la balance des paiements déficitaire faisait la moyenne à 7 milliards de dollars des États-Unis. Un problème majeur apparaît indistinctement dans le secteur de la finance commerciale aussi bien. Le marché de finance commerciale a gravement endommagé au cours de cette crise financière due à la pénurie de liquidité pour financer des crédits commerciaux et une réévaluation générale des risques posés par la crise financière. Les flux de la finance commerciale aux pays en développement, qui représentent un tiers du commerce mondial, semblent être diminués d'environ 6% ou plus annuellement. Ceci le rendra plus difficile pour que les PMA fixent le crédit nécessaire pour le financement commercial.



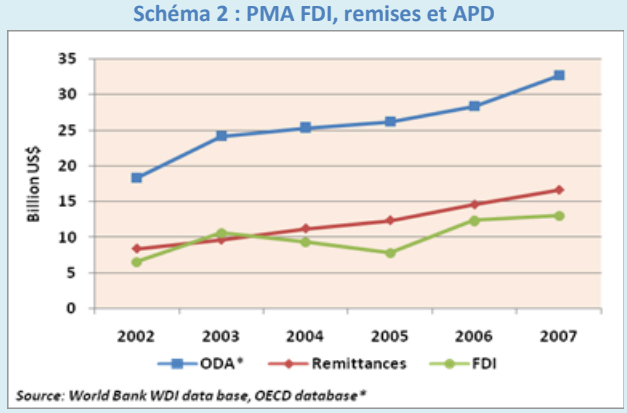
En raison du craquement du crédit global, les pays en développement font face à des flux de capitaux en rétrécissement et au retrait des grands nombres de capitaux qui ont causé des chutes dramatiques en leurs taux de change. La banque mondiale s'attend une réduction de la moitié des mouvements de capitaux privés nets aux pays en développement au cours de l'année 2009. Tenant compte que différement d'autres pays en développement, des PMA sont moins attrayant à l'investissement direct étranger (FDI) même au cours des temps ordinaire ; les espérances pour l'investissement direct étranger (FDI) dans les PMA sont sinistres. Ceci aura des implications graves pour les bilans nationaux et l'activité de secteur privé dans ces pays. Selon le service consultatif d'infrastructure entre le secteur public et le secteur privé (PPIAF), au cours de la période de trois mois d'août-novembre 2008, les 31 participations privées à l'infrastructure (PPI) projette la fermeture financière atteinte impliquant des engagements d'investissement pour 17.2 milliard dollars des Etats-Unis dans 21 pays en développement principalement dus à un coût plus élevé de financement et un intérêt d'investisseur bas parmi la crise financière globale.

Fenêtre 3: Crise Financière Globale et les PMA : Incidences Prévues (Suite)

D'une part, les PMA dépendent fortement des flux et des remises d'aide. Presque deux-tiers d'apports du capital net en Afrique Subsaharienne viennent de l'assistance officielle de développement (APD) ; et l'APD est la première plus grande source des apports financiers externes dans les PMA. Cependant, la partie de l'APD vient des donateurs des pays avancés traditionnels, en particulier les États-Unis, le Japon et les pays de l'Europe occidentale. Maintenant avec les grands coûts fiscaux additionnels pour sauver leur système bancaire et dépenses additionnelles pour réduire au minimum l'impact de la régression sur leurs économies, il ne serait pas facile pour ces pays de tenir leurs engagements d'aide. Une évaluation des crises financières précédentes dans les pays avancés prouve que, dans quelques pays, la crise financière a mené à des déboursements d'aide bas de manière significative. D'ailleurs, compte tenu le fait qu'il y a toujours un espace considérable entre les flux commis et réels de l'APD aux PMA, on estime que l'aide est nécessaire pour mettre en application des mesures à la poursuite des OMD ; un déficit de l'APD a pu avoir de grandes répercussions pour les économies et les personnes réelles des PMA et, font ainsi ces pays a devenir même en arrière de la voie vers la réalisation des OMD.

Quant aux remises, au cours des dernières années, les remises de travailleurs immigrants ont émergé comme source importante de financement externe dans les PMA. Le ralentissement de l'activité économique global affectera négativement les produits des citoyens des PMA travaillant à l'étranger, particulièrement dans le monde avancé. Ainsi, l'apport de remises diminuera certainement, qui est une source de produits importante pour les familles dépendantes et également pour de devises étrangères de ces pays à payer leurs factures d'importation. Une autre question relative détériorera des espérances pour que les ouvriers des PMA obtiennent les travaux dans les pays avancés. Le déclin dans les remises à des effets négatifs directs sur le bien-être de ménage. Étant donné le fait, à la différence d'autres transferts, des remises sont directement employés pour des besoins de base tels que la nourriture, l'éducation, et la santé.

Schéma 2 : PMA FDI, remises et APD



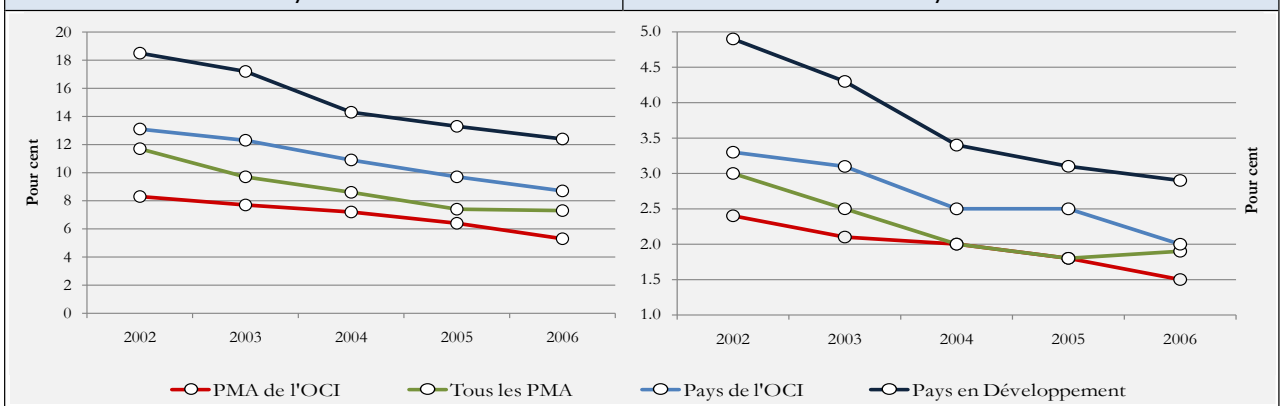
Dans la coquille de noix, les PMA qui souffrent déjà de la crise des prix de nourriture et de carburant seront gravement touchés par la crise financière globale. Le ralentissement dans l'évolution arrêtera le progrès déjà lent dans les PMA vers la réalisation des OMD, en particulier les objectifs connexes par réduction de pauvreté et minera les transformations structurales naissantes qui se sont produites dans plus de PMA encore réussis, en particulier en Asie

Sources

1- Monde Bank (2008), Global Financial Crisis and Implications for Developing Countries, A World Bank Background Note for the G20 Finance Ministers' Meeting, São Paulo, Brazil, November 8, 2008.
2- UNCTAD (2008), *Financing for Development*, November 2008.
3- IMF (2009), *World Economic Outlook*, Update January 2009.
4- United Nations (2009), *World Economic Situation and Prospects 2009*.

Le Schéma 25 prouve que les PMA, en particulier les membres de l'OCI, ont également performé tout à fait beaucoup mieux que l'OCI et les pays en développement en termes de ratio du service de l'intérêt (INT/EXBS). Ce rapport a diminué de 3 pour cent en 2002 à 1.9 pour cent en 2006 dans tous les PMA et de 3.3 pour cent à aussi 2.0 pour cent dans les PMA de l'OCI au cours de la même période. Dans ce contexte, il vaut mieux mentionner que le ratio du service de l'intérêt est peut-être un meilleur indicateur de la capacité de service de la dette que le ratio du service de la dette, parce que des créanciers davantage sont concernés par la capacité du pays débiteur d'entretenir ses engagements d'intérêt que pour repayer la quantité principale de dette.

Schéma 25 **Ratios de la Charge de Remboursement de la Dette**



Source: Tableau A.25 et A.26 en Annexe

Cependant, derrière ces statistiques globales, il y a une situation beaucoup plus complexe au niveau individuel des pays. Dans ce contexte, il est utile de noter que 18 sur les 22 PMA de l'OCI sont actuellement classés comme pays pauvres très endettés (PPTE) (Tableau A.17 en annexe).

En fait, les légères améliorations dans la situation de la dette extérieure des PMA, y compris les PMA de l'OCI, au cours de la période 2000, étaient dues aux dons d'allègement de la dette et aux autres actions entreprises en 1999 dans le cadre de l'Initiative PPTE. Puisque la plus grande partie de la dette extérieure des PMA est due aux créanciers publics multilatéraux sous forme de prêts publics, l'Initiative PPTE est vitale pour les PMA, notamment pour ceux qui ont des niveaux non viables de dette extérieure. Réaffirmer et accélérer le soutien de la communauté internationale concernant l'aide et l'allègement de la dette est, par conséquent, une nécessité importante pour promouvoir la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les PMA, y compris les PMA de l'OCI.

Les problèmes sérieux de dette des PMA, y compris les PMA de l'OCI, requièrent une solution exhaustive, comprenant la mise en œuvre intégrale, rapide et efficace de l'Initiative PPTE Renforcée et des autres mesures publiques, multilatérales d'allègement de la dette, en vue de dissiper les causes structurelles de l'endettement et fournir une APD. Les actions et mesures entreprises par la communauté donatrice, notamment par les membres du Club de Paris et les autres créanciers bilatéraux pour assurer un allègement plus rapide et plus important de la dette pour les PPTE, y compris un moratoire sur les paiements de service de la dette, sont des dispositions utiles pour la résolution des problèmes sérieux en matière de dette de ces pays.

D'une part, les efforts du débiteur PMA devraient viser à maximiser des indemnités de réduction de créance en créant un cadre national conducteur, y compris des réformes fiscales, une structure budgétaire, un ajustement sectoriel, contribuant tous à l'éradication de la pauvreté, et une croissance économique plus rapide, une augmentation des exportations, des épargnes et des investissements, un renforcement des capacités productives, de l'emploi et de la compétitivité internationale.

4 DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ

La dimension sociale du processus de développement a acquis une importance spéciale au cours des dernières décennies car les gens doivent y être activement impliqués en ayant un plus grand accès à de meilleurs services sociaux, notamment l'éducation et la santé. Par plus d'investissement dans les personnes, le développement humain avec plus d'investissements dans le capital humain conduit à une allocation plus efficace et productive des ressources et agit, par conséquent, comme un mécanisme générateur de croissance. En fait, le développement humain contribue directement au bien-être du peuple en augmentant leur niveau de vie et en éradiquant la pauvreté dans la société.

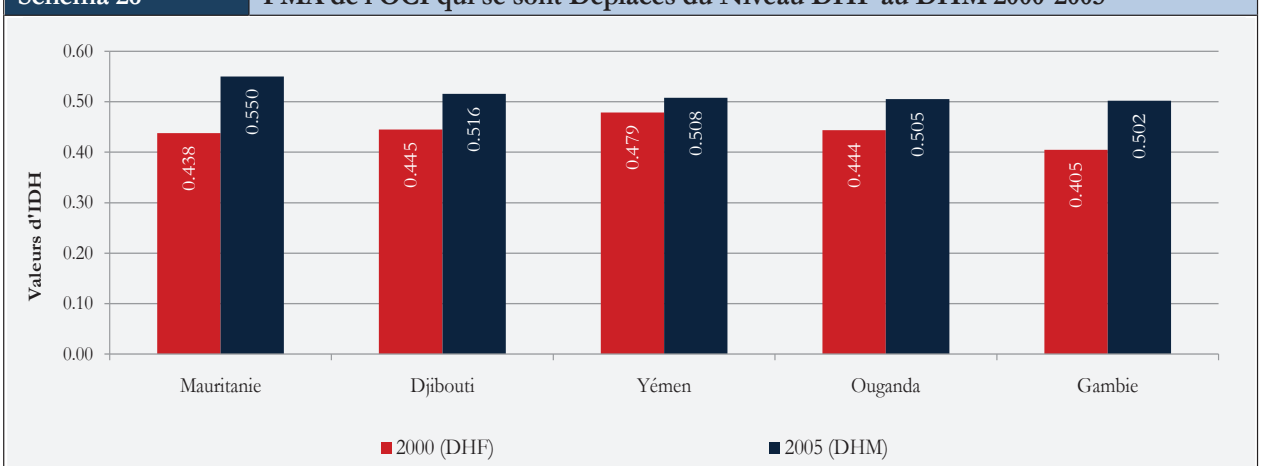
Beaucoup de pays en développement, les PMA, y compris les PMA de l'OCI, ont accordé une attention spéciale au développement humain et à l'éradication de la pauvreté au cours de la dernière décennie. Cependant, l'expérience de ces pays à cet égard montre que bien que peu d'entre eux aient réalisé des progrès en termes de développement humain, y compris l'allègement de la pauvreté, beaucoup d'autres ont été confrontés à des revers importants.

Comme tentative d'examiner la performance sociale et humaine de développement des PMA de l'OCI depuis 2000, la présente partie du rapport accentue les tendances dans le progrès réalisé par ces pays en termes de leur Indicateur de Développement Humain (IDH) du PNUD et l'Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) aussi bien que le progrès vers l'accomplissement des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU (OMD).

4.1. Indicateur de Développement Humain (IDH) pour les PMA de l'OCI

L'Indicateur de Pauvreté Humaine du PNUD (IPH) est une tentative de mesurer les dimensions sociales et humaines du processus de développement. C'est un index composé d'espérance de vie à la naissance comme procuration pour la longévité, le taux d'alphabétisation adulte et le rapport brut d'inscription comme procuration pour la connaissance, et le PIB en termes réels par habitant comme procuration pour des produits. Basé sur la valeur de l'IDH, le PNUD classifie les pays par leur niveau du développement humain dans trois groupes différents : Développement Humain Élevé (DHE) avec les valeurs de l'IDH (0.800-1.000), Développement Humain Moyen (DHM) avec les valeurs de l'IDH (0.500-0.799) et Développement Humain Faible (DHF) avec les valeurs de l'IDH (0.00-0.499).

Schéma 26 **PMA de l'OCI qui se sont Déplacés du Niveau DHF au DHM 2000-2005**



Source: Tableau A.27 en Annexe

La performance des PMA de l'OCI en termes du PNUD IDH au cours de la période 2000-2005 peut être observée dans le Tableau A.27 en Annexe, qui énumère les PMA de l'OCI selon leurs catégories humaines de niveau de développement dans cette période, à savoir, les Pays de Développement Humain Moyen de l'OCI (OCI-PDHM), et les Pays de Développement Humain Faible de l'OCI (OCI-PDHF).

A l'exception dans certains cas, on observe que, globalement, le niveau humain de développement des PMA de l'OCI était témoin d'un léger changement au cours de la période 2001-2005. En 2001, la majorité des PMA de l'OCI ont été classifiées en tant que Pays de Développement Humain Faible (DHF). Cependant, suivant les indications du Schéma 26 et du Tableau A.27 en Annexe, 5 sur les 15 Pays de Développement Humain Faible de l'OCI (OCI-PDHF) en 2001 ont réussi pour se déplacer au niveau des Pays de Développement Humain Moyen d'ici 2005. En soi, tout le nombre de pays dans le DHF et la magnétohydrodynamique sont devenus égaux, 10 dans chaque groupe.

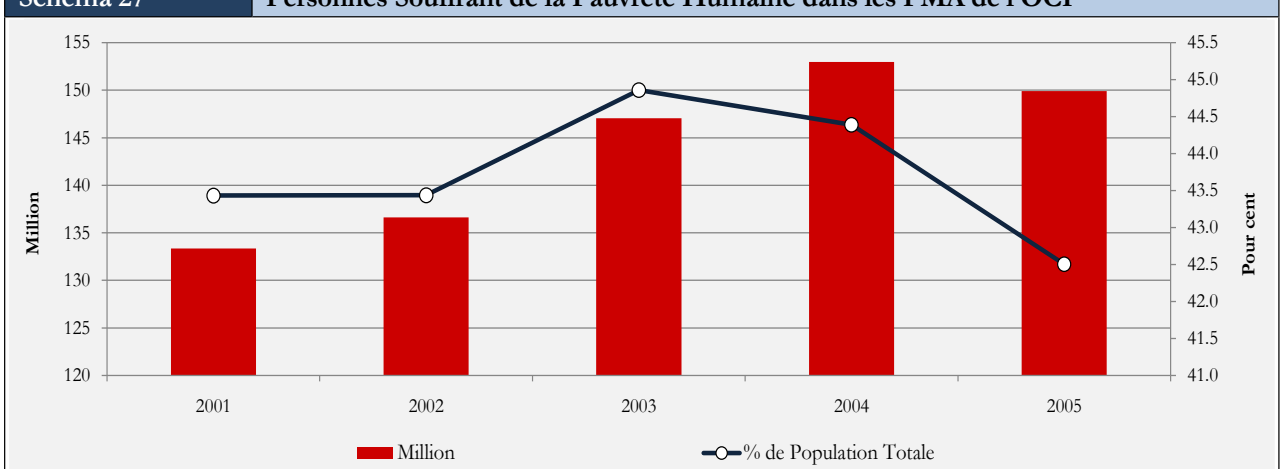
4.2. Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) pour les PMA de l'OCI

Le tableau général du développement humain dans les pays de l'OCI montre que, généralement le problème de la pauvreté dans plusieurs de ces pays émane du fait que les grands segments de leurs populations ont accès insignifiant aux besoins sociaux de base et ne possèdent pas toujours les ressources matérielles suffisantes pour améliorer leurs produits.

Étant le cas partout, la pauvreté dans les pays de l'OCI est un phénomène complexe et multidimensionnel résultant de la structure socio-économique complexe de chaque pays individuel. Généralement la pauvreté est associée aux économies pauvres, aux ressources humaines pauvres, aux pauvres Services Sociaux et aux politiques économiques et sociales pauvres. Par conséquent, le statut, les causes déterminantes et les décisions politiques exigées pour la supprimer, par définition, varieraient d'un pays à l'autre.

Dans ce contexte, l'Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) du PNUD est une tentative de mesurer la dimension sociale et humaine de la pauvreté. C'est un index composé calculé en se basant sur trois aspects essentiels de la privation humaine : longévité mesurée par la probabilité à la naissance de la survie à l'âge de 40 ; la connaissance mesurée par le taux d'alphabétisation adulte ; et un niveau de vie décent mesuré par le pourcentage de la population n'employant pas des sources d'eau améliorées et le pourcentage des enfants de poids insuffisant sous l'âge de cinq.

Schéma 27 **Personnes Souffrant de la Pauvreté Humaine dans les PMA de l'OCI**



Source: Tableau A.28 en Annexe

Selon l'IPH du PNUD pour les PMA de l'OCI au cours de la période 2001-2005, les données dans le Tableau A.28 en Annexe statistique et le Schéma 27 indiquent qu'une moyenne de 43.4% (133.4 millions) de la population totale dans 18 PMA de l'OCI souffrait de la pauvreté humaine en 2001. En 2004, ce pourcentage a atteint 44.4% (153.0 millions) de la population totale dans 20 PMA de l'OCI.

D'ailleurs, on constate que la performance des pays de l'OCI en ce qui concerne l'atténuation de la pauvreté a été légèrement améliorée en 2005, où une moyenne de 42.5% (149.9 millions) de la population totale dans 20 pays de l'OCI souffrait de la pauvreté humaine. Cependant, en dépit de ce léger progrès en 2005, on constate que plus de 50% de la population totale dans 7 pays de l'OCI souffraient toujours de la pauvreté humaine au cours de la même année (voir Tableau A.28 en Annexe Statistique).

4.3. Progrès des PMA de l'OCI vers l'Accomplissement des Objectifs de Millénaire pour le Développement (OMD)[9]

Étant donné que la pauvreté est une des plus grands défis et d'un obstacle important du monde en ce qui concerne le développement économique et humain, la communauté internationale a considéré la réduction de pauvreté et l'accès amélioré aux services de base de la santé et de l'éducation en tant que buts importants pour le développement. À cet égard, la communauté internationale a convenu au sommet du monde pour le développement social en 1995 sur le besoin de temps-relatifs aux buts et aux cibles quantitatives pour réduire la pauvreté, et a mis une considération particulière sur l'élaboration des définitions, des indicateurs et des mesures de la pauvreté. En 2000, le sommet du millénaire a fixé les Objectifs de Millénaire pour le Développement (OMD) avec les cibles principales pour diviser en deux la proportion de personnes souffrant de la faim, réalisant l'éducation primaire universelle, réduisant des taux infantile et de mortalité infantile de deux-tiers, et divisant en deux la proportion de personnes sans accès aux sources d'eau améliorées d'ici 2015.

Cette section récapitule le progrès des PMA de l'OCI, pour lesquels les données appropriées sont disponibles, vers l'accomplissement des huit OMD en termes de quelques indicateurs choisis sous chaque but au cours de la période 2000-2006.

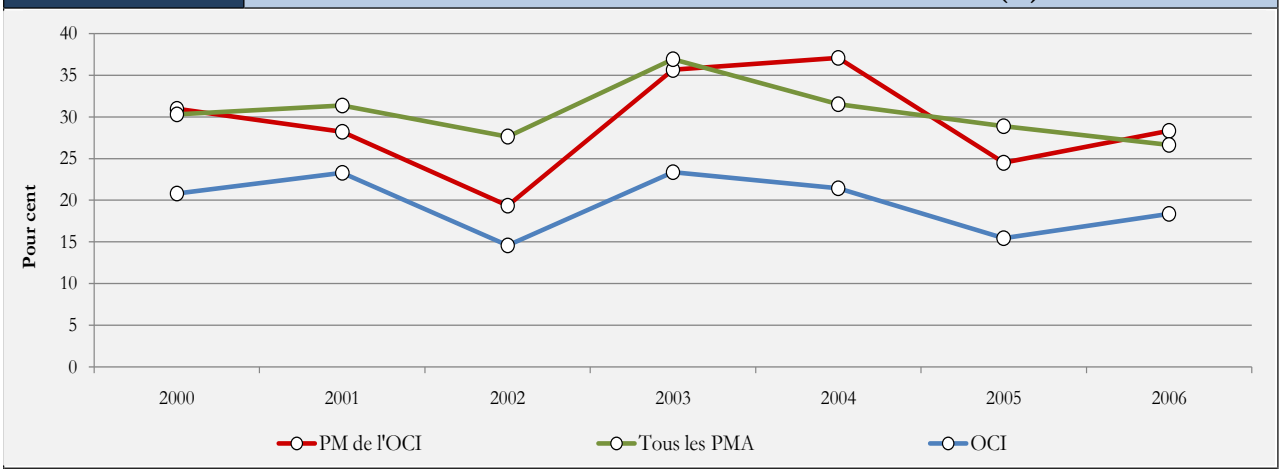
Objectif 1: L'Extirpation de la Pauvreté et la Famine Extrêmes

Enfants âgés de 5 ans modérément et sévèrement de poids insuffisant

Schéma 28 prouve que, sauf en 2004 et 2006, la moyenne des PMA de l'OCI sur cet indicateur ait été entre les moyennes de tous les PMA et les pays de l'OCI. It vœux mieux noter que le progrès relatif des PMA de l'OCI sur cet indicateur en 2002 peut être fallacieux parce que seulement le Djibouti et le Guinée ont rapporté leurs chiffres. Cependant, ce progrès a été érodé en 2004 et 2006 dus à l'augmentation des désaccords régionaux, la sécheresse grave et l'escalade des prix de denrées alimentaires mondiaux.

[9] Des données utilisées dans cette section sont obtenues à partir de la Division de la Statistique des Nations Unies, site Web officiel de l'ONU pour les indicateurs des OMD, accédé le 25 novembre 2008, http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx.

Schéma 28 **Enfants de Moins de 5 Ans Souffrant d'Insuffisance Pondérale (%)**



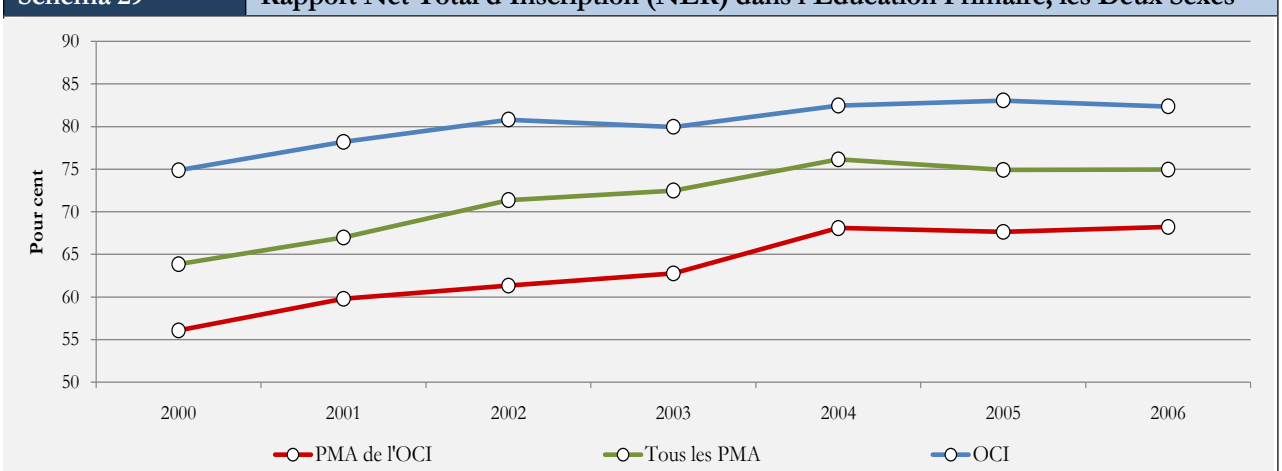
Source: Tableau A.29 en Annexe

Objectif 2: Réalisation de l'Éducation Primaire Universelle

Rapport Net d'Inscription Total (RNI) dans l'Éducation Primaire, les deux sexes

Suivant les indications du Schéma 29, les PMA de l'OCI moyens sur cet indicateur étaient au-dessous des moyennes de tous les PMA et de l'OCI au cours de la période 2000-2006 et bien gardé plus de 65% depuis 2004. Cependant, malgré ce progrès, il y a toujours un besoin de plus d'efforts pour réaliser l'objectif 2015. Les subventions des frais scolaires aux familles et à l'attribution de plus de sources publiques de finances à l'éducation sont deux des remèdes pour atteindre la cible. Cependant, faisant face toujours à la dette insoutenable et à la croissance économique, les PMA de l'OCI semblent avoir des difficultés pour atteindre ce but.

Schéma 29 **Rapport Net Total d'Inscription (NER) dans l'Éducation Primaire, les Deux Sexes**



Source: Tableau A.29 en Annexe

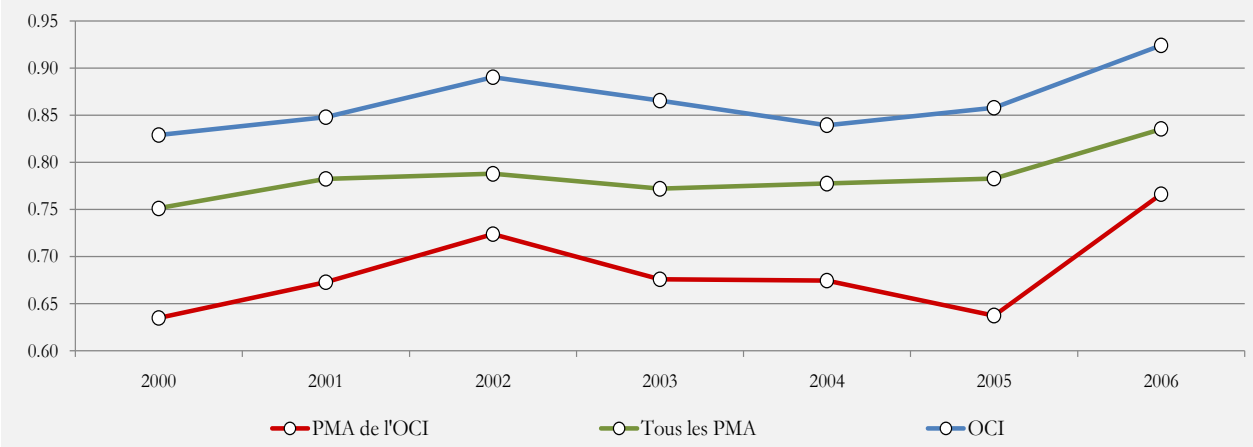
Objectif 3: Favoriser l'Égalité entre les Sexes et Autoriser les Femmes

Indice de Parité de Genre (IPG[10]) dans l'Inscription de Niveau Secondaire

[10] **GPI** dans l'enseignement secondaire est le rapport du nombre d'étudiants féminins inscrits au niveau secondaire d'éducation au nombre d'étudiants masculins. (**GPI=1** : Parité entre les sexes - 0<**GPI**<1 : Disparité en faveur des mâles - **GPI**>1 : Disparité en faveur des femelles.)

Suivant les indications du Schéma 30, la tendance dans les PMA de l'OCI moyens sur cet indicateur balançait au cours des années 2000-2006 avec une valeur d'indice atteignant plus de 0.70 en 2002 et diminuant en-dessous de 0.65 en 2005. Cependant, bien que l'IPG des PMA de l'OCI ait atteint sa crête en 2006, elle montrait une disparité en faveur des mâles et était toujours sous les valeurs d'indice de tous les PMA et de l'OCI. Ceci implique que les PMA de l'OCI, comme un groupe, relèvent toujours le défi pour atteindre la cible de 2015 si plus de filles ne peuvent pas accéder et participer à l'enseignement secondaire.

Schéma 30 **IPG dans l'Inscription de Niveau Secondaire**



Source: Tableau A.29 en Annexe

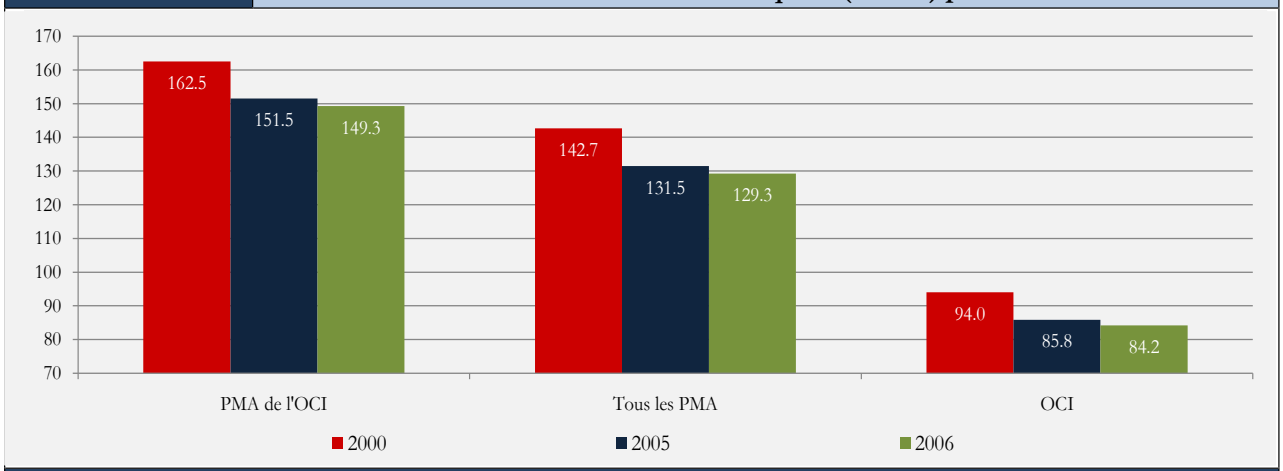
Objectif 4: Réduction de la Mortalité Infantile

Le Taux de Mortalité d'Enfants Moins de Cinq Ans (C5MR) par 1.000 Nouveau-nés

En raison de la pénurie de données relatives sur cet indicateur, l'évaluation a été faite en comparant le progrès accompli en 2000 à celui en 2005 et 2006. Le Schéma 31 montre clairement que la performance moyenne des PMA de l'OCI en ce qui concerne cet indicateur était plus mauvaise que celles de tous les PMA et de l'OCI. Cependant, les PMA de l'OCI sont parvenus à diminuer leur moyenne de 163 en 2000 à 149 en 2006. Ceci signifie que, en moyenne, 14 enfants supplémentaires ont été sauvés dans ces pays. On a signalé que le nombre élevé de décès d'enfant dans la plupart de ces pays est dû aux maladies telles que le HIV/SIDA et la malaria et les injustices dans l'accès des services de santé dus aux différences dans les produits, le genre, la résidence rurales/d'urbaines et origine ethnique de base. Le conflit est également énoncé en tant que contribuant important au taux élevé de mortalité moins de cinq ans[11].

[11] http://www.uneca.org/cfm/2008/docs/AssessingProgressinAfricaMDGs.pdf

Schéma 31	Taux de Mortalité d'Enfants Moins de Cinq Ans (C5MR) par 1.000 Nouveau-nés



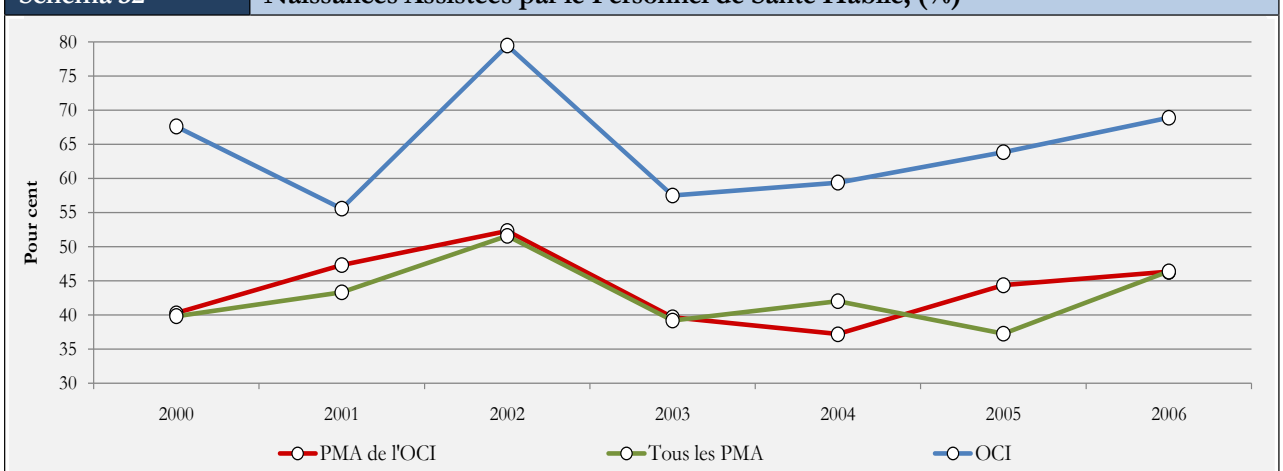
Source: Tableau A.29 en Annexe

Objectif 5: Amélioration la Santé Maternelle

Naissances Assistées par le Personnel de Santé Habile, %

Ceci signifie que la proportion de femmes qui livrent avec l'aide d'un préposé habile, définie en tant que fournisseur de soins de santé médicalement qualifié - médecin, infirmière ou femme. Pour la majeure partie du Schéma 32 qui indique que, en moyenne, sauf en 2002, moins de 50% des naissances dans tous les PMA et PMA de l'OCI ont été assistés par un personnel de santé au cours de la période 2000-2006. Ceci implique que les PMA de l'OCI, comme un groupe, relèvent toujours le défi pour atteindre la cible 2015 sur cet indicateur, qui est également un empêchement pour atteindre la cible de 2015 en vue de diminuer le taux de mortalité infantile.

Schéma 32	Naissances Assistées par le Personnel de Santé Habile, (%)



Source: Tableau A.29 en Annexe

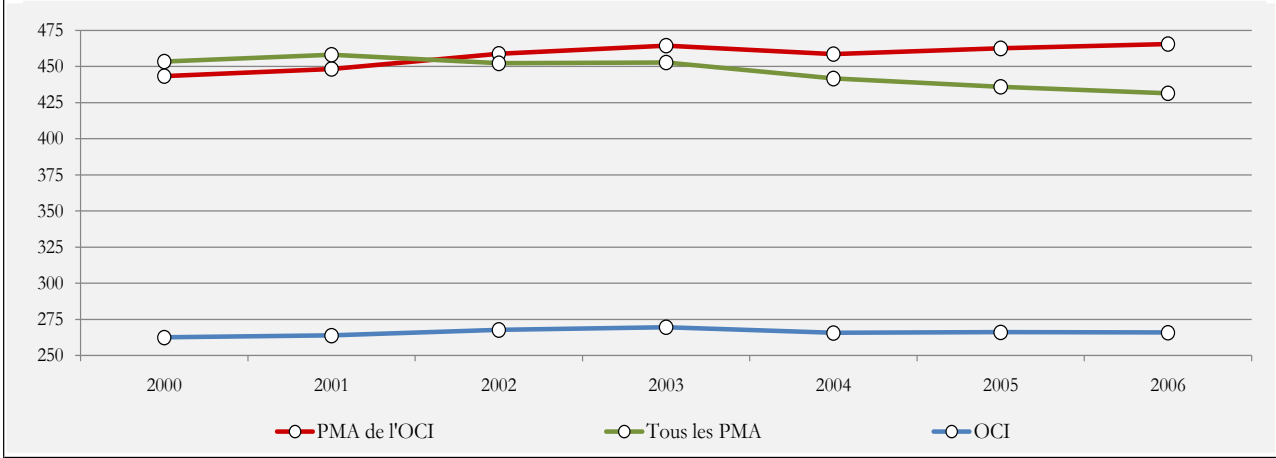
Objectif 6: La Lutte contre le HIV/SIDA, Malaria et d'Autres Maladies

Taux de Prédominance de Tuberculose par 100.000 Populations

Suivant les indications du schéma 33, alors que le taux moyen de prédominance de tuberculose par 100.000 populations de tous les PMA montrait une tendance légèrement en baisse approximativement

de 450 en 2000 à 425 de 2006, la moyenne des PMA de l'OCI a augmenté de 443 en 2000 à 465 en 2006. La raison de cette hausse est liée au nombre croissant de personnes avec le HIV/SIDA qui peuvent facilement contracter des infections de tuberculose.

Schéma 33 **Taux de Prédominance de Tuberculose par 100.000 Populations**



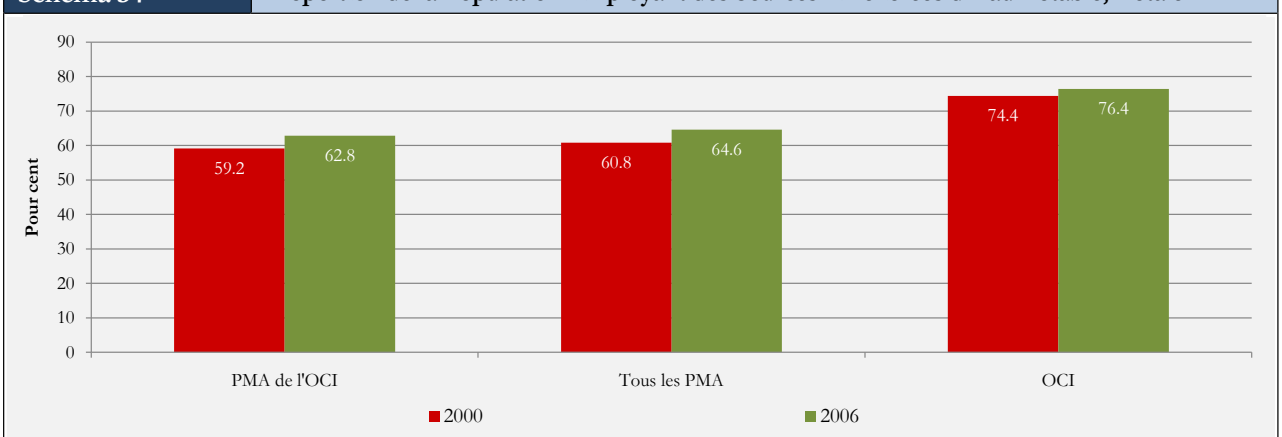
Source: Tableau A.29 en Annexe

Objectif 7: Assurance de la Durabilité Environnementale

Proportion de la Population Employant des Sources Améliorées d'Eau Potable, Totale

Suivant les indications du schéma 34, un léger progrès a été accompli en eau potable améliorée dans tous les PMA, y compris les PMA de l'OCI au cours de la période 2000-2006 avec les moyennes des deux groupes qui sont approximativement identique dépassant 60% en 2006. Cependant, en dépit de ce progrès, il semble que la probabilité d'atteindre la cible 2015 est encore basse, en particulier quand l'espace rural-urbain large dans l'accès à l'eau potable améliorée dans ces pays est pris en considération.

Schéma 34 **Proportion de la Population Employant des Sources Améliorées d'Eau Potable, Totale**



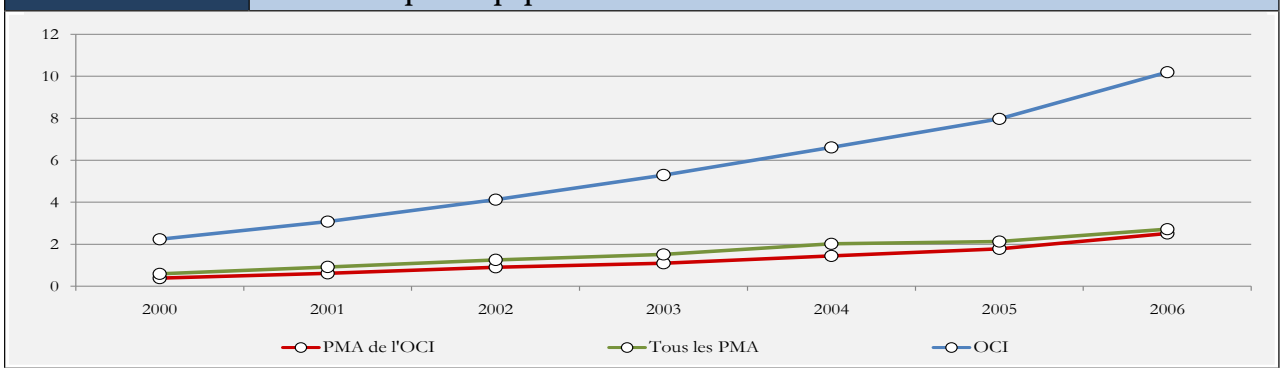
Source: Tableau A.29 en Annexe

Objectif 8: Développement d'un Partenariat Global pour le Développement

Internautes par 100 populations

Le Schéma 35 indique un niveau très bas d'utilisation d'Internet dans les PMA de l'OCI comparés au niveau des pays de l'OCI en tant que groupe. Bien que les internautes moyens par 100 populations dans les PMA de l'OCI aient augmenté de 550% de la période 2000-2006 (de 0.4 utilisateurs en 2000 à 2.5 utilisateurs en 2006), cette moyenne était toujours légèrement inférieure à celle de tous les PMA. C'est dû à l'infrastructure insuffisante, à l'instruction numérique et à la pénurie d'ordinateurs accessibles. Pour surmonter ces obstacles, des technologies naissantes telles que WI-Maximum permettant l'accès à l'Internet des contrées lointaines, et les initiatives internationales telles que le programme d'OPPE (un ordinateur portable par enfant) fournissant les cahiers accessibles pour augmenter l'instruction numérique parmi des enfants ont été mises sous l'effet par la communauté internationale.

Schéma 35 **Internautes par 100 populations**



Source: Tableau A.29 en Annexe

5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Avec 12 pour cent de la population totale du monde en 2007, les 50 PMA représentent le segment le plus pauvre et le plus faible de la communauté internationale. La faiblesse structurale des économies des PMA et du manque de capacités concernant l'évolution et le développement, souvent composé par des handicaps géophysiques, empêchent les efforts continus de ces pays pour améliorer les normes de vie de leurs populations et de les rendre extrêmement vulnérables aux chocs externes dans l'économie mondiale et les catastrophes naturelles.

Sur les 50 PMA actuels, 22 sont des membres de l'OCI qui représentent une grande partie de la performance de tous les PMA à bien des égards. Avec une population totale de 397 millions en 2007, soit 50.9 pour cent de la population totale de tous les PMA, ils représentent 53.5 pour cent de la production totale (PIB) de tous les PMA et 38 pour cent de leurs exportations totales de marchandises en termes de dollars des États-Unis Courants. Cependant, comme c'est le cas pour les autres PMA, la faiblesse structurelle des économies de la majorité des PMA de l'OCI et l'insuffisance des capacités liées à la croissance et au développement entravent les efforts déployés par ces pays pour améliorer le niveau de vie pour la majorité de leurs populations.

La majorité des PMA de l'OCI (18 pays) sont situés en Afrique subsaharienne et 4 en Asie ; 6 de ses pays sont enclavés et 2 sont des petits pays insulaires. Les PMA de l'OCI, notamment ceux de l'Afrique subsaharienne, sont particulièrement mal dotés pour développer leurs économies locales et assurer un niveau de vie soutenable et adéquat à leurs populations. Leurs économies sont aussi extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs et aux catastrophes naturelles, ou 7 d'entre eux sont encore classés comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers et dépendent aussi pour leur croissance et leur développement de la production et de l'exportation d'un nombre limité de produits, agricoles pour la plupart. De plus, 18 d'eux sont classés comme pays pauvres très endettés (PPTE).

Les taux de croissance moyens du PIB en termes réels du groupe de tous les PMA, y compris les membres de l'OCI, sont demeurés solides au cours de la période 2002-2007. La performance d'une manière encourageante d'évolution des PMA, en particulier depuis 2003, a été soutenue par le nouveau commerce et investissements intéressants, particulièrement dus à une demande croissante sur les marchés émergents tels que la Chine et l'Inde. En attendant et, en raison de la hausse des cours mondiaux de matières premières dans la même période, le progrès a été enregistré en termes de recettes d'exportations croissantes de la plupart des PMA et, ainsi, en augmentant des flux financiers privés, y compris le FDI. Le progrès réel a été également enregistré au niveau international sur des questions telles que la réduction de créance, l'APD croissante et la santé publique et l'éducation, qui auraient, si tout va bien, un direct portant sur des espérances de réduction de pauvreté dans les PMA.

Cependant, la réalité du défi faisant face aux PMA dans leurs efforts pours réaliser le niveau plus soutenu de développement est encore évidente où la plupart d'entre eux est bien derrière la réalisation ses Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et devenir même bien en retard. Bien que les cours élevés de matières premières aient apporté de grandes recettes d'exportations à beaucoup des PMA, les taux de croissance moyens réalisés jusqu'ici ont eu peu d'impact en termes de réduire la pauvreté et augmenter l'emploi dans ces pays. Ceci implique le besoin de taux de croissance plus soutenables dans la décennie suivante qui devrait dépasser les 7.4 pour cent de niveau réalisés par tous les PMA en 2007. D'ailleurs, on constate que là existe toujours une tendance pour la divergence

croissante parmi les PMA où la partie de leur rendement total, des exportations et les flux de ressource sont encore concentrés dans quelques pays.

En effet, certaines questions importantes concernant le développement durable dans les PMA continuent à être un sujet d'inquiétude. Celles-ci comprennent, notamment, la dépendance élevée sur des apports externes d'aide et des exportations des produits primaires avec des prix mondiaux volatils, le fardeau lourd de dette extérieure et le progrès lent en réalisant les OMD, en particulier ceux liés à l'atténuation de la pauvreté. Par conséquent, le développement économique et social de ces pays représente un défi important pour eux-mêmes et leurs partenaires de développement aussi bien la communauté internationale dans son ensemble.

Donné cet état de question, un ensemble de larges recommandations de politique peut être émis au niveau national des PMA de l'OCI aussi bien qu'au niveau de coopération de l'intra-OCI comme suit :

(A) Au Niveau National des PMA de l'OCI

- Adopter des réformes saines de politique socio-économique en vue d'atteindre des niveaux durables de croissance économique et Améliorer les conditions de vie de la population vivant dans la pauvreté en favorisant des projets de microcrédit et développer leurs capacités pour améliorer leur accès et leur utilisation des moyens productifs et des services sociaux de base.

- Développer des liens efficaces entre les diverses activités économiques, notamment entre l'agriculture et les petites et moyennes micro-entreprises, et promouvoir l'efficacité des marchés par un mécanisme institutionnel efficace intégré de contrôle et de surveillance.

- Renforçant des efforts pour combattre la corruption, le blanchissage d'argent, le transfert illégal des fonds et d'autres activités illicites en renforçant des lois et des règlements anti-corruption et leur exécution efficace.

- Augmentant l'efficacité de l'investissement social de secteur en augmentant des attributions budgétaires en faveur de l'infrastructure sociale et les Services Sociaux de base tels que l'éducation et la formation professionnelle, la santé et l'hygiène, etc.

- Développant les systèmes de santé nationaux proportionnés dans lesquels l'attention particulière est donnée au segment le plus pauvre de la population par le renforcement de la fourniture des services de soins de santé, y compris la nutrition, l'empêchement de la maladie, l'immunisation, l'eau pur et l'hygiène propre.

- Participation d'une manière encourageante du secteur privé et la société civile, y compris des organisations de la communauté, pour compléter le secteur public et l'investissement dans les secteurs productifs et l'infrastructure et les services sociaux dans un cadre de normalisation approprié.

- Améliorant et renforçant les secteurs critiques des infrastructures physiques telles que le transport, l'énergie, les télécommunications, et les technologies de l'information et des communications et augmenter la capacité d'innovation en augmentant l'investissement dans des activités nationales de recherche et développement.

- Augmentant l'esprit d'entreprise national en créant le dialogue et le partenariat entre le secteur public et le secteur privé efficaces afin d'augmenter la concordance entre les échanges, l'investissement et les politiques d'entreprise, en particulier les PME, à travers, *entre autres*, l'introduction et la promotion de nouveaux arrangements de financement dans des secteurs ruraux, tels que le micro-financement et les dispositions coopératives pour le crédit et les accords de licence.

- Augmentant et encourageant l'investissement public et privé des programmes d'agriculture et de développement rural et en favorisant les industries agro-basées afin d'améliorer la technologie agricole, d'augmenter des revenus agricoles et de stimuler des liaisons plus fortes entre l'agriculture et l'industrie.

- Intégration des politiques commerciales dans les stratégies de développement national en vue d'améliorer le renforcement de capacité dans la politique commerciale et les secteurs relatifs tels que les tarifs et les coutumes et d'enlever les goulots procéduraux qui augmentent les coûts de transaction à travers, *entre autres*, améliorant l'efficacité et la transparence, mettant en application les mesures commerciales de facilitation, améliorant les normes et le contrôle de qualité et favorisant la compétitivité des exportations importantes.

- La prise en de compte approprié dans les dispositions régionales d'intégration et l'utilisation des flexibilité ont prévu dans des règles commerciales multilatérales concernant les dispositions commerciales régionales en but de stimuler une intégration douce et salutaire dans l'économie mondiale.

- Le développement des systèmes financiers nationaux efficaces et proportionnés pour stimuler l'épargne domestique à travers, *entre autres*, imposant des règlements de prudence régissant des banques et d'autres institutions financières et favorisant les mécanismes financiers innovateurs tels que les plans financiers de microcrédit.

- S'assurant que l'aide et les mesures de réduction de créance soutiennent plutôt que minent les efforts domestiques de mobilisation de ressource à travers, *entre autres*, contrôlant l'efficacité d'utiliser-et aussi bien que les implications fiscales des ressources externes, y compris l'APD, et donnant l'attention particulière à la productivité et à la durabilité des placements financés par ces ressources.

- Renforçant l'environnement pour le développement et l'attraction de secteur privé des apports de l'investissement direct étranger (FDI). De l'importance particulière, il y est un cadre de normalisation et juridique de support pour l'investissement direct étranger (FDI) avec le renforcement de capacité institutionnel nécessaire pour son usage efficace en établissant la capacité d'approvisionnement.

(B) Au Niveau de la Coopération Intra-OCI

➢ Assister les PMA de l'OCI dans leurs efforts, en leur fournissant des ressources financières et autres, en établissant des filets de protection sociale efficaces pour réduire l'insécurité et la vulnérabilité de ces pays et augmenter leur participation et indemnité des services et des

programmes fourni par les institutions financières internationales et les autres organisations multilatérales de développement.

➢ Encourager et soutenir les PMA de l'OCI dans leur accès aux technologies de l'information et des communications, et à l'infrastructure physique nécessaire, et dans le renforcement de la capacité qui leur permettraient de tirer des bénéfices de la mondialisation et de réduire ses conséquences néfastes.

➢ Soutenant la participation pleine et efficace des PMA de l'OCI dans les dialogues et les actions internationaux et régionaux sur le développement, la paix et la sécurité et l'arrangement dans tous les secteurs affectant leur développement.

➢ Assister les PMA de l'OCI en leur accordant un soutien technique, financier ou toute autre forme de soutien, pour l'établissement d'infrastructures efficaces de santé et l'augmentation des services de soins de santé, des médicaments et vaccins nécessaires, notamment ceux relatifs aux maladies transmissibles telles que le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose.

➢ Soutenir et assister les PMA de l'OCI pour le développement de filets de protection sociale efficaces et d'un mécanisme rapide de réaction pour affronter les catastrophes naturelles et les chocs économiques, y compris ceux résultant des crises financières globales.

➢ Soutenir les efforts des PMA de l'OCI par une assistance financière, technique et/ou autre forme d'assistance pour atteindre des niveaux appropriés d'investissement dans l'infrastructure pour la R&D, l'éducation et la formation qui sont cohérents avec le renforcement des capacités technologiques locales et le renforcement des liens entre les institutions de R&D dans ces pays ainsi que dans d'autres pays de l'OCI.

➢ Soutenir les PMA de l'OCI dans leurs efforts pour développer les ressources en énergie par une assistance financière et en facilitant les investissements conjoints du secteur privé, ainsi qu'en dissipant leurs inquiétudes pour affronter les hausses de prix des importations d'énergie.

➢ Soutenir les efforts des PMA de l'OCI pour améliorer la productivité agricole, par la facilitation de l'accès de leurs produits agricoles aux marchés de l'OCI, en fournissant des technologies et pratiques agricoles appropriées et en développant leur infrastructure d'irrigation pour réduire la désertification et la dépendance sur les précipitations.

➢ Soutenir et assister, *entre autres*, en fournissant une assistance financière, technique et/ou toute autre forme d'assistance aux PMA de l'OCI dans leurs efforts pour le renforcement de la capacité en matière de politique commerciale et d'autres domaines tels que les droits de douane, l'administration douanière, la concurrence et l'investissement, en supprimant les goulots d'étranglement institutionnels et de procédure qui augmentent les coûts de transactions, par la mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce et l'amélioration des normes et du contrôle de qualité.

➢ Faciliter l'accès au marché des exportations majeures des PMA de l'OCI, en particulier les membres enclavés, en adoptant des mesures commerciales préférentielles spéciales en leur faveur

avec une vue de travailler vers l'objectif de l'accès au marché-libre et hors quota pour tous les produits des PMA de l'OCI.

➢ Fournir une assistance financière pour imprévus et à court terme, y compris un soutien à la balance des paiements par l'intermédiaire d'institutions appropriées, en vue d'aider les PMA de l'OCI à affronter les conséquences des chocs extérieurs sérieux et des crises financières.

➢ Fournir une assistance pour l'atténuation des conséquences des catastrophes et le développement de la capacité des PMA de l'OCI en vue d'identifier des scénarios d'atténuation et établir des mesures protectrices et des plans pour imprévus, *entre autres*, en soutenant et en facilitant la participation de ces pays aux réseaux régionaux et internationaux d'alerte rapide, d'atténuation des conséquences des catastrophes et de secours et en leur permettant d'en bénéficier.

➢ Soutenir et encourager la participation des PMA de l'OCI aux discussions sur la politique internationale d'aide aux niveaux régional et international, et encourager les pays donateurs à remplir leurs engagements à cet égard.

➢ Entreprendre une action d'allègement de la dette des PMA de l'OCI au niveau régional, y compris une évaluation exhaustive de leurs problèmes de dette et des mesures d'allègement de la dette pour les PMA de l'OCI qui ne font pas partie de l'Initiative PPTE.

RÉFÉRENCES

IMF, Direction of Trade Statistics, December 2008 CD-ROM.

IMF, International Financial Statistics, November 2008 CD-ROM.

IMF, World Economic Outlook Database, April 2008.

SESRIC, *Annual Economic Report on the OIC Countries 2008*.

UN, Millennium Development Goals, [http://mdgs.un.org]

UN, Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing countries and Small Island Developing States (UN-OHRLLS)

UNCTAD, Foreign Direct Investment Database (FDISTAT).

UNCTAD, *The Least-developed Countries Report 2007*.

UNCTAD, Handbook of Statistics Online.

UNDP, *Human Development Report 2007/2008, 2006, 2005, 2004, 2003, 2002*.

UNSD, National Accounts Main Aggregates Database.

World Bank, *Global Development Finance 2005*.

World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database.

World Bank, World Development Indicators (WDI) Online Database.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A.1	Distribution Régionale des PMA du Monde	
A F R I Q U E		**A S I E**
Angola (5)	**Bénin** (3)	**Afghanistan** (1) (3)
Burundi (1) (3) (4)	**Burkina Faso** (1) (3) (4)	**Bangladesh**
Cape Verde (2)	C. Rép. D'Afrique. (1) (3)	Bhutan (1)
Comores (2) (3)	**Tchad** (1) (3) (4)	Cambodia
Djibouti	Rép. Dem. de Congo. (3) (4)	Lao PDR (1) (3)
Erythrée (3)	Guinée Équatoriale (5)	**Maldives** (2)
Ethiopie (1) (3)	**Gambie** (3)	Myanmar (3)
Guinée (3) (4)	**Guinée-Bissau** (3) (4)	Népal (1) (3)
Lesotho (1)	Liberia (3)	**Yémen** (5)
Madagascar (2) (3)	Malawi (1) (3) (4)	**P A C I F I Q U E**
Mali (1) (3)	**Mauritanie** (3) (4)	Kiribati (2)
Mozambique (3) (4)	**Niger** (1) (3)	Samoa (2)
Rwanda (1) (3)	Sao Tome Principe (2) (3)	Les îles de Salomon (2) (4)
Sénégal (3)	**Sierra Leone** (3) (4)	Timor-Leste (2)
Somalie (3)	**Soudan** (3) (5)	Tuvalu (2)
Tanzanie (3)	**Togo** (3)	Vanuatu (2)
Ouganda (1) (3)	Zambie (1) (3) (4)	**C A R A I B E S**
		Haiti (2) (3)

((1) Pays enclavé. (2) Pays insulaire. (3) Pays Pauvre Très Endetté (PPTE). (4) Pays exportateurs de produits de base non-pétroliers. (5) Pays exportateurs de Pétrole (*) Les pays indiqués en caractères gras sont des PMA de l'OCI..

Source: UN-OHRLLS, IMF, World Economic Outlook, April 2008

Tableau A.2	Population Totale (Millions)					
	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan	22.8	23.8	24.7	25.7	26.7	27.4
Bangladesh	144.9	147.7	150.5	153.3	156.1	159.0
Bénin	6.8	7.0	7.2	7.4	7.6	7.9
Burkina Faso	12.0	12.4	12.8	13.1	13.4	13.7
Tchad	7.9	8.6	8.8	9.0	9.3	9.5
Comores	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Djibouti	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8
Gambie	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.6
Guinée	8.5	8.8	9.0	9.3	9.6	10.0
Guinée-Bissau	1.4	1.5	1.5	1.6	1.6	1.7
Maldives	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Mali	11.7	11.9	12.2	12.5	12.8	13.1
Mauritanie	2.6	2.7	2.8	2.8	2.9	3.0
Mozambique	18.4	18.8	19.1	19.6	20.0	20.5
Niger	11.5	11.8	12.2	12.6	12.9	13.4
Sénégal	10.9	11.1	11.4	11.7	11.9	12.2
Sierra Leone	5.0	5.2	5.3	5.5	5.6	5.7
Soudan	32.7	33.6	34.5	35.3	36.2	37.2
Togo	5.7	5.8	6.0	6.1	6.3	6.5
Ouganda	26.0	26.9	27.8	28.8	29.9	30.9
Yémen	19.1	19.7	20.3	21.0	21.6	22.3
PMA de l'OCI(*)	**350.9**	**360.4**	**369.3**	**378.4**	**387.8**	**397.1**
Tous les PMA (**)	694.4	712.0	726.8	744.4	762.5	780.8
Pays de l'OCI	1288.6	1315.7	1341.9	1368.5	1395.5	1422.8
Pays en Développement	5163.8	5235.2	5304.5	5375.4	5446.1	5516.6
Monde	6117.3	6194.5	6269.5	6346.7	6423.5	6500.5
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	50.5	50.6	50.8	50.8	50.9	50.9
Pays de l'OCI	27.2	27.4	27.5	27.7	27.8	27.9
Pays en Développement	6.8	6.9	7.0	7.0	7.1	7.2
Monde	5.7	5.8	5.9	6.0	6.0	6.1

(*)Excluant le Somalie pour lequel les données complètes pendant la période en considération ne sont pas disponibles.
(**)Excluant le Somalie and Tuvalu pour lesquelles les données complètes pendant la période en considération ne sont pas disponibles.

Source: IMF, World Economic Outlook, April 2008 Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.3	**PIB à Prix Courants** (en milliards de dollars)					
	2002	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Afghanistan	4.0	4.4	5.4	6.5	7.0	8.8
Bangladesh	49.6	54.5	59.1	61.1	64.9	72.4
Bénin	2.8	3.6	4.1	4.4	4.7	5.4
Burkina Faso	3.3	4.3	5.1	5.6	6.1	7.0
Tchad	2.0	2.7	4.4	5.9	6.3	7.1
Comores	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4
Djibouti	0.6	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8
Gambie	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.7
Guinée	3.2	3.6	3.9	3.3	3.1	4.7
Guinée-Bissau	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3
Maldives	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9	1.0
Mali	3.3	4.4	4.9	5.4	6.2	6.7
Mauritanie	1.2	1.3	1.5	1.9	2.7	2.8
Mozambique	4.2	4.7	5.7	6.6	6.8	7.6
Niger	2.1	2.6	2.9	3.3	3.6	4.2
Sénégal	5.4	6.9	8.0	8.7	9.2	11.1
Sierra Leone	0.9	1.0	1.1	1.2	1.4	1.7
Soudan	15.0	17.8	21.7	27.4	36.4	46.2
Togo	1.5	1.7	1.9	2.1	2.2	2.5
Ouganda	5.8	6.2	6.8	8.7	9.5	11.2
Yémen	10.7	11.8	13.9	16.8	19.1	21.7
PMA de l'OCI(*)	**117.0**	**133.7**	**153.0**	**171.5**	**192.2**	**224.4**
Tous les PMA (**)	195.1	223.2	258.9	303.1	353.2	419.5
Pays de l'OCI	1610.5	1885.1	2230.7	2657.2	3107.9	3692.6
Pays en Développement	6656.5	7562.1	8978.4	10701.8	12541.7	15180.6
Monde	32853.8	36931.3	41546.2	44880.8	48436.0	54311.6
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	60.0	59.9	59.1	56.6	54.4	53.5
Pays de l'OCI	7.3	7.1	6.9	6.5	6.2	6.1

(*)Excluant le Somalie pour lequel les données complètes pendant la période en considération ne sont pas disponibles.
(**)Excluant le Somalie and Tuvalu pour lesquelles les données complètes pendant la période en considération ne sont pas disponibles.

Source: IMF, World Economic Outlook, April 2008 Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.4	**PIB par Habitant** (en dollars à prix courants)					
	2002	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Afghanistan	176	186	218	252	264	323
Bangladesh	342	369	393	399	415	455
Bénin	411	511	564	596	624	692
Burkina Faso	275	345	399	429	456	508
Tchad	254	319	501	651	681	747
Comores	438	553	605	633	645	691
Djibouti	860	890	931	973	1030	1099
Gambie	265	246	273	306	328	411
Guinée	379	413	435	349	326	473
Guinée-Bissau	141	159	176	191	190	206
Maldives	2095	2197	2390	2242	2629	3040
Mali	287	371	405	433	487	517
Mauritanie	437	477	542	658	938	931
Mozambique	228	248	298	336	338	369
Niger	181	224	238	265	277	313
Sénégal	493	618	705	743	768	910
Sierra Leone	185	191	202	223	254	290
Soudan	458	529	629	776	1005	1242
Togo	259	287	323	343	352	387
Ouganda	224	232	245	303	318	363
Yémen	560	598	682	799	884	972
PMA de l'OCI(*)	**333**	**371**	**414**	**453**	**496**	**565**
Tous les PMA (**)	281	314	356	407	463	537
Pays de l'OCI	1250	1433	1662	1942	2227	2595
Pays en Développement	1289	1444	1693	1991	2303	2752
Monde	5371	5962	6627	7072	7540	8355
Source: IMF, World Economic Outlook, April 2008 Database; SESRIC, BASEIND Database						

Tableau A.5	**Structure de la Production** (en % du PIB, moyenne 2000-2005)			
	Agriculture	**Industrie:**	**dont la Fabrication**	**Services**
Afghanistan	41	17	16	43
Bangladesh	21	19	17	60
Bénin	37	10	9	53
Burkina Faso (2)	34	16	14	49
Tchad (2)	24	46	7	30
Comores	48	6	4	46
Djibouti	4	9	3	87
Gambie	32	7	5	61
Guinée(2)	18	23	4	59
Guinée-Bissau (2)	59	9	0	32
Maldives	8	12	7	80
Mali	37	19	9	44
Mauritanie (2)	25	19	5	56
Mozambique	27	22	16	51
Niger (2)	46	10	6	45
Sénégal	16	19	16	65
Sierra Leone (2)	49	9	3	42
Somalie	60	3	2	37
Soudan (1)	34	18	9	48
Togo	41	16	9	43
Ouganda	31	11	9	56
Yémen (1)	11	41	7	48
PMA de l'OCI	**26**	**20**	**12**	**53**
Tous les PMA (*)	28	25	10	48
Pays de l'OCI	12	38	15	50
Pays en Développement (*)	9	32	22	59

(1) Exportateurs de Pétrole (2 pays).
(2) Exportateurs de Produit de Base Non-Combustibles (7 pays).

Source: UNSD, National Accounts Main Aggregates Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.6	Taux de Croissance Réelle du PIB (en Pourcentage)					
	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan		15.1	9.4	16.4	6.1	12.4
Bangladesh	4.8	5.8	6.1	6.3	6.4	5.6
Bénin	4.5	3.9	3.1	2.9	3.8	4.2
Burkina Faso	4.7	8.0	4.6	7.1	5.5	4.2
Tchad	8.5	14.7	33.6	7.9	0.2	0.6
Comores	4.2	2.5	-0.2	4.2	1.2	-1.0
Djibouti	2.6	3.2	3.0	3.2	4.8	5.2
Gambie	-3.2	6.9	7.0	5.1	6.5	7.0
Guinée	4.2	1.2	2.7	3.3	2.2	1.5
Guinée-Bissau	-7.1	-0.6	2.2	3.2	1.8	2.5
Maldives	6.5	8.5	9.5	-4.5	19.1	6.6
Mali	4.3	7.2	2.4	6.1	5.3	2.5
Mauritanie	1.1	5.6	5.2	5.4	11.4	0.9
Mozambique	9.2	6.5	7.9	8.4	8.0	7.0
Niger	5.3	7.7	-0.8	7.4	5.2	3.2
Sénégal	0.7	6.7	5.8	5.3	2.1	5.0
Sierra Leone	27.4	9.5	7.4	7.3	7.4	6.8
Soudan	5.4	7.1	5.1	6.3	11.3	10.5
Togo	-0.3	5.2	2.4	1.3	4.1	2.1
Ouganda	6.4	4.7	5.4	6.8	5.1	6.5
Yémen	3.9	3.7	4.0	5.6	3.2	3.1
PMA de l'OCI	4.5	5.8	6.4	6.8	6.5	6.1
Tous les PMA	5.5	5.8	7.4	8.0	7.3	7.4
Pays de l'OCI	5.0	6.6	7.0	6.4	6.2	5.8
Pays en Développement	4.7	6.2	7.5	7.1	7.8	7.9
Monde	2.8	3.6	4.9	4.4	5.0	4.9
Source: IMF, World Economic Outlook, April 2008 Database; SESRIC, BASEIND Database						

Tableau A.7	**Taux Moyens d'Inflation Annuelle** (Variation annuelle en % des prix à la consommation)					
	2002	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Afghanistan		24.072	13.246	12.324	5.106	13.027
Bangladesh	3.719	5.361	6.103	7.04	6.544	8.365
Bénin	2.432	1.502	0.879	5.371	3.801	1.963
Burkina Faso	2.298	2.041	-0.402	6.411	2.352	-0.249
Tchad	5.192	-1.753	-5.355	7.89	7.885	-8.811
Comores	3.578	3.713	4.496	3.007	3.389	3
Djibouti	0.633	1.968	3.118	3.112	3.469	5.019
Gambie	8.61	17.032	14.287	4.959	2.056	5
Guinée	2.96	12.879	17.463	31.358	34.702	22.861
Guinée-Bissau	3.282	-3.523	0.786	3.429	1.958	3.757
Maldives	0.927	-2.803	6.339	3.285	3.7	5
Mali	5.049	-1.347	-3.1	6.4	1.9	2.5
Mauritanie	5.36	5.291	10.421	12.126	6.233	7.262
Mozambique	16.769	13.455	12.634	6.433	13.239	7.892
Niger	2.674	-1.793	0.39	7.841	0.054	0.057
Sénégal	2.342	-0.038	0.508	1.714	2.107	5.867
Sierra Leone	-3.659	7.546	14.247	12.05	9.544	11.651
Soudan	8.334	7.711	8.418	8.517	7.197	7.976
Togo	3.066	-0.931	0.398	6.779	2.23	0.955
Ouganda	-2.024	5.683	5.01	7.983	6.6	6.8
Yémen	12.239	10.831	12.49	11.762	18.248	12.478
PMA de l'OCI	4.9	6.0	6.2	7.8	7.7	7.5
Tous les PMA	13.8	13.6	9.7	10.1	9.5	9.7
Pays de l'OCI	12.3	8.4	5.9	6.8	7.5	7.4
Pays en Développement	6.7	6.6	5.9	5.7	5.4	6.3
Source: IMF, World Economic Outlook, April 2008 Database; SESRIC, BAESIND Database						

Tableau A.8	**Exportations de Marchandises** (FAB, en millions de dollars)					
	2002	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Afghanistan	87	210	185	240	277	340
Bangladesh	5443	6229	7586	8494	11649	12719
Bénin	242	271	290	300	344	416
Burkina Faso	173	248	376	373	419	477
Tchad	63	91	1111	1840	2281	2275
Comores	28	33	35	24	32	30
Djibouti	202	247	252	274	340	422
Gambie	31	18	38	28	34	46
Guinée	828	629	560	1328	1365	1683
Guinée-Bissau	95	71	110	109	133	373
Maldives	91	113	123	99	170	163
Mali	162	215	328	258	394	243
Mauritanie	543	594	803	943	1399	1704
Mozambique	682	1044	1504	1745	2381	2737
Niger	169	200	222	299	429	384
Sénégal	949	1159	1276	1443	1364	1724
Sierra Leone	106	141	184	196	209	268
Somalie	113	151	190	251	301	377
Soudan	1942	2609	3774	4822	5655	8866
Togo	249	416	408	364	567	700
Ouganda	466	533	574	671	688	853
Yémen	3271	3724	4076	5606	6439	6834
PMA de l'OCI	**15935**	**18945**	**24003**	**29709**	**36871**	**43633**
Tous les PMA	36634	42356	54777	74068	96273	114954
Pays de l'OCI	506214	611598	803945	987732	1199816	1354739
Pays en Développement	2378770	2859620	3640560	4403310	5302290	6223060
Monde	6433040	7519520	9131870	10359300	11960800	13830000
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	43.5	44.7	43.8	40.1	38.3	38.0
Pays de l'OCI	3.1	3.1	3.0	3.0	3.1	3.2
Pays en Développement	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Changement en % annuel :						
PMA de l'OCI	**-0.03**	**18.9**	**26.7**	**23.8**	**24.1**	**18.3**
Tous les PMA	5.2	15.6	29.3	35.2	30.0	19.4
Pays de l'OCI	1.8	20.8	31.4	22.9	21.5	12.9
Pays en Développement	7.7	20.2	27.3	21.0	20.4	17.4
Monde	4.8	16.9	21.4	13.4	15.5	15.6
Source: IMF, Direction of Trade Statistics, December 2008 CD-ROM; SESRIC, BASEIND Database						

Tableau A.9	**Importations de Marchandises** (CAF, en millions de dollars)					
	2002	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Afghanistan	1034	1608	1973	3007	3824	4879
Bangladesh	7848	9835	11590	13851	16096	18476
Bénin	721	886	897	893	3476	4873
Burkina Faso	650	863	1024	1096	1258	1572
Tchad	462	351	412	488	529	718
Comores	96	124	111	114	142	156
Djibouti	669	864	896	1206	1548	1914
Gambie	412	506	577	638	709	863
Guinée	877	694	1140	1880	2264	2906
Guinée-Bissau	102	159	136	213	201	240
Maldives	391	471	645	745	909	1739
Mali	1381	1525	1887	2067	2352	2818
Mauritanie	882	1001	1123	1368	1467	1852
Mozambique	1270	1740	2035	2467	2914	3798
Niger	396	495	588	838	1009	1098
Sénégal	1958	2359	2854	3215	3423	4961
Sierra Leone	496	602	523	609	565	643
Somalie	388	422	547	626	793	887
Soudan	2168	2714	4086	6689	8072	8739
Togo	397	563	557	590	2631	4158
Ouganda	1074	1375	1494	1702	2134	2842
Yémen	2777	4404	3984	4800	7074	9083
PMA de l'OCI	**26446**	**33560**	**39080**	**49104**	**63388**	**79216**
Tous les PMA	50303	62363	74718	92378	116314	146592
Pays de l'OCI	423407	503413	695809	827837	971044	1209775
Pays en Développement	2273560	2698110	3477680	4079440	4862350	5900460
Monde	6628790	7750320	9486620	10754800	12362700	14330300
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	52.6	53.8	52.3	53.2	54.5	54.0
Pays de l'OCI	6.2	6.7	5.6	5.9	6.5	6.5
Pays en Développement	1.2	1.2	1.1	1.2	1.3	1.3
Changement en % annuel :						
PMA de l'OCI	**6.0**	**26.9**	**16.4**	**25.6**	**29.1**	**25.0**
Tous les PMA	4.4	24.0	19.8	23.6	25.9	26.0
Pays de l'OCI	10.5	18.9	38.2	19.0	17.3	24.6
Pays en Développement	6.6	18.7	28.9	17.3	19.2	21.3
Monde	3.9	16.9	22.4	13.4	15.0	15.9
Source: IMF, Direction of Trade Statistics, December 2008 CD-ROM; SESRIC, BASEIND Database						

Tableau A.10	Balance des Comptes Courants (en millions de dollars)					
	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan	-150	-456	-265	-183	-444	-67
Bangladesh	167	176	-190	8	762	334
Bénin	-238	-298	-292	-260	-296	-310
Burkina Faso	-328	-379	-532	-635	-585	-688
Tchad	-1854	-1284	-709	121	-600	-302
Comores	-4	-12	-17	-25	-21	8
Djibouti	-10	21	-9	9	-109	-212
Gambie	-10	-18	-25	-70	-58	-70
Guinée	-79	-123	-227	-147	-185	-433
Guinée-Bissau	-22	-7	6	-15	-35	-6
Maldives	-36	-32	-128	-269	-369	-472
Mali	-104	-275	-415	-449	-302	-446
Mauritanie	35	-175	-517	-877	-36	-184
Mozambique	-566	-489	-356	-752	1335	-713
Niger	-138	-219	-227	-308	-307	-321
Sénégal	-303	-422	-488	-676	-895	-906
Sierra Leone	-19	-48	-62	-86	-51	-63
Soudan	-1540	-1388	-1399	-2977	-5489	-5432
Togo	-80	-70	-57	-112	-133	-160
Ouganda	-287	-362	-152	-281	-379	-224
Yémen	443	176	225	633	206	-924
PMA de l'OCI	**-5123**	**-5684**	**-5836**	**-7351**	**-7991**	**-11591**
Tous les PMA	-8081	-10200	-9049	-6980	75	-9530
Pays de l'OCI	40624	78332	112475	225882	298451	305959
Pays en Développement	76646	144278	213637	439528	606707	630877

Source: IMF, World Economic Outlook, April 2008 Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.11	**Réserves à l'Exclusion de l'Or** (en millions de dollars)					
	2002	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Afghanistan						
Bangladesh	1683	2578	3172	2767	3806	5183
Bénin	616	718	640	657	912	1209
Burkina Faso	313	752	669	438	555	1029
Tchad	219	187	222	226	625	955
Comores	80	94	104	86	94	117
Djibouti	74	100	94	89	120	
Gambie	107	59	84	98	121	143
Guinée	171		110	95		
Guinée-Bissau	103	33	73	80	82	113
Maldives	133	159	204	186	231	308
Mali	594	952	861	855	970	1087
Mauritanie	396	415	34	64	187	198
Mozambique	803	938	1131	1054	1156	1445
Niger	134	260	258	250	371	593
Sénégal	637	1111	1386	1191	1334	1660
Sierra Leone	85	67	125	171	184	217
Somalie						
Soudan	249	529	1338	1869	1660	1378
Togo	205	205	360	195	375	438
Ouganda	934	1080	1308	1344	1811	2560
Yémen	4411	4987	5665	6115	7512	7715
PMA de l'OCI	**11947**	**15226**	**17837**	**17829**	**22104**	**26348**
Tous les PMA	19971	24451	30621	33503	44086	51630
Pays de l'OCI	252655	310001	387805	454521	595184	771337
Pays en Développement	1510446	1934343	2465016	2893029	3674394	4933317

Source: IMF, International Financial Statistics, November 2008 CD-ROM; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.12	**Formation Brute de Capital** (% de FBC)						
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Afghanistan	13	12	13	17	21	24	21
Bangladesh	14	23	23	24	25	25	24
Bénin	14	18	20	21	18	21	21
Burkina Faso	19	16	17	15	21	17	18
Tchad	7	57	45	27	27	24	22
Comores	20	11	10	9	9	10	14
Djibouti	27	10	19	22	19	29	37
Gambie	18	21	19	29	27	28	24
Guinée	17	13	10	11	14	14	15
Guinée-Bissau	15	22	19	13	15	17	15
Maldives	31	26	27	42	61	56	46
Mali	22	16	26	22	22	20	23
Mauritanie	19	22	27	46	50	23	21
Mozambique	20	30	22	18	18	19	22
Niger	13	16	16	15	23	22	23
Sénégal	9	17	22	22	25	26	28
Sierra Leone	10	-12	10	15	16	18	16
Somalie	24	20	20	20	20	20	20
Soudan	7	19	20	22	24	25	23
Togo	16	17	15	15	17	19	17
Ouganda	15	21	22	23	23	25	26
Yémen	15	18	21	20	19	16	25
PMA de l'OCI	**14**	**21**	**22**	**22**	**23**	**23**	**23**
Tous les PMA	15	20	21	21	21	22	23
Pays en Développement	26	25	26	27	27	27	29
Source: UNSD, National Accounts Main Aggregates Database; SESRIC, BASEIND Database							

Tableau A.13	Épargnes Intérieures Brutes (En % de PIB)						
	1990	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Afghanistan	11	-19	-36	-32	-25	-21	-26
Bangladesh	11	18	19	20	20	20	20
Bénin	6	10	10	12	11	12	14
Burkina Faso	6	4	5	2	6	4	6
Tchad	1	10	22	46	55	52	49
Comores	-5	-4	-6	-11	-13	-14	-12
Djibouti	-1	-5	10	8	9	12	17
Gambie	3	13	10	8	4	11	5
Guinée	15	11	8	7	11	9	6
Guinée-Bissau	-12	0	9	-3	2	6	2
Maldives	47	46	49	43	28	32	44
Mali	6	16	19	14	14	17	17
Mauritanie	5	4	-3	-1	2	19	11
Mozambique	-14	-1	-1	1	4	5	8
Niger	9	7	8	4	10	11	7
Sénégal	6	7	10	9	10	9	13
Sierra Leone	8	-48	-25	-13	-5	2	0
Somalie	19	19	19	19	19	19	19
Soudan	8	13	16	19	14	14	19
Togo	3	2	-1	-2	-11	-9	-6
Ouganda	9	5	7	9	10	8	5
Yémen	11	18	19	21	24	25	20
PMA de l'OCI	8	12	13	14	15	15	16
Tous les PMA	9	11	12	14	17	20	20
Pays en Développement	26	28	29	31	32	34	34

Source: UNSD, National Accounts Main Aggregates Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.14	**Total des Flux Financiers** (en millions de $ nets)					
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
Afghanistan	0	0	0	0	0	143
Bangladesh	1644	889	1193	1825	1817	2137
Bénin	274	191	265	425	314	1212
Burkina Faso	217	372	455	621	613	1839
Tchad	247	1124	995	796	1052	991
Comores	33	22	16	15	15	20
Djibouti	149	56	60	82	86	211
Gambie	62	109	71	119	125	154
Guinée	211	184	227	142	195	167
Guinée-Bissau	96	48	132	49	68	105
Maldives	24	49	41	71	86	75
Mali	348	585	614	706	852	2391
Mauritanie	138	447	471	296	356	1024
Mozambique	948	2401	1114	1396	1206	3040
Niger	358	256	406	583	544	1532
Sénégal	702	392	303	1042	662	2601
Sierra Leone	70	297	278	406	399	335
Somalie	372	178	154	213	253	470
Soudan	572	1037	1852	2515	4090	5511
Togo	205	102	85	134	157	163
Ouganda	479	817	1067	1475	1351	4912
Yémen	333	283	99	361	10	1513
PMA de l'OCI	**7483**	**9839**	**9899**	**13274**	**14249**	**30547**
Tous les PMA	14327	19216	28408	29422	28334	57817
Pays en Développement	98072	192038	247696	395148	515032	735247
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	52.2	51.2	34.8	45.1	50.3	52.8
Pays en Développement	7.6	5.1	4.0	3.4	2.8	4.2

Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.15	Assistance Publique au Développement (APD) (*) (en millions de dollars nets)						
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Afghanistan	122	1300	1591	2169	2750	2999	3951
Bangladesh	2093	909	1394	1417	1336	1222	1502
Bénin	267	221	301	391	348	375	470
Burkina Faso	327	477	522	643	696	870	930
Tchad	311	231	251	330	384	284	352
Comores	45	32	24	25	25	30	44
Djibouti	194	78	79	64	76	117	112
Gambie	97	60	63	55	61	74	72
Guinée	292	250	242	273	201	161	224
Guinée-Bissau	126	59	145	76	79	82	123
Maldives	21	27	21	27	76	38	37
Mali	479	475	554	582	711	825	1017
Mauritanie	236	355	249	189	200	190	364
Mozambique	998	2218	1049	1243	1290	1605	1777
Niger	388	299	461	547	520	514	542
Sénégal	812	449	454	1053	687	826	843
Sierra Leone	59	383	337	376	350	344	535
Somalie	491	191	174	199	239	392	384
Soudan	813	343	613	992	1829	2052	2104
Togo	258	51	50	65	83	79	121
Ouganda	663	732	999	1217	1195	1549	1728
Yémen	400	583	234	251	290	282	225
PMA de l'OCI	**9490**	**9723**	**9805**	**12185**	**13429**	**14910**	**17459**
Tous les PMA	16623	18313	24184	25358	26186	28328	32677
Pays en Développement	56959	60573	70713	78920	107671	105645	105056
PMA de l'OCI comme % de:							
Tous les PMA	57	53	41	48	51	53	53
Pays en Développement	17	16	14	15	12	14	17
Per capita (current $)							
PMA de l'OCI	30	12	13	15	20	19	19
Tous les PMA	31	26	34	35	35	37	41
Pays en Développement	13	27	27	32	35	37	43

(*) From all donors, including grants.

Source: UNCTAD, Handbook of Statistics Online; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.16	**Flux d'Investissement Étranger Direct** (en millions de dollars)						
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Afghanistan		50	58	187	273	242	288
Bangladesh	3	328	350	460	845	793	666
Bénin	62	14	45	64	53	53	48
Burkina Faso	0	15	29	14	34	34	600
Tchad	9	924	713	495	613	700	603
Comores	0	0	1	1	1	1	1
Djibouti	0	4	14	39	59	164	195
Gambie	14	43	15	49	45	71	64
Guinée	18	30	83	98	105	108	111
Guinée-Bissau	2	4	4	2	9	18	7
Maldives	6	12	14	15	9	14	15
Mali	6	244	132	101	224	83	360
Mauritanie	7	67	102	392	814	155	153
Mozambique	9	347	337	245	108	154	427
Niger	41	2	11	20	30	51	27
Sénégal	57	78	52	77	45	220	78
Sierra Leone	32	10	9	61	83	59	81
Somalie	6	0.1	-1	-5	24	96	141
Soudan	-31	713	1349	1511	2305	3541	2436
Togo	23	53	34	59	77	77	69
Ouganda	-6	185	202	295	380	400	368
Yémen	-131	102	6	144	-302	1121	464
PMA de l'OCI	**128**	**3226**	**3558**	**4323**	**5833**	**8153**	**7203**
Tous les PMA	578	6834	10862	9643	7060	12685	13198
Pays de l'OCI	6810	24815	34722	50271	84965	129290	141488
Pays en Développement	35087	170966	180114	283618	316407	412972	499720
PMA de l'OCI comme % de:							
Tous les PMA	22	47	33	45	83	64	55
Pays de l'OCI	2	13	10	9	7	6	5
Pays en Développement	0.4	2	2	2	2	2	1
Source: UNCTAD, Foreign Direct Investment Database (FDISTAT) ; SESRIC, BASEIND Database							

Tableau A.17	**Dette Extérieure Totale** (en millions de dollars)					
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
Bangladesh	12439	17046	18774	20129	18928	20521
Bénin (*)	1292	1836	1828	1916	1855	824
Burkina Faso (*)	832	1546	1735	2045	2042	1142
Tchad (*)	529	1323	1590	1701	1633	1772
Comores (*)	188	275	293	307	291	282
Djibouti	205	326	385	417	412	464
Gambie (*)	369	577	634	672	668	725
Guinée (*)	2476	3401	3457	3538	3247	3281
Guinée-Bissau (*)	692	699	745	765	693	711
Maldives	78	272	284	353	368	459
Mali (*)	2468	2827	3114	3320	3025	1436
Mauritanie (*)	2113	2266	2355	2333	2316	1630
Mozambique (*)	4650	5059	3941	4869	4637	3265
Niger (*)	1726	1787	2070	1973	1980	805
Sénégal (*)	3744	4102	4385	3940	3883	1984
Sierra Leone (*)	1197	1440	1604	1728	1682	1428
Somalie (*)	2370	2689	2838	2849	2750	2836
Soudan (*)	14762	17314	18406	19353	18455	19158
Togo (*)	1281	1573	1702	1836	1708	1806
Ouganda (*)	2606	3980	4543	4753	4427	1264
Yémen	6352	5225	5375	5488	5363	5563
PMA de l'OCI	**62368**	**75562**	**80058**	**84286**	**80360**	**73127**
Tous les PMA	124697	147276	156189	162771	156448	133082
Pays de l'OCI	413666	652486	698182	749263	710459	752575
Pays en Développement	1268367	2254143	2453484	2610556	2606499	2826609
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	50.0	51.3	51.3	51.8	51.4	54.9
Pays de l'OCI	15.1	11.6	11.5	11.2	11.3	9.7
Pays en Développement	4.9	3.4	3.3	3.2	3.1	2.6

(*)Pays Pauvre Très Endetté (PPTE).

Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.18	**Service Total de la Dette (STD)** (en millions de dollars)					
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
Bangladesh	749	727	672	671	805	685
Bénin	38	58	60	64	69	83
Burkina Faso	34	44	47	52	46	52
Tchad	12	26	47	46	61	68
Comores	1	5	3	3	4	4
Djibouti	15	12	16	18	15	23
Gambie	38	15	20	37	28	33
Guinée	169	125	131	172	162	165
Guinée-Bissau	8	11	15	45	33	34
Maldives	9	22	21	32	34	35
Mali	68	83	77	99	88	80
Mauritanie	146	54	55	57	67	97
Mozambique	79	78	85	74	84	55
Niger	99	26	33	43	38	181
Sénégal	324	220	244	336	204	202
Sierra Leone	21	22	25	27	25	34
Somalie	11	0	0	0	0	0
Soudan	50	141	272	312	385	292
Togo	86	13	17	21	17	15
Ouganda	145	70	84	103	172	115
Yémen	169	171	176	223	211	226
PMA de l'OCI	**2269**	**1923**	**2101**	**2435**	**2547**	**2487**
Tous les PMA	4274	5334	5190	6041	6753	8467
Pays de l'OCI	49868	83866	92239	104184	118290	126883
Pays en Développement	139751	348141	389365	411618	473400	535687
Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; SESRIC, BASEIND Database						

Tableau A.19	**Dette à Long Terme (DLT)** (en millions de dollars)					
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
Bangladesh	11658	16404	18083	19186	17931	18866
Bénin	1218	1689	1726	1827	1762	782
Burkina Faso	748	1407	1596	1901	1917	1022
Tchad	469	1191	1462	1582	1537	1686
Comores	175	245	265	273	257	260
Djibouti	155	296	356	382	377	426
Gambie	308	507	567	620	625	689
Guinée	2253	2972	3154	3188	2931	2980
Guinée-Bissau	630	662	713	738	671	695
Maldives	64	223	259	313	307	360
Mali	2337	2518	2910	3136	2899	1411
Mauritanie	1806	1938	2076	2082	2079	1401
Mozambique	4231	4425	3298	4179	3773	2511
Niger	1487	1652	1929	1829	1811	729
Sénégal	3008	3556	3990	3700	3699	1863
Sierra Leone	940	1260	1418	1510	1420	1323
Somalie	1926	1860	1936	1949	1882	1923
Soudan	9651	11435	11887	12237	11660	12105
Togo	1081	1323	1485	1609	1469	1565
Ouganda	2177	3565	4158	4426	4216	1107
Yémen	5160	4497	4745	4799	4717	5000
PMA de l'OCI	**51483**	**63625**	**68012**	**71465**	**67941**	**60465**
Tous les PMA	106222	126276	134814	139465	132896	109809
Pays de l'OCI	347848	530420	561923	594557	555836	593353
Pays en Développement	1045036	1848150	1965345	2068110	2037751	2183361
Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; SESRIC, BASEIND Database						

Tableau A.20	**Dette à Court Terme (DCT)** (en millions de dollars)					
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
Bangladesh	156	572	617	712	688	1178
Bénin	55	74	29	24	39	39
Burkina Faso	84	13	14	29	21	85
Tchad	30	26	23	23	16	18
Comores	12	29	28	34	33	22
Djibouti	50	10	9	13	17	19
Gambie	16	37	33	27	23	18
Guinée	172	289	166	229	229	229
Guinée-Bissau	56	14	12	11	10	8
Maldives	14	49	26	40	55	93
Mali	62	144	35	39	17	17
Mauritanie	238	215	174	161	167	229
Mozambique	345	434	433	493	706	744
Niger	154	28	10	9	41	49
Sénégal	421	294	156	36	36	95
Sierra Leone	148	10	17	22	69	70
Somalie	285	677	735	726	709	745
Soudan	4155	5306	5920	6524	6277	6535
Togo	113	198	175	201	225	233
Ouganda	146	158	148	135	79	148
Yémen	1192	341	229	313	353	318
PMA de l'OCI	**7905**	**8918**	**8990**	**9801**	**9812**	**10903**
Tous les PMA	13078	14970	15185	16910	18078	19958
Pays de l'OCI	58889	82593	93697	116150	126644	144375
Pays en Développement	190301	310880	381917	447021	520087	623907
Source: world Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; SESRIC, BASEIND Database						

Tableau A.21	Utilisation de Crédits du FMI (CR FMI) (en millions de $)					
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
Bangladesh	626	71	74	231	308	476
Bénin	18	73	73	65	53	3
Burkina Faso	0	126	125	115	104	35
Tchad	30	107	106	96	79	68
Comores	0	1	0	0	0	0
Djibouti	0	20	20	21	19	18
Gambie	45	32	35	25	21	18
Guinée	51	139	136	122	87	72
Guinée-Bissau	5	23	20	16	12	8
Maldives	0	0	0	0	6	6
Mali	69	166	169	145	109	8
Mauritanie	70	113	104	90	69	0
Mozambique	74	200	209	197	157	10
Niger	85	106	131	135	128	27
Sénégal	314	253	240	204	148	26
Sierra Leone	108	169	169	196	192	35
Somalie	159	152	166	174	160	168
Soudan	956	573	599	593	518	518
Togo	87	52	42	27	14	8
Ouganda	282	257	236	192	131	9
Yémen	0	386	401	376	292	246
PMA de l'OCI	**2980**	**3019**	**3056**	**3020**	**2608**	**1759**
Tous les PMA	5397	6030	6191	6397	5474	3315
Pays de l'OCI	6930	39474	42561	38556	27979	14846
Pays en Développement	33031	95113	106221	95425	48661	19341

Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.22	Dette Publique ou Garantie par l'État (en millions de $)					
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
Bangladesh	11658	16404	18083	19186	17931	18866
Bénin	1218	1689	1726	1827	1762	782
Burkina Faso	748	1407	1596	1901	1917	1022
Tchad	469	1191	1462	1582	1537	1686
Comores	175	245	265	273	257	260
Djibouti	155	296	356	382	377	426
Gambie	308	507	567	620	625	689
Guinée	2253	2972	3154	3188	2931	2980
Guinée-Bissau	630	662	713	738	671	695
Maldives	64	223	259	313	307	360
Mali	2337	2518	2910	3136	2899	1411
Mauritanie	1806	1938	2076	2082	2079	1401
Mozambique	4211	2912	3219	3768	3773	2511
Niger	1226	1599	1883	1790	1778	703
Sénégal	2948	3523	3940	3556	3557	1712
Sierra Leone	940	1260	1418	1510	1420	1323
Somalie	1926	1860	1936	1949	1882	1923
Soudan	9155	10939	11391	11741	11164	11609
Togo	1081	1323	1485	1609	1469	1565
Ouganda	2177	3565	4158	4426	4216	1107
Yémen	5160	4497	4745	4799	4717	5000
PMA de l'OCI	**50647**	**61530**	**67341**	**70375**	**67271**	**59792**
Tous les PMA	105369	123632	133599	137342	130930	107535
Pays de l'OCI	329351	429904	456992	467455	414565	384621
Pays en Développement	988584	1341122	1422582	1464368	1330249	1267827
Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; SESRIC, BASEIND Database						

Tableau A.23	Ratio Dette-RNB (DET/RNB) (%)					
	1990	2002	2003	2004	2005	2006
Bangladesh	40.4	34.3	34.3	33.7	30.0	31.1
Bénin	71.5	66.0	52.0	47.8	43.5	17.5
Burkina Faso	26.9	47.0	40.6	40.1	36.5	18.5
Tchad	30.7	68.6	70.2	45.7	33.6	34.2
Comores	75.3	109.7	90.7	85.2	75.6	70.3
Djibouti		53.8	57.2	57.0	53.1	54.3
Gambie	126.7	166.0	182.2	176.4	150.0	145.2
Guinée	98.4	107.3	96.4	90.5	98.9	100.2
Guinée-Bissau	296.6	362.9	331.5	295.9	239.6	241.2
Maldives	40.2	45.0	43.4	49.1	50.7	52.3
Mali	102.6	91.1	74.1	70.9	59.3	26.0
Mauritanie	196.4	177.6	175.3	144.6	121.8	58.9
Mozambique	200.4	125.6	88.2	90.9	76.1	53.2
Niger	71.2	83.2	76.2	64.9	58.3	22.1
Sénégal	67.8	78.4	65.4	50.2	45.7	22.0
Sierra Leone	206.4	158.9	166.6	166.2	143.1	100.9
Somalie	283.9					
Soudan	179.0	125.9	111.9	96.8	71.2	55.5
Togo	80.1	108.1	98.1	90.3	81.7	82.8
Ouganda	61.6	69.6	74.1	71.0	51.6	13.6
Yémen	132.6	57.8	54.2	43.6	35.3	31.6
PMA de l'OCI	**74.1**	**63.0**	**58.1**	**53.8**	**45.8**	**37.1**
Tous les PMA	84.3	75.5	71.0	64.7	53.6	38.8
Pays de l'OCI	38.5	41.7	39.1	34.9	27.7	25.0
Pays en Développement	32.2	37.1	35.9	32.1	26.9	24.9

Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; World Bank, World Development Indicators (WDI) Online Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.24	Ratio Dette-Exportation (DET/EXBS) (%)					
	1990	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
Bangladesh	670.8	253.0	255.5	232.6	198.1	179.3
Bénin	343.5	294.3	245.0	236.2	197.3	94.6
Burkina Faso	244.6	533.1	461.9	372.7	376.2	167.1
Tchad	180.8	380.7	230.1	76.4	51.0	47.9
Comores	659.3	694.9	573.5	669.3	602.0	596.2
Djibouti	55.2	120.1	152.2	166.2	143.2	151.1
Gambie	256.5	338.4	365.5	339.1	326.6	327.1
Guinée	310.1	433.3	428.4	418.8	351.7	285.9
Guinée-Bissau	2471.2	1215.7	958.1	915.4	610.3	553.5
Maldives	39.4	49.0	47.0	52.7	72.9	61.3
Mali	568.5	298.4	270.3	272.7	220.3	78.4
Mauritanie	463.4	609.2	712.2	488.5	362.0	114.3
Mozambique	2522.6	482.7	321.7	286.8	231.4	163.9
Niger	410.3	541.4	460.5	368.6	313.5	120.8
Sénégal	268.9	269.4	240.1	180.8	165.1	84.3
Sierra Leone	566.5	1466.4	907.5	876.1	733.5	541.4
Somalie	28032.4	41350.3	43010.5	41072.2	37754.4	35655.1
Soudan	2035.4	716.2	564.2	412.3	312.3	270.9
Togo	250.1	295.6	284.7	305.6	277.0	263.2
Ouganda	1038.9	568.0	550.9	456.6	342.2	97.2
Yémen	1321.4	132.0	125.3	108.8	78.1	70.9
PMA de l'OCI	**628.4**	**324.9**	**293.5**	**249.2**	**201.0**	**156.9**
Tous les PMA	548.7	322.5	291.4	232.6	170.8	114.2
Pays de l'OCI	128.3	101.8	93.4	78.3	58.4	51.4
Pays en Développement	182.4	119.7	108.2	90.6	73.4	65.3

Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; World Bank, World Development Indicators (WDI) Online Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.25	Ratio Service de la Dette (STD/EXBS) (%)					
	1990	2002	2003	2004	2005	2006
Bangladesh	40.4	10.8	9.1	7.8	8.4	6.0
Bénin	10.1	9.4	8.0	7.8	7.3	9.5
Burkina Faso	10.1	15.2	12.5	9.5	8.5	7.6
Tchad	4.1	7.5	6.8	2.1	1.9	1.8
Comores	3.9	12.8	5.9	7.2	8.3	7.6
Djibouti	4.0	4.4	6.2	7.1	5.1	7.4
Gambie	26.2	8.7	11.8	18.8	13.9	14.9
Guinée	21.1	15.9	16.2	20.3	17.5	14.4
Guinée-Bissau	30.1	19.2	19.5	53.8	28.7	26.3
Maldives	4.5	4.0	3.5	4.8	6.7	4.6
Mali	15.6	8.7	6.6	8.1	6.4	4.4
Mauritanie	31.9	14.5	16.6	12.0	10.5	6.8
Mozambique	42.6	7.4	6.9	4.4	4.2	2.8
Niger	23.5	7.8	7.4	8.0	6.0	27.2
Sénégal	23.3	14.5	13.4	15.4	8.7	8.6
Sierra Leone	10.1	22.1	14.3	13.9	10.9	12.9
Somalie	126.6	2.6	0.0	0.0	1.8	0.2
Soudan	6.8	5.8	8.3	6.7	6.5	4.1
Togo	16.7	2.4	2.9	3.5	2.8	2.2
Ouganda	57.7	10.1	10.2	9.9	13.3	8.8
Yémen	35.2	4.3	4.1	4.4	3.1	2.9
PMA de l'OCI	**22.9**	**8.3**	**7.7**	**7.2**	**6.4**	**5.3**
Tous les PMA	18.8	11.7	9.7	8.6	7.4	7.3
Pays de l'OCI	15.5	13.1	12.3	10.9	9.7	8.7
Pays en Développement	20.1	18.5	17.2	14.3	13.3	12.4

Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; World Bank, World Development Indicators (WDI) Online Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.26	Ratio Service de l'Intérêt (INT/EXBS) (%)					
	1990	2002	2003	2004	2005	2006
Bangladesh	10.8	2.6	2.4	2.4	2.5	2.0
Bénin	4.7	4.1	2.5	2.4	2.2	2.0
Burkina Faso	4.6	5.8	4.3	3.1	3.2	2.5
Tchad	1.7	3.0	1.7	0.5	0.5	0.5
Comores	3.0	2.3	1.8	2.4	2.9	2.9
Djibouti	1.6	0.9	1.3	1.8	1.4	1.7
Gambie	8.5	3.5	5.2	4.6	5.1	4.4
Guinée	7.4	4.6	4.3	5.2	5.1	3.8
Guinée-Bissau	21.7	6.5	5.7	12.1	7.7	7.3
Maldives	1.4	1.0	0.9	1.3	2.0	1.6
Mali	5.5	2.6	1.7	2.2	2.1	1.4
Mauritanie	10.4	4.8	4.8	4.4	3.7	1.8
Mozambique	20.5	2.5	2.0	1.5	1.3	1.3
Niger	8.5	2.6	2.5	2.5	2.2	1.9
Sénégal	9.2	4.8	4.3	3.4	2.4	3.2
Sierra Leone	4.3	5.6	4.2	5.2	4.1	4.4
Somalie	62.4	2.6	0.0	0.0	1.8	0.2
Soudan	4.6	1.6	1.8	1.7	1.1	0.7
Togo	8.4	0.5	0.5	0.6	0.5	0.8
Ouganda	14.3	3.6	3.3	3.5	2.8	2.3
Yémen	18.4	1.5	1.3	1.4	0.9	0.9
PMA de l'OCI	**8.2**	**2.4**	**2.1**	**2.0**	**1.8**	**1.5**
Tous les PMA	7.0	3.0	2.5	2.0	1.8	1.9
Pays de l'OCI	5.9	3.3	3.1	2.5	2.5	2.0
Pays en Développement	8.8	4.9	4.3	3.4	3.1	2.9

Source: World Bank, Global Development Finance (GDF) Online Database; World Bank, World Development Indicators (WDI) Online Database; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.27	Indicateur de Développement Humain du PNUD [1]				
	2001[2]	2002[3]	2003[3]	2004[3]	2005[3]
PDHM de l'OCI	Maldives, Comores, **Soudan**, **Bangladesh**, **Togo**	Maldives, Comores, Bangladesh, Soudan	Maldives, Comores, Bangladesh, Soudan, **Togo**, **Ouganda**	Maldives, Comores, Bangladesh, Soudan, Ouganda	Maldives, Comores, **Mauritanie**, Bangladesh, Soudan, **Djibouti**, **Togo**, **Yémen**, Ouganda, Gambie
PFDH de l'OCI	Ouganda, Yémen, Gambie, Djibouti, Mauritanie, Sénégal, Guinée, Bénin, Tchad, Guinée-Bissau, Mozambique, Mali, Burkina Faso, Niger, Sierra Leone	*Togo*, Ouganda, Yémen, Mauritanie, Djibouti, Gambie, Sénégal, Guinée, Bénin, Tchad, Mozambique, Guinée-Bissau, Mali, Burkina Faso, Niger, Sierra Leone	Djibouti, Yémen, Mauritanie, Gambie, Guinée, Sénégal, Bénin, Mozambique, Guinée-Bissau, Tchad, Mali, Burkina Faso, Sierra Leone, Niger	*Togo*, Djibouti, Yémen, Mauritanie, Gambie, Sénégal, Guinée, Bénin, Mozambique, Tchad, Guinée-Bissau, Burkina Faso, Mali, Sierra Leone, Niger	Sénégal, Guinée, Bénin, Tchad, Mozambique, Mali, Niger, Guinée-Bissau, Burkina Faso, Sierra Leone

1 Les pays en **gras** sont des pays qui étaient témoin d'une hausse de leur niveau du développement et ceux en *italique* sont les pays qui ont été témoin d'une diminution de leur niveau du développement en ce qui concerne l'année précédente.
2 L'indice a compris 175 pays dont 20 étaient des PMA de l'OCI.
3 L'indice a compris 177 pays dont 20 étaient des PMA de l'OCI.

Source: UNDP, *Human Development Report*, various issues; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.28	Indicateur de Pauvreté Humaine du PNUD *				
	2001[1]	2002[2]	2003[3]	2004[4]	2005[5]
Maldives	11.4	11.4	16.6	16.9	17.0
Comores	31.5	31.4	31.2	31.6	31.3
Soudan	32.2	31.6	32.4	31.3	34.4
Togo	38.5	38.0	39.5	39.2	38.1
Yémen	41.0	40.3	40.3	40.6	38.0
Bangladesh	42.6	42.2	44.1	44.2	40.5
Djibouti	34.3	34.3	29.5	30.0	28.5
Ouganda	36.6	36.4	36.0	36.0	34.7
Mauritanie	48.6	48.3	40.5	41.0	39.2
Sénégal	44.5	44.1	44.2	44.0	42.9
Bénin	46.4	45.7	48.4	47.8	47.6
Guinée				52.0	52.3
Gambie	45.8	45.8	44.7	44.7	40.9
Mali	55.1	58.9	60.3	60.2	56.4
Tchad	50.3	49.6	58.8	57.9	56.9
Guinée-Bissau	47.8	48.0	48.2	48.2	44.8
Burkina Faso	58.6	65.5	64.2	58.3	55.8
Mozambique	50.3	49.8	49.1	48.9	50.6
Niger	61.8	61.4	64.4	56.4	54.7
Sierra Leone			54.9	51.9	51.7
Moyenne des PMA de l'OCI	43.4	43.4	44.9	44.4	42.5
Population Totale des PMA	307.0	314.6	327.8	344.6	352.7
Population souffrant de la pauvreté Humaine (Millions).	133.4	136.6	147.0	153.0	149.9

* Le nombre de pays compris dans l'index sont comme suit: 2001; 94, 2002; 95, 2003; 103, 2004; 102, 2005; 108. 20 des PMA de l'OCI ont été compris au cours de toutes les années.

Source: UNDP, *Human Development Report*, various issues; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.29	Progrès des PMA de l'OCI vers l'accomplissement des Objectifs de Millénaire pour le Développement (OMD)																							
	OBJECTIF L 1							OBJECTIF 2							OBJECTIF 3							OBJECTIF 4		
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2005	2006
Afghanistan	41.20				39.30													0.35	0.21	0.33		257	257	257
Bangladesh	47.70				47.50			86.80	88.10	88.90	91.60	92.10			1.05	1.1	1.11	1.11	1.03			92	73	69
Bénin		22.90					22.60	52.20			80	83.10	79.90	82.80	0.46	0.48	0.48	0.47	0.48	0.57		160	150	148
Burkina Faso				37.70			37.40	35.80	36.60	37.60	37.60	40.30	44.30	47.80	0.66	0.66	0.66	0.68	0.69	0.71	0.72	194	203	204
Tchad	28.10				36.70			53.20	54.50	58.50	60.40				0.28	0.28	0.33	0.32	0.33	0.33		205	208	209
Comores	25.40				24.90			55.50							0.82		0.84	0.83	0.76	0.76		84	71	68
Djibouti			17.90				28.90	27	29	29.80	31.70	33.40	35.10	38.30	0.66	0.62	0.62	0.66	0.69	0.66	0.67	147	133	130
Gambie	17.10						20.30	64.90	69.70	73.50	72.80			63.30	0.69	0.72	0.76	0.84	0.83		0.9	132	116	113
Guinée			20.80			25.80		48.20	51.90	60	64.10	67.70	70.20	72.70	0.38	0.41	0.43	0.47	0.46	0.51	0.53	184	165	161
Guinée-Bissau	25						19.40	45.40	45.30						0.54	0.54						218	203	200
Maldives		30.40						98.70	98	98		99.90	98.10	98.10	1.08	1.07	1.15	1.11	1.14		1.07	54	33	30
Mali		33.20								53.90	53.90	53.90	59.10	60.50	0.54			0.53	0.58	0.6	0.61	224	218	217
Mauritanie		31.80						64.50	68.10	69.60	71	78.50	77.10	79.90	0.75	0.79	0.8	0.84	0.88	0.9	0.86	125	125	125
Mozambique	26			23.70				56.10	60.90	56.90		71.10	76.60	76	0.63	0.64	0.66		0.7	0.69	0.72	178	145	138
Niger	39.60						44.40	27.20	30.90	34.40	38.30	42.20	42.50	44.10	0.61	0.61	0.6	0.62	0.61	0.64	0.63	270	256	253
Sénégal	22.70					17.30		56.90	58.30	53.90	63.50	67.60	73.10	72.20	0.65	0.66	0.67	0.69	0.72	0.75	0.76	133	119	116
Sierra Leone	27.20					30.40										0.71						277	271	270
Somalie							35.60															165	149	145
Soudan	40.70							44								0.96	0.94	0.92	0.92	0.94	0.96	97	90	89
Togo							26	78.10	79.20	82.30	79	81	80.30	82.90	0.44			0.47	0.5	0.51		124	111	108
Ouganda		22.80					20.40								0.77	0.77	0.81	0.81	0.81	0.81		145	136	134
Yémen				45.60				58.60	66.30		71.90	74.30	75.40		0.42	0.42		0.45	0.48	0.49		110	102	100
PMA de l'OCI	30.97	28.22	19.35	35.67	37.10	24.50	28.33	56.06	59.77	61.33	62.75	68.08	67.64	68.22	0.64	0.67	0.72	0.68	0.67	0.64	0.77	162.50	151.55	149.27
Tous les PMA	30.30	31.38	27.63	36.92	31.51	28.88	26.64	63.85	66.99	71.37	72.50	76.15	74.93	74.95	0.75	0.78	0.79	0.77	0.78	0.78	0.84	142.70	131.48	129.28
OCI	20.82	23.30	14.59	23.38	21.44	15.46	18.38	74.87	78.20	80.81	79.96	82.46	83.06	82.37	0.83	0.85	0.89	0.87	0.84	0.86	0.92	94.02	85.83	84.16

Objectif 1 montre l'indicateur « Enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale».
Objectif 2 montre l'indicateur " Rapport Net Total d'Inscription (NER) dans l'éducation primaire, les deux sexes ".
Objectif 3 montre l'indicateur " Indice de Parité de Genre (GPI) dans l'inscription du niveau secondaire ".
Objectif 4 montre l'indicateur "Taux de Mortalité d'Enfants Moins de 5 ans (C5MR) par 1.000 nouveau-nés".

Source: UN, Millennium Development Goals, [http://mdgs.un.org] ; SESRIC, BASEIND Database

Tableau A.29 **Progrès des PMA de l'OCI vers l'accomplissement des Objectifs de Millénaire pour le Développement (OMD) (Suite)**

	OBJECTIF 5							OBJECTIF 6							OBJECTIF 7		OBJECTIF 8						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afghanistan	12.40			14.30				440.40	407.40	367.60	350.30	293.20	266.60	231	0.33					0.07	0.09	1	1.72
Bangladesh	12.10	11.60		13.90	13.20		20.10	499.20	490.60	478	457.30	443.40	415.50	391			0.08	0.14	0.15	0.18	0.22	0.26	0.31
Bénin		65.50					77.70	130.10	131.10	138.70	141	135.50	136.80	135.40	0.57		0.24	0.38	0.74	1	1.24	1.33	1.44
Burkina Faso				37.80			53.50	340.50	332.80	338.40	348.80	387.60	431	476.10	0.71	0.72	0.08	0.16	0.21	0.39	0.40	0.49	0.59
Tchad	16.30				14.40			485.30	519.50	573.70	652.50	617.60	578.60	570.50	0.33		0.04	0.05	0.19	0.37	0.40	0.41	0.60
Comores	61.80							111.30	102.60	103.50	106.40	98.70	90.30	86.10	0.76		0.22	0.34	0.42	0.63	1.01	2.51	2.56
Djibouti			74.10	60.60				870.80	891.60	1089.80	1127.60	1221.90	1238.30	1299.60	0.66	0.67	0.22	0.51	0.69	0.97	1.32	1.45	1.36
Gambie	54.70						56.80	508.40	517.90	352.70	361.40	361	387.30	423.20		0.9	0.95	1.39	1.88	2.57	3.35	3.82	5.29
Guinée				55.50		38		361	376.90	396	415.60	428.80	466.10	466.40	0.51	0.53	0.11	0.20	0.46	0.52	0.59	0.63	0.52
Guinée-Bissau	34.70						38.80	307.40	313.30	348.60	341	329.90	328.50	312.70			0.25	0.33	1.12	1.48	1.99	2.32	2.26
Maldives		70.30			84			85.70	71.50	70.50	55.50	58.10	50.30	54.20		1.07	2.22	3.63	5.34	5.93	6.45	6.64	8.97
Mali		40.60						604.80	601	591.70	589.40	587.30	583.40	578.20	0.6	0.61	0.15	0.19	0.24	0.32	0.45	0.53	0.64
Mauritanie		56.90						651.40	663.80	677	690.80	536.30	613.30	605.80	0.9	0.86	0.20	0.27	0.37	0.44	0.47	0.65	0.95
Mozambique				47.70				604.50	646.50	667.90	677.70	667.10	644.60	623.70	0.69	0.72	0.12	0.17	0.28	0.45	0.73	0.90	0.89
Niger	15.70						32.90	294.60	298.80	307.80	295.40	309.30	308.60	313.70	0.64	0.63	0.04	0.11	0.13	0.15	0.19	0.21	0.28
Sénégal	57.80		58			51.90		437.40	451.20	468.30	469.40	487.90	494.30	503.60	0.75	0.76	0.42	1.02	1.04	2.17	4.66	4.63	5.45
Sierra Leone	41.70					43.20		734	757.70	809.90	854.80	904.90	942.50	976.90			0.11	0.15	0.16	0.18	0.19	0.20	0.21
Somalie			24.80				33	442.10	411.20	391.40	348.30	309.20	287.90	293.10			0.21	0.08	0.12	0.39	1.08	1.09	1.11
Soudan	87							395.70	411.40	385.30	395.30	402	411.10	419.30	0.94	0.96	0.03	0.16	0.49	0.60	0.87	1.43	8.65
Togo	48.60			60.80			62	758.30	766.20	797.20	778.10	779.20	782.20	786.90	0.51		2.16	3.16	4.10	4.20	4.41	5.88	5.07
Ouganda		39					42.10	523	542.30	587.70	612.90	591.90	582	560.90	0.81		0.16	0.24	0.39	0.47	0.72	1.74	5.02
Yémen				26.80				165.30	156	151.20	146.70	135.60	135.10	132.30	0.49		0.08	0.09	0.51	0.60	0.87	1.05	1.25
PMA de l'OCI	40.25	47.32	52.30	39.68	37.20	44.37	46.32	443.24	448.24	458.77	464.37	458.47	462.47	465.48	0.64	0.77	0.39	0.61	0.91	1.09	1.44	1.78	2.51
Tous les PMA	39.84	43.33	51.60	39.19	42.03	37.28	46.39	453.34	458.04	452.20	452.72	441.65	435.87	431.48	0.78	0.84	0.59	0.92	1.26	1.52	2.02	2.13	2.71
OIC	67.63	55.59	79.49	57.49	59.40	63.84	68.90	262.37	263.64	267.64	269.48	265.50	265.99	265.70	0.86	0.92	2.24	3.08	4.12	5.30	6.61	7.97	10.19

Objectif 5 montre l'indicateur "Naissances assistées par le personnel de la santé habile, %".
Objectif 6 montre l'indicateur " Taux de prédominance de tuberculose par population de 100.000 ".
Objectif 7 montre l'indicateur "Proportion de la population employant des sources améliorées d'eau potable, totale".
Objectif 8 montre l'indicateur " Internautes par population de100 ".

Source: UN, Millennium Development Goals, [http://mdgs.un.org] ; SESRIC, BASEIND Database